Nora Bussigny

Les nouveaux inquisiteurs

L'enquête d'une infiltrée en terres wokes

ALBIN MICHEL

Nora Bussigny

Les nouveaux inquisiteurs

L'enquête d'une infiltrée en terres wokes

Albin Michel

© Éditions Albin Michel, 2023

ISBN : 9782226487506

à Noli, celle que j'ai incarnée

Prologue

J'écris ce prologue trois mois après avoir achevé cette année en immersion. Une immersion au cœur des différents militantismes français que l'on qualifie de « wokes ». Cette idée d'infiltrer des milieux militants est née après avoir travaillé durant quelques mois pour *Le Point* sur une enquête qui a suscité à sa sortie de nombreuses réactions et qui s'intitulait « Les nouveaux repentis du wokisme » (mai 2022). À l'époque déjà, les différentes querelles entre les chapelles féministes, LGBT, antiracistes, religieuses et politiques me passionnaient autant qu'elles me troublaient. J'avais eu besoin dans ce premier travail d'échanger avec des gens qui en étaient « revenus », qui s'en étaient « sortis » afin de mieux cerner la nébuleuse woke.

Je voyais pleuvoir autour de moi de nombreux essais sur le sujet : analytiques, vindicatifs, correctifs, voire laudateurs. Tous avaient comme point commun de proposer au lecteur de comprendre le phénomène. J'en ai lu plusieurs. Aucun ne m'a réellement convaincue. Pas même la brillante étude de Pierre Valentin intitulée *L'Idéologie woke : anatomie du wokisme*. Cela touchait à l'intellect, mais jamais à l'affect, cet espace secret où le militantisme est mû par une force extraordinaire, celle qui consiste à être intimement persuadé que la cause pour laquelle on se bat est juste. Ce que les tenants du wokisme*[1] appellent « le plus grand bien ».

J'ai alors eu l'idée de vivre cet affect, de m'y plonger, sous de fausses identités, des masques, au sens propre et figuré, durant une année entière. Une année où je retournerais à la fac, où je participerais à des groupes de parole, à des manifestations, à Paris mais aussi en région ; où je suivrais des formations ; où je mènerais des actions ; où je ne serais confrontée qu'au réel et à l'émotionnel, bref au factuel. Je voulais échanger sur les réseaux sociaux, discuter, réagir, m'abreuver de contenus, en produire aussi, afin de voir si cela allait me changer, me perturber, me faire douter, me faire aller jusqu'aux limites de mon engagement.

Je n'étais pas une militante repentie, je partais même avec des a priori. J'étais déjà sensibilisée au sujet du port du voile, pour lequel j'estime toujours aujourd'hui qu'il reste une violence faite aux femmes, sous prétexte de religion. Je questionnais déjà la transidentité ; une thématique dont je persiste à penser qu'elle peut invisibiliser les problématiques féministes et qu'elle doit être débattue lorsqu'elle concerne les adolescents – un âge où le questionnement de l'identité ne devrait pas engager des changements médicaux irréversibles. Même si, bien évidemment, les personnes transgenres* existent et ont le droit de vivre comme chaque citoyen sans subir ni violence ni discrimination, et sans devoir affronter la haine. Enfin, en tant que Franco-Marocaine, j'étais déjà consciente des discours racialistes qui en viennent, sous prétexte de dénonciation et de protection, à appliquer un séparatisme entre les personnes blanches et les personnes dites « racisées* », ce qui va à l'encontre de tout humanisme et de tout universalisme*.

Dans cette enquête sur le terrain, je voulais me perdre, voir si j'en arriverais à douter, si je serais influencée. Car si je finissais par l'être, pourquoi d'autres ne le seraient-ils pas ?

J'en suis venue à me demander, au bout de quelques mois, ce qui faisait de moi une femme.

J'en suis venue à me dire que j'avais certainement une islamophobie* internalisée si je continuais à voir le voile comme une oppression.

J'en suis venue à me sentir plus à l'aise dans des groupes sans homme hétérosexuel et à me demander si la non-mixité n'étais pas une solution à tous les maux.

J'en suis venue à empêcher des personnes blanches de se mélanger à des personnes « racisées » dans des manifestations, afin de faire respecter des « espaces sans oppresseurs ».

J'en suis même venue à parler en « privilèges à décons-truire* », tout en culpabilisant d'être celle que j'étais.

Et puis, après le doute est venue la peur. La peur que mon livre sorte, la peur qu'on me harcèle, la peur qu'on me « cancel* », la peur qu'on me traite de « facho ». Qu'on me reconnaisse et qu'on m'attende. Peut-être même la peur qu'on m'agresse.

C'est cette peur que j'ai ressentie qui me fait vous dire aujourd'hui que vous avez raison de me lire. Car lorsqu'un auteur, un journaliste, un enquêteur a peur des répercussions que son immersion dans un milieu peut provoquer, a peur pour son intégrité physique et mentale, c'est

généralement parce qu'il sait qu'il livre des informations suffisamment compromettantes et exclusives pour être, ne serait-ce qu'un petit peu, dans le vrai.

Je ne suis ni éditorialiste, ni sociologue, ni polémiste. Ce livre n'a pas pour ambition d'analyser, d'expliquer, de théoriser, il est simplement là pour vous donner des exemples, pour révéler des faits sur un phénomène qui vous questionne suffisamment pour choisir d'avoir ce livre entre vos mains. Cette immersion, je l'ai vécue ; ces discussions, je les ai eues ; ces formations, je les ai suivies ; ces cours, je les ai entendus ; ces slogans, je les ai scandés ; ces débats, je les ai menés ; ces collages* de rue, je les ai réalisés ; ces règles radicales, rigides, dangereuses, excluantes, je les ai appliquées.

Ce livre est ici pour vous montrer – vous dévoiler – *l'enfer* du décor ; ce que les milieux militants cachent derrière ce qu'ils pensent être un progressisme jusqu'au-boutiste et autoproclamé, mais qui n'est finalement qu'une dynamique de rejet à l'encontre de ceux qui ne marchent pas comme eux, un fascisme ordinaire défendu par de nouveaux inquisiteurs.

Note

1. Voir l'abécédaire en fin d'ouvrage pour les termes suivis d'un astérisque.

PREMIÈRE PARTIE

1

Mutation

La question de l'identité est celle qui revient inévitablement lorsque l'on commence une immersion. « Ne va-t-on pas te reconnaître ? » Je ne suis ni célèbre ni même tout simplement reconnaissable. Je m'inquiète plutôt de l'effet « milieux sociaux », hélas inhérent au travail que j'ai choisi d'entreprendre. Ma nouvelle identité ne doit pas faire seulement office de déguisement, elle sera mon bleu de travail, mon arme de service durant un an. Il faut donc bien la choisir : plausible, discrète et efficace.

J'ai la chance d'avoir en ma possession un joker, mon vrai prénom. Cet atout me permet d'officier en parallèle dans les médias avec lesquels je collabore chaque mois. De Nora je serai Noli. Un raccourci des plus pratiques pour justifier mon prénom en cas de contrôle d'identité. Noli aura-t-elle les cheveux courts et roses ? Un piercing à la narine et un maquillage coloré ? Une chose est certaine : je veux dissocier. Savoir d'un coup d'œil fugace dans une glace que je suis bel et bien vraiment moi. Que tout ce qui viendra modifier mon image ne sera qu'accessoires que l'on ôte à la fin de la représentation.

« Faux piercings, make-up bariolé et look de meuf qui va en festival techno », me conseillent mes amies. Car l'immersion que j'entreprenais doit faire face à un obstacle : celui de n'être ni palpable ni « professionnalisante ». Je devrai jouer avec la sociabilité et donc la cohérence. Ne dit-on pas que l'on doit se méfier de ceux qui n'ont strictement aucun ami ? Plusieurs de mes proches seront mes « gages de vérité », des gens que je peux amener ou présenter et qui me permettront de ne pas éveiller les soupçons en rôdant constamment seule lors des événements ou des manifestations. Si les unes me recommandent de m'inspirer de la série *Euphoria* – l'histoire d'une bande d'ados travaillée par

la question de la transidentité –, privilégiant un look décalé, les autres m'encouragent à recourir à un style « babos[1] ». Une chose est certaine : je ne peux pas me permettre de laisser mes cheveux longs bouclés car ils risquent d'être immédiatement identifiables. Pour le shopping, j'ai privilégié les friperies. Le Marais, Châtelet, les boutiques Kilo Shop m'ont permis de me façonner un style passe-partout où K-Way et chemisiers fleuris côtoient jupes longues et vestes en jean.

Quant aux réseaux sociaux, je me suis autorisée à poster du contenu « face caméra », plus apprécié des utilisateurs des plateformes TikTok ou Instagram, chouchoutes des jeunes. J'opte donc dans ces circonstances pour la perruque et le faux piercing à la narine et des petits chignons assortis à des yeux bariolés lors de l'infiltration en réel. Fausse adresse mail, faux comptes, faux numéro, rien ne doit être laissé au hasard.

Je me suis fixé plusieurs missions sur les réseaux sociaux : en sécurité derrière mon écran au fond de mon lit, je veux tenter de me faire accepter dans de nombreux groupes privés sur Facebook réputés pour être plutôt difficiles d'accès grâce à tout un système de barrages, sous forme de questionnaires qui en verrouillent l'entrée.

La communauté des « neurchis[2] », qui sévit sur Facebook depuis 2016, a un concept commun : celui de regrouper du contenu (mèmes[3], images, captures d'écran, témoignages, etc.) propre à une même thématique. Il existe par exemple des neurchis comme Neurchi de Kaamelott où les fans de la série créent des mèmes ou encore le célèbre Neurchi de Zemmour qui a sans doute contribué au succès de celui-ci sur les réseaux sociaux. Je décide de me pencher sur d'autres neurchis plus féministes, écumant les commentaires et recommandations qui mentionnent un intitulé exact. Neurchi de féminisme et Neurchi de feminazgul (pédagogie féministe vénère) retiennent mon attention. Si Neurchi de féminisme semble n'être qu'un simple groupe Facebook où l'intersectionnalité* est le mot d'ordre, Neurchi de feminazgul m'interpelle davantage, rien que dans le questionnaire d'entrée. « ATTENTION : Il est indispensable de répondre à *toutes* les questions pour entrer. »

Avec presque 4 000 membres, le groupe est présenté comme actif avec un bon taux de réponse. À la question « Quelle est ta définition du féminisme ? », je me rappelle qu'il est important de préciser immédiatement le mot « inclusif » et de genrer* de manière neutre le mot « toutes » car il peut être excluant pour les hommes transgenres[4]. Je décide

de faire simple et réponds : « Un féminisme inclusif pour *toustes* les femmes ! » L'autre question est plus pernicieuse. Heureusement, les guillemets présents dans la question – « Qu'est-ce que le "sexisme anti-homme" t'évoque ? » – me permettent d'éviter le piège. Je comprends qu'il est plus simple de faire le parallèle avec le « racisme anti-Blancs* », notion qui fait se hérisser n'importe quel militant féministe intersectionnel*. Je les entends déjà me dire que « ce n'est pas parce qu'on t'a appelé "face de craie" ou "bounty" que tu as vécu du racisme et que le racisme anti-Blancs n'est pas systémique et, s'il y a des phrases ou actes qui peuvent l'être, ils ne sont finalement qu'une réponse au racisme que les "personnes racisé.es" subissent depuis des milliers d'années ».

Après une journée à peine, je suis acceptée sur le groupe. Idem pour Les Copines (groupe féministe inclusif et pro-choix), comptant plus de 11 000 membres et qui interrogent elles aussi sur le racisme anti-Blancs avant validation et indiquent très clairement : « Nous respectons le choix de chacun.e par rapport à son corps, sa vie, sa sexualité, ses codes vestimentaires, croyances, etc. » ; « l'abolitionnisme*, la transphobie* et l'islamophobie n'ont pas leur place ici ». J'en déduis donc qu'évoquer ne serait-ce qu'une seconde le hijab comme un danger pour les femmes me vaudra une exclusion manu militari.

Là où les choses se compliquent, c'est pour le groupe, semble-t-il plus difficile d'accès, Féministe déprimé.e en relation hétéronormative*, dont la description donne déjà le ton : « Une preuve que l'orientation sexuelle n'est pas un choix : il existe des femmes hétéros. » Interdit d'emblée aux hommes « cisgenres* », le groupe exige une fois encore une réponse complète et développée au racisme anti-Blancs et au sexisme anti-hommes, et attend également une réponse détaillée, sur nos motivations à entrer. Mais le groupe le plus impitoyable et acerbe s'avère finalement celui trouvé par hasard, SOS hommes blancs cis et hétéro opprimés, qui me conforte cependant dès la première lecture que je suis sur la bonne voie. La description, en quelques lignes, me fait rapidement comprendre que je suis moi aussi la cible à abattre et que les « HSBC* » ne sont pas les seuls « privilégiés ». « Bien que l'homme blanc cisgenre hétérosexuel bourgeois occidental et valide » gagne haut la main au jeu des sept familles des privilégiés, il est loin d'être le seul représentant des classes dominantes à se voir soudainement opprimé par les luttes sociales. Ainsi toute personne qui se lamente sur la perte (réelle ou fantasmée) de « ses privilèges socio-économiques, culturels et symboliques face aux perfides combats des

minorités opprimées » a sa place dans ce groupe.

Je respire un grand coup… Difficile pour moi de répondre à la première question en gardant le calme requis, et cela d'autant plus que je ne suis pas certaine de l'avoir totalement comprise : « Si tu es dominant.e du point de vue du genre, de la race, de la classe ou autre, ici on se moque des gens comme toi-même si, par ailleurs, tu fais partie d'une classe dominée, c'est bien compris ? » me rappelle-t-on avec condescendance.

Serrer les dents, m'autoflageller d'être « privilégié.e » et opiner du chef resteront ma méthode, en trois temps, la plus efficace.

Pour brouiller les pistes, je me crée un compte TikTok où je poste mon premier contenu sur le livre *Moi les hommes, je les déteste* de Pauline Harmange. En espérant secrètement que le titre volontairement agressif, où l'autrice se contente de descendre tous les hommes excepté son mari déconstruit, fasse parler de lui.

Côté Instagram, je me rends compte n'avoir jamais participé à une manifestation féministe – ce qui me prive de photos parlantes pour le réseau social. Je finis par décider de trouver des photos déjà postées par des particuliers aux hashtags engagés et poste ma toute première publication : « À chaque moment, l'impression de participer au changement du monde. Capturée (mais libre) par @noustoutes.org », accompagnée d'une photo de la manifestation du 8 mars 2022.

Cette publication Instagram me vaudra une trentaine de réactions. Je comprends mieux les reportages Netflix où des arnaqueurs 2.0 arrivent à faire croire sur leurs réseaux sociaux qu'ils séjournent à l'autre bout du globe alors qu'ils n'ont en réalité pas quitté leur chambre.

En découvrant ses notifications, je décide de fouiner sur le site de l'association NousToutes. J'avais déjà écrit quelques mois auparavant un papier sur elles, dénonçant dans *Le Point* la manière dont elles ont cloué au pilori les bénévoles qui assuraient le comptage des féminicides* en France pour une obscure raison de transphobie qui leur a tout de même valu leur succès.

Je découvre sur leur site qu'elles proposent des formations gratuites appelées inclusivement « Signal(e) » et décide, après avoir consulté le programme, de postuler pour celles organisées par les fameuses « hijabeuses » en visio. Les « hijabeuses » sont des femmes (si tant est qu'aucune d'elles ne soit devenue non binaire* depuis, même si je ne suis pas certaine que cela aille de pair avec leur foi…) engagées pour le port du

hijab dans des compétitions sportives. Leur combat, soutenu par les féministes intersectionnelles, a fait un tel bruit que l'association NousToutes décide de leur laisser carte blanche pour cette formation. L'idée est de faire part, à un groupe réduit de spectatrices admiratives, de leur histoire, de leurs méthodes de communication et surtout de leurs projets. Je m'inscris sans hésiter, prête à cliquer le mardi 12 avril sur le lien « Discord » de la formation en direct.

Notes

1. Jeune écologiste vivant en communauté, rejetant la société de consommation et voulant se rapprocher de la nature.

2. À l'origine, « neurchi » désignait – en verlan – une personne qui aime découvrir des objets originaux dans les brocantes : un chineur. Un groupe neurchi est un groupe Facebook dont les membres partagent des contenus humoristiques.

3. Concept (texte, image, vidéo) massivement repris, décliné et détourné sur Internet de manière souvent parodique, qui se répand très vite, créant ainsi le buzz.

4. Personnes nées femmes et ayant transitionné pour devenir des hommes. Pour les militants ayant eu un « passing » (comprendre une partie de son histoire de vie) de femmes, les hommes transgenres ont eux aussi vécu le poids du patriarcat sur les femmes et donc doivent être inclus dans le féminisme.

2

Apprendre

Je me connecte en décalé, car les conférences sont tard le soir à 20 h 30, mais la plateforme Discord qu'utilise NousToutes permet de communiquer un lien pour revisionner l'intégralité de l'échange durant une durée limitée.

Accompagnée d'une quarantaine de personnes connec-tées en direct, Esther, la jeune femme qui présente la réunion, nous rappelle les règles de respect et tient à remercier les hijabeuses présentes qui donnent bénévolement de leur temps pour un travail « incroyable ». Les membres de NousToutes organisent ces conférences selon elles pour « attirer l'attention, mettre en lumière et "visibiliser" des initiatives d'experts qui ne bénéficient pas de la plateforme médiatique de lutte contre les discriminations ». Sous-entendu, les médias sont censeurs, islamophobes et « invisibilisent* » les femmes qui veulent porter le voile sur un terrain de foot !

Ce soir, trois hijabeuses en ligne nous font partager leurs expériences : Inès, marathonienne et secrétaire générale des « hijabeuses » ; Maïda, présentée comme entrepreneuse, membre du « comité directeur » et responsable presse au sein des « hijabeuses » ; Haïfa Tlili, enfin, seule non voilée, sociologue et responsable « recherche action mobilisation » dans l'association. Plus âgée que ses consœurs, Haïfa Tlili est également chargée de mission à l'université Paris-Descartes. D'ailleurs, en quelques clics, je découvre que son projet de recherche en cours porte rien moins que sur un programme pilote « empowerment et leadership des filles/femmes des quartiers populaires par les activités physiques et sportives ».

La première question d'Esther porte sur ce qui, pour chacune, a été son déclic, autrement dit son « signal ». Inès évoque sa rencontre avec Haïfa. Après sept ans comme footballeuse et un arrêt suite à des blessures, la jeune femme de 21 ans a voulu se mobiliser contre les discriminations et

exclusions : « Il y a toujours ce contrôle sur le corps de la femme, j'ai ma responsabilité et je peux être actrice du changement en participant à mon échelle à la modification des statuts », raconte-t-elle sous les applaudissements 2.0 du tchat.

Même chose pour Maïda, qui évoque les manifestations en Libye, l'esclavage, et évidemment Assa Traoré[1] comme moteur militant : « Je ne savais pas que c'était interdit de faire du sport en portant un hijab. À l'hôpital, j'ai pu le porter durant un an et demi puis on m'a dit d'un coup que je ne pouvais plus », explique la jeune femme, qui précise avoir essayé de lutter, hélas en vain.

La plus étonnante reste Haïfa Tlili, qui explique avoir remarqué depuis longtemps plusieurs faits qui l'ont alertée. « Très tôt on m'a interdit de pratiquer la danse ou la gym, je ne comprenais pas pourquoi. J'ai fait une thèse sur le corps des femmes arabo-musulmanes puis je suis partie travailler à Montréal autour des femmes qui portent le hijab », se plaint la sociologue, sans préciser qui serait ce « on » qui empêche les petites filles de faire du sport, surtout dans un pays comme la France où les activités sportives sont accessibles à moindre coût et largement encouragées.

Après le tonnerre d'applaudissements qui fait suite à leurs interventions, les trois femmes sont interrogées sur l'histoire des « hijabeuses ». « Invisibilisées », éloignées de la sphère publique et des terrains de sport, les « hijabeuses » racontent l'enfer subi toutes ces années et leur quête pour se réapproprier un territoire : « Une manière d'être fières de nos identités », précisent-elles.

Je remercie l'application de ne pas obliger l'activation de notre caméra ou de notre micro car, en entendant cette phrase, je ne peux m'empêcher de soupirer. En quoi le hijab peut-il être à lui seul une identité ? En quoi porter un voile, également symbole de meurtres et de tortures pour des milliers de femmes à travers le monde, peut-il être l'objet d'une quelconque fierté ? Je pense à ma mère, née au Maroc. À ma grand-mère, à mon arrière-grand-mère, ces femmes berbères converties et voilées de force. Je perds le fil de la conférence et dois me faire violence pour ne pas écrire sur le tchat quand j'entends que ce qu'elles font est une « manière de dédramatiser le hijab ».

Créé en 2020 avec une précampagne efficace, le groupe des « hijabeuses » a été soutenu par de nombreuses associations et ONG.

« J'étais surprise de ne pas voir la diversité des quartiers que je connais.

Alors que l'on mettait en avant la féminisation du foot, avec beaucoup de fierté. Il n'y avait pas une seule image [comprendre représentation] des femmes que je voyais autour de moi : celles qui portent le hijab », s'indigne Haïfa Tlili. Pour elle, la Fédération française de football n'a pas le droit d'exclure des femmes sur des questions de religion car il s'agit, une fois encore, de leur identité religieuse que l'on se doit de respecter.

S'ensuit pour les trois intervenantes une homélie sur la violence et l'humiliation que peuvent ressentir les femmes voilées à qui on interdit d'entrer sur un terrain de football, ce « sentiment d'avoir les yeux braqués sur vous, vos coéquipières et même vos adversaires qui vous demandent pourquoi vous ne jouez pas ».

Je hausse les sourcils et essaie sincèrement de comprendre : en quoi interdire le port du voile sur les terrains de foot empêche ces femmes de jouer ? J'observe comment la rhétorique de ces femmes, en particulier celle de Haïfa Tlili, est travaillée : car elles personnifient à elles trois le personnage victimaire parfait. Une femme qui ne souhaite que jouer, à laquelle on ôte ce droit, chez qui l'on crée des angoisses, et qui éprouve un profond sentiment d'humiliation.

En écrivant ces lignes, quelques mois après, je fais immédiatement le parallèle avec les femmes afghanes et leurs droits bafoués, depuis la prise de pouvoir des talibans. Faut-il rappeler que depuis le 15 août 2021, les femmes afghanes ont été privées de leurs droits civils les plus fondamentaux : droit à l'éducation, à l'emploi, à la liberté de parole et à la liberté de circulation. À qui me rétorque qu'un hijab n'est pas une burqa, je réponds volontiers « pour l'instant ».

L'urgence, pour les hijabeuses, m'inquiète : « Tant que les règlements ne seront pas modifiés, les hijabeuses ne seront toujours pas considérées comme des sportives. Il est essentiel de revenir à l'essentiel : la pratique du sport. »

Haïfa Tlili s'excuse de prendre l'exemple du 93 et précise (évidemment) qu'elle ne souhaite pas stigmatiser ce département et en faire *le* département du port du voile, car les femmes le portent partout en France. « Xénophobie », « non-respect de l'autre », « règles liberticides », les mots sont forts et pilonnent l'assemblée suspendue, certes derrière un clavier, aux lèvres des intervenantes. À grands coups de graphiques et de courbes, les « hijabeuses » parlent clairement de « processus de conscientisation » et évoquent leur souhait de créer un plaidoyer juridique efficace accompagné d'actions non violentes, de demandes concrètes et surtout de négociations

pour sensibiliser l'opinion. Je comprends alors que leur maîtrise de l'« agit-prop », combinée à leur intelligence, leur permettra très certainement de gagner leur combat. Ne sommes-nous pas à l'aube d'une vague qui va nous submerger ?

J'avais sous-estimé le wokisme et le danger réel qu'il représente, je me dois désormais d'en maîtriser pleinement le jargon et le processus de pensée, si je veux mener en profondeur cette enquête et être capable de répliquer de manière fluide, et surtout *déconstruite* aux absurdités qu'il profère et au véritable danger qu'il représente. J'engrange en quelques semaines un contenu ahurissant de podcasts. À la piscine, dans les transports, à vélo, les écouteurs vissés sur les oreilles j'écoute Lauren Bastide[2], Alice Coffin[3], Paul B. Preciado[4], Rokhaya Diallo[5] et beaucoup d'autres. J'essaie de dépasser mes a priori pour noter tout ce qui peut me convaincre, ne serait-ce qu'un bref instant. C'est le cas notamment de Paul B. Preciado qui me désarçonne, lorsque je l'entends questionner au micro de Victoire Tuaillon[6] la notion même de femme. Je pense d'instinct aux menstruations, à la poitrine, à l'utérus, à tout ce qui relève de la physiologie, mais Preciado argumente, faits médicaux à l'appui. Il est vrai qu'un cancer du sein peut entraîner leur ablation, de même pour l'utérus, et le syndrome SOPK ou la ménopause peuvent provoquer une aménorrhée par exemple. Pourtant les femmes concernées restent malgré tout des femmes. Qu'est-ce qui me fait alors dire que j'en suis une si ce n'est mon ressenti et une construction sociale ?

Je me frotte aussi à la question du voile, mon sujet le plus difficile, en écoutant Rokhaya Diallo, Grace Ly[7] et Nadiya Lazzouni[8] dialoguer autour de la question « De quoi le voile est-il le nom ? ». Durant toute mon écoute attentive, je reste sur ma faim, estimant que les deux chroniqueuses (dont le parti pris est tristement évident) ne questionnent pas l'invitée sur le lien qu'elle semble entretenir avec son voile, au point qu'elle précise se sentir trahie lorsqu'elle est obligée de le retirer. C'est finalement lorsqu'elles abordent le cas des mères voilées[9] interdites d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire si elles persistent à porter leur hijab que le doute s'installe. Effectivement, la décision me surprend. Je ne sais pas s'il s'agit d'un trop-plein d'arguments victimaires sur la violence et la souffrance des femmes voilées en France, ou d'une décision disproportionnée.

Alors que je prépare pour *Le Point* un papier sur « les nouveaux repentis

du wokisme », j'interroge mon amie Solène[10], chanteuse connue de la scène française, qui accepte de faire figurer son témoignage dans mon article. J'y interviewe trois anciens militants (LGBT, antiracisme* et féminisme) sur les raisons qui les ont poussés à critiquer un progressisme pour lequel ils s'étaient engagés. Le déclic de Solène repose notamment sur son échange avec le collectif Collages Féminicides. Initialement, les collages qui parsèment les murs de nombreuses villes de France ont été inventés et diffusés par la militante radicale féministe et ancienne Femen* Marguerite Stern. Suite à ses prises de position jugées transphobes par ses pairs, Marguerite Stern s'est vue rayée de l'histoire de ce mouvement et ostracisée avec violence par tous les milieux féministes, à tel point qu'il ne lui est plus possible de se rendre dans une manifestation car elle y est chaque fois malmenée. Depuis, les « colleuses » ont repris le flambeau et véhiculent un féminisme intersectionnel et surtout inclusif au moyen de messages dénonçant la transphobie ou encore l'islamophobie. Le long métrage *Riposte féministe*[11], consacré aux colleuses, a été très remarqué au Festival de Cannes, malgré son omission assumée de la créatrice, Marguerite Stern.

« J'avais demandé à rejoindre les colleuses mais, en octobre 2020, j'ai été outrée par leur publication sur Instagram, quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty », me raconte Solène de sa voix douce, en me montrant son téléphone. Sur cette publication, on peut lire collé sur un mur « Stop à l'islamophobie » suivi d'un texte invitant à ne surtout pas faire d'amalgame car « l'islamophobie tue ». En message privé, Solène ne peut s'empêcher de réagir et écrit au compte Instagram, avec qui les rapports avaient toujours été cordiaux. Le ton monte dans la discussion et les messages que je découvre me font bondir : à la phrase « l'islamophobie tue », Solène réagit le 25 octobre 2020, neuf jours après la décapitation de Samuel Paty[12]. Voici l'intégralité de la conversation privée que j'ai pu retranscrire :

Solène : Et les religions ?

Les colleuses : Du coup, vous justifiez les persécutions que subissent les personnes religieuses ?!

Solène : Le contrôle du corps est l'obsession des religions.

Les colleuses : Tu ne réponds pas à la question.

Solène : À quel moment ai-je dit cela ? Vous avez une vision sélective de la laïcité, je vois une laïcité, la même pour tous et toutes. Sans compromis, sans rétropédalage douteux. Bonne soirée.

Les colleuses : Que connais-tu de nos positions sur la laïcité ? À quel moment a-t-on communiqué dessus ? Ensuite, on décide de s'en prendre à

des systèmes et on dénonce aussi les violences que subissent les personnes religieuses, par exemple l'islamophobie croissante en ce moment en France.

Solène : Les victimes sont des victimes de l'islamisme. Qui est mort cette semaine ? Un prof, non ? Défendez les victimes des religions, vous en trouverez beaucoup dans toutes. Ce sont les religions qui fabriquent le patriarcat*. Ce sont les religions qui oppriment le plus violemment les femmes. Le patriarcat vient des religions, les pires oppressions des femmes viennent des religions. Et je peux vous dire que je suis bien placée pour le savoir ! Défendez ce que vous voulez, je ne vous suis pas et me suis permis de m'exprimer librement sur ce sujet – sans haine, sans colère.

Les colleuses : Si c'est ton combat, mène-le, crée un compte militant. Il y a déjà énormément de soutien pour les victimes de l'islamisme et moins pour les victimes de l'islamophobie. On a décidé de réagir à ça mais encore une fois libre à toi de créer un compte militant, tu verras tout le temps que ça prend et ça t'apprendra peut-être la bienveillance et l'empathie.

Solène : Je n'ai aucun sentiment spécial vis-à-vis d'aucune religion, ni besoin de les défendre, ni de les renier, merci. Je défends la laïcité. C'est le seul moyen de libérer l'humanité des oppressions patriarcales et de rendre l'espace public et respirable pour tous et toutes. J'ai beaucoup de bienveillance et ce ne sont pas les religions qui me l'ont apprise, je peux vous l'assurer.

Les colleuses : Mais à quel moment remettre en cause le fait que le voile soit un choix (cf. ton commentaire), c'est défendre la laïcité ? Tu infantilises les femmes : en quoi c'est être féministe, ça ? Tu envoies aussi des commentaires aux femmes qui portent des talons et des jupes parce que si on suit ta logique, c'est également une « oppression » dans l'espace public. Bref, bonne soirée

Solène leur fait suivre une publication du compte Instagram des Femen qui avaient posté un dessin de Luz paru dans *Charlie Hebdo* et déploré le silence de groupes féministes face au meurtre de Samuel Paty, silence qui avait déjà été le leur lors de l'affaire Mila[13]. C'est notamment le cas des colleuses, pourtant suivies par presque 90 000 personnes. L'échange se poursuit :

Solène : Chacune son point de vue. En tout cas, dénigrer, insulter toute critique des religions, c'est jouer le jeu des fascistes et c'est grave. Critiquer les religions, s'en foutre tout simplement ou au moins n'avoir pas envie que l'espace public devienne un lieu à conquérir pour les bigots de toute sorte n'est pas de l'islamophobie. Battons-nous contre les violences et contre le

patriarcat qui de fait inclut les religions, que vous l'approuviez ou pas. Faire de la propagande religieuse n'est pas votre rôle.

Les colleuses : Le souci, c'est que les agressions racistes contre les personnes musulmanes ont explosé. On n'est pas dans la critique de la religion mais dans la « violentation » des personnes pratiquantes.

Contrairement aux Femen, les colleuses n'ont pas communiqué au sujet de l'assassinat de Samuel Paty sur leur compte Instagram. Le 24 octobre, elles ont également posté un autre collage « musulman.es et féministes » réalisé le jour même afin de dénoncer le fait que leurs « adelphes* » racisé.es subissent de plein fouet des violences en rapport avec leur appartenance religieuse, leur genre et leur origine. Cette session a été préparée en amont avec « nos alli.é.es et les personnes concerné.e.s ». Depuis, elles ont sorti un ouvrage qui raconte leur histoire, omettant volontairement une fois encore la créatrice Marguerite Stern qui a entamé à leur encontre des poursuites judiciaires.

En lisant de nombreux récits d'immersion, comme *Le Quai de Ouistreham*[14], *Steak machine*[15] ou encore *Flic*[16], je mesure que la double personnalité que je me façonne mérite d'être creusée. Creusée par quelqu'un d'autre que moi. En découvrant les doutes et les peurs de ces journalistes et auteurs, je me dis que j'aurais aimé les entendre en séance chez un psy. L'illumination me vient alors : je voudrais qu'un psychanalyste m'encadre et, en contrepartie, je m'engage à livrer dans mon travail tout ce qui ressortirait de ces séances. Le problème était la confidentialité du processus, il me fallait trouver un psychanalyste qui, malgré le serment qui le lie, serait capable de tenir sa langue et surtout de cerner les enjeux du wokisme.

En tapant « psychanalyse » et « wokisme » sur Google, je suis rapidement renvoyée aux travaux de Ruben Rabinovitch. Psychanalyste et coauteur d'une note sur les concepts de « woke » et de « cancel culture » pour la Fondation Jean-Jaurès[17], on peut également le voir sur la chaîne FigaroVox et lire ses articles dans *Le Point*. Je dévore ses propos, notamment ceux sur la question du processus victimaire générationnel : « Un descendant de victime n'est pas une victime, pas plus qu'un descendant de bourreau n'est un bourreau », revendique le psychanalyste. Je décroche immédiatement mon téléphone et finis par avoir en ligne Ruben Rabinovitch en personne.

J'avais choisi initialement un prétexte : je voulais solliciter son éclairage

pour mon article sur les repentis du wokisme. D'une voix particulière et vive, il accepte avec intérêt, ce qui me permet de lui glisser mon projet de livre-enquête dont j'aimerais également lui parler. Intrigué, il me propose alors un rendez-vous la semaine suivante dans son cabinet du XXe arrondissement.

Notes

1. Sœur d'Adama Traoré, mort après son interpellation par les gendarmes, elle a fondé le Comité vérité et justice pour Adama qui milite contre les violences policières.

2. Lauren Bastide est journaliste et militante féministe, spécialiste des questions de genre. Dans son podcast intitulé « La Poudre », Lauren Bastide échange avec ses invités sur les problématiques de discrimination. Elle est également autrice de plusieurs livres comme *Présentes*, Allary, 2020 ; *La Poudre-Féminisme et cinéma*, Marabout, 2021 ; *Future-es*, Allary, 2022. En 2021, elle est critiquée pour sa manière de mal rémunérer les autrices et de « capitaliser sur leurs dos ».

3. Alice Coffin est journaliste et militante pour les droits des personnes LGBTQIA+. Élue écologiste au Conseil de Paris, Alice Coffin est par ailleurs l'autrice du livre *Le Génie lesbien* (Grasset, 2020), dans lequel, sans jamais dissocier l'intime du politique, elle tente de mieux faire comprendre ce qu'être lesbienne aujourd'hui veut dire, en France et dans le monde. Elle y confesse notamment ne plus lire ou regarder d'œuvres créées par des hommes. Elle a créé le podcast « Pourquoi l'info va mâle ».

4. Paul B. Preciado est un chercheur et écrivain espagnol transgenre qui milite pour une abolition des différences entre les sexes et les genres. Passé de femme lesbienne, à non-binaire, puis agenre (ni homme ni femme), Preciado se considère aujourd'hui comme homme. Il se consacre également dans son travail de recherche aux questions liées à la prise d'hormones et au recours à la chirurgie esthétique lors des transitions souhaitées par les personnes transgenres.

5. Militante antiraciste et féministe « intersectionnelle et décoloniale », Rokhaya Diallo est également journaliste et éditorialiste. Connue pour dénoncer le racisme en France, l'islamophobie et les violences policières (cf. son podcast « Kiffe ta race »), elle est régulièrement critiquée pour sa proximité avec les Indigènes de la République. Ainsi cosigne-t-elle avec eux en 2011 une tribune dénonçant le soutien procuré au magazine *Charlie Hebdo*, au lendemain du premier attentat contre la rédaction.

6. Victoire Tuaillon est journaliste et a notamment lancé le podcast « Les couilles sur la table » où elle échange avec des invités sur les questions de masculinité, de construction de genre et de patriarcat.

7. Militante antiraciste, autrice et éditorialiste, Grace Ly prend position à de nombreuses reprises contre le racisme visant la communauté asiatique en France. Elle co-anime avec

Rokhaya Diallo le podcast « Kiffe ta race » qui aborde les questions de racisme et de colonialisme.

8. Nadiya Lazzouni est journaliste engagée sur la question du port du voile en France, étant elle-même concernée directement par la question. Ainsi a-t-elle dénoncé la proposition de loi qui souhaitait interdire le port du hijab aux mères accompagnatrices durant les sorties scolaires.

9. Dans le podcast, il est d'ailleurs précisé que dire « voilée » fait perpétuer l'oppression et que l'on devrait plutôt parler de « foulard ». Hallucinant…

10. Prénom modifié à sa demande.

11. Réalisé par Simon Depardon et Marie Perennes, le film est sorti en mai 2022.

12. 16 octobre 2020.

13. Cette adolescente de 16 ans qui, après avoir refusé les avances d'un internaute musulman, avait reçu de sa part des insultes lesbophobes et misogynes proférées au nom d'Allah. On connaît la suite : harcèlement, menaces de mort, déscolarisation, protection policière…

14. Florence Aubenas, Éditions de l'Olivier, 2010.

15. Geoffrey Le Guilcher, Éditions Goutte d'Or, 2017.

16. Valentin Gendrot, Éditions Goutte d'Or, 2020.

17. Ruben Rabinovitch et Renaud Large, « Des hussards noirs de la République à *La Chronique des Bridgerton*. Contre la nébuleuse woke et la cancel culture », Fondation Jean-Jaurès, septembre 2021.

3

Safe place

Ruben Rabinovitch m'ouvre la porte, de sa démarche étrange qui m'évoque l'image que l'on se fait d'un intellectuel du Paris des Années folles. Les cheveux hirsutes, les lunettes larges et les bretelles tendues, il m'explique tenir une cigarette à la main plutôt qu'un verre de whisky pour arrêter de fumer, comme s'il apprivoisait la bête en maintenant le geste coutumier.

« J'ai moi aussi été confronté au cas de patientes en processus de transition. Et il faut savoir que j'aime toujours sincèrement mes patients », précise-t-il après m'avoir proposé un café.

Il s'installe dans un coin de la large pièce remplie de bibelots et de livres, dont la Torah, et me laisse disposer mon propre fauteuil au centre de la pièce. Je l'interviewe pour mon article après lui avoir lu les témoignages des trois personnes qui avaient accepté de me livrer leur vécu. Son premier réflexe est de citer une prière d'Abyssinie : « Je t'en prie, ne me prive pas de mon ennemi », avant de développer en abordant la question de l'exclusion individuelle dans les groupes militants : « L'agressivité qui se meut en haine est antidépressive et anticulpabilisante. Ces groupes fonctionnent vraiment en état fusionnel, comme des corps. L'angoisse de morcellement est tellement forte que, lorsque quelqu'un en sort, cela fait planer une menace de fracture sur le groupe et le moyen de le ressouder est alors de l'ériger en ennemi. »

Je fais le parallèle avec le personnage d'Emmanuel Goldstein dans *1984* d'Orwell, érigé en ennemi commun et qui permet de faire croire à la population qu'elle œuvre « pour le plus grand bien », et je cite J.K. Rowling, elle aussi victime du couperet woke et accusée de transphobie quand elle évoque dans un article les « personnes qui ont leurs règles » et se demande,

sur le ton de l'ironie, si on devrait désigner ces gens par un mot – « Feum, Famme, Feemm ? ». Certains internautes lui avaient alors rappelé que « les hommes transgenres pouvaient aussi avoir leurs règles et que les femmes transgenres non » ! Depuis cet incident, J.K. Rowling est la cible d'attaques régulières de la part de militants pour les droits des personnes transgenres, voire de menaces de mort !

Le courant passe bien et me permet d'être suffisamment en confiance pour lui parler de mon livre. Enquête, immersion, rôle, je vois son regard pétiller derrière ses lunettes.

« Je n'ai jamais mené un tel projet, ça m'amuse beaucoup, confirme mon interlocuteur.

– Je veux creuser au plus profond de ce que cette immersion va créer en moi. Ne plus me reconnaître, ne plus croire en mes combats, ne plus savoir ce que je recherche, c'est ce que j'attends, presque avec hâte. »

Nous convenons d'un protocole. Je tiens évidemment à le payer et viendrai le voir dès lors que j'en éprouverai la nécessité.

J'attends pour cela d'être rentrée dans le vif de l'immersion, de passer de mon ordinateur ou de mon téléphone à un véritable événement. Celui-ci arrive vite : il s'agit du festival Safe Place. Un événement associatif où il est question d'échanger autour des violences que peuvent rencontrer les personnes discriminées pour des questions raciales ou de genre. Je me suis arrêtée sur cet événement car l'un des « *talks* », intitulé « La pluralité de l'antiracisme : féminisme et classe sociale », convie parmi ses invités la fameuse Fatima Ouassak[1], connue pour sa proximité avec les Indigènes de la République. Ses actions au sein du collectif Front de mères, dont elle est l'une des fondatrices, lui ont valu la colère des habitants de Bagnolet, ville où elle réside avec son mari Youcef Brakni, proche d'Assa Traoré.

Je demande à Leïla, une de mes amies au courant du projet, de me « looker » pour l'occasion : j'ai pu voir sur les réseaux sociaux que de nombreux journalistes comptent venir. L'idée de croiser des confrères me met mal à l'aise.

« Je t'accompagne si tu veux ! Tu feras encore moins journaliste et ça donnera l'impression d'une sortie entre copines féministes et militantes », me propose Leïla en me fardant les paupières dans des teintes roses et en ajoutant des paillettes…

Rendez-vous au garage Amelot, dans le XIe arrondissement, où Leïla et moi arrivons le samedi 14 mai aux alentours de 16 heures. Une fois sur les

lieux, je suis ravie de ne pas détonner avec mon faux piercing, mes deux chignons et mon look fleuri. Je tique alors en apercevant le débat sur « l'histoire du féminisme » présenté avant le nôtre par la journaliste Camille Diao. J'ai été interviewée par cette dernière à l'occasion de la publication, en 2018, de mon premier roman alors qu'elle travaillait à Radio Nova dans la matinale d'Édouard Baer.

« Vous vous suivez sur Instagram en plus ! J'espère qu'elle ne te reconnaîtra pas », s'inquiète Leïla alors que nous sommes déjà installées au premier rang. L'immersion a vraiment commencé !

Malgré quelques coups d'œil interrogatifs, je reste persuadée que Camille Diao ne m'a pas reconnue. J'en profite pour aller faire quelques achats à la librairie féministe présente pour l'occasion : *Le Génie lesbien* d'Alice Coffin ; *Comment devenir lesbienne en dix étapes* de Louise Morel ; *La Panique woke*[2] d'Alex Mahoudeau. Puis je passe en caisse.

« Nous recevons l'auteur dans notre librairie la semaine prochaine », me confie la libraire en me parlant d'Alex Mahoudeau, connue sur les réseaux sociaux à travers le pseudonyme de « Pandov Strochnis ».

Je souris et lui dis que j'ai été un peu surprise de voir le terme « woke » placé dans le titre. La libraire me rassure :

« Non, au contraire, il déconstruit totalement la rhétorique fantasmée des médias et politiques d'extrême droite. »

Merveilleux : maintenant, critiquer le wokisme, c'est être d'extrême droite ! Je la remercie et regagne ma place. Alors que des rappels sur l'importance du féminisme et de ce lieu qui se veut « *safe** » sont placardés, je constate qu'une femme enceinte cherche désespérément un fauteuil libre. « Tu as vu, tout le monde évite de croiser son regard », me dit Leïla, prête à se lever.

Je la retiens. Habituellement j'aurais cédé ma place sans hésiter, mais je veux voir la contradiction mise en pratique. Alors que la jeune femme tente de s'installer, elle doit même faire face à des remarques désobligeantes ! La future maman renonce, et finit par s'asseoir par terre, dépitée.

La discussion commence enfin, mais je ne vois pas Fatima Ouassak, pourtant annoncée sur l'événement. Son compte Instagram indique qu'elle donne une conférence dans un autre pays !

Les autres conférencières sont, elles, bien présentes : Nesrine Slaoui, journaliste et autrice ; Kaoutar Harchi, sociologue et enseignante ; Anas Daif, créateur du podcast « À l'intersection ».

« Le fond du problème, ce sur quoi on bute sans cesse, ce n'est pas notre arabité, notre maghrébinité, notre judaïté, c'est le fait que nous sommes sans cesse sous le feu du racisme », explique calmement Kaoutar Harchi, rappelant que des individus sont déshumanisés et exploités sous prétexte qu'ils appartiendraient à une race qui serait jugée « moins importante ou légitime ».

La discussion est interminable et me rappelle par bien des points le podcast « Kiffe ta race » de Rokhaya Diallo et Grace Ly pour l'aspect didactique. Dans le podcast, avant chaque débat, les deux femmes demandent à leur invité de se présenter sous l'angle du « prisme racial » afin que les auditeurs sachent « d'où on parle ».

Chaque intervenant raconte l'épisode de sa vie durant lequel il a dû faire face, en France, au racisme. Anas Daif évoque ses années à l'école primaire : « Dans la cour de récréation il y avait trois lignes qui servaient à mettre au coin les enfants turbulents. Sur le coup je n'arrivais pas à verbaliser ça car je n'avais pas le bagage théorique, mais en fait il n'y avait que des enfants racisés sur la ligne. Quand j'étais au collège, on se traitait de "sale Noir" ou de "sale Arabe" entre nous pour rigoler mais en réalité c'était de la violence. »

Nesrine Slaoui renchérit et interroge ses interlocuteurs sur « ce moment précis où l'on sait que l'on vit une situation car on est arabe » : « C'est quand je suis entrée à Sciences Po, à 18 ans, et c'est là que j'ai compris que j'étais une femme maghrébine, car jusqu'ici j'étais entourée à l'école par beaucoup de femmes maghrébines qui me ressemblaient. Mais dans cette classe de première année, j'étais la seule femme maghrébine, mon professeur m'a tendu un livre sur l'orientalisme en me disant : "Tu devrais le lire, je suis sûr qu'il va t'aider." Effectivement, cela m'a aidée à comprendre les choses. Mais ce cadeau empoisonné venant d'un professeur blanc impliquait une question : "Pourquoi ce livre m'est-il adressé ?" C'est une des expériences, parmi d'autres, qui a fait partie de ma conscientisation de femme maghrébine et arabe. » La souffrance qui se dégage des propos de Nesrine, sous le regard effaré des spectateurs, est bien réelle.

Quand le temps de l'échange avec le public est arrivé, je tente de motiver discrètement Leïla à s'exprimer, mais elle s'y refuse, ne sachant trop que dire.

J'hésite. Et si j'intervenais ? Je pourrais jouer le jeu de la transparence et parler de ma mère : arabe, migrante, universaliste, reconnaissante envers la

France de tout ce qu'elle a pu lui apporter et ayant toujours catégoriquement refusé d'être qualifiée par des termes raciaux. Je jette un petit coup d'œil à l'une des organisatrices qui me tend gentiment le micro afin que je m'exprime : « Euh bonjour… merci pour cette intervention. Voilà… j'ai une question : tout à l'heure vous avez abordé un sujet sur lequel je voudrais revenir. Je suis franco-marocaine et issue d'une famille très engagée et particulièrement sensible aux questions que vous avez soulevées. Mes parents et ma sœur se disent universalistes et ne revendiqueront jamais une intersectionnalité incompréhensible pour eux. Ils estiment que parler de la race, c'est véhiculer du racisme. Pour ma mère, parler de race est dangereux car nous sommes tous égaux. Je dois avouer que je ne sais pas quoi lui répondre… »

Mes mains tremblent, les regards sont braqués sur moi et je m'avoue alors que je tomberais presque dans la paranoïa. Mon article sur les « repentis du wokisme » était paru quelques jours auparavant dans *Le Point* et avait fait beaucoup de bruit. Les deux femmes devant moi, les humoristes Camille et Justine[3], ne cessent de se retourner en me dévisageant. Et si un lecteur de mon article en avait profité pour taper « Nora Bussigny » dans Google images afin de voir mon visage ? Je constate que Leïla filme discrètement avec son téléphone portable.

C'est Kaoutar Harchi qui me répond en premier après quelques secondes de réflexion : « C'est là qu'on voit le désastre du poids de la médiatisation. C'est un avis personnel mais je pense que les parents issus de l'immigration sont les premiers à avoir bu à la source républicaine. Je ne veux pas faire de généralités, mais on le voit dans la façon dont ils nous encouragent à faire des études, à bien travailler à l'école. Ils croient vraiment au mythe républicain de la méritocratie et de l'égalité des chances. Ce qui est très violent, c'est de voir – sans pouvoir leur faire part de mon expérience – que tout ceci relève du mensonge. Je m'en suis rendu compte à mesure que je grandissais. Oui, comme cette prise de conscience était violente ! En fait, nos parents ferment les yeux pour se protéger. Reconnaître qu'on est discriminé, c'est détruire le mythe républicain. »

Nesrine Slaoui renchérit :

« J'ai tendance à ne pas trop entretenir le dialogue ou à être dans une idéalisation du débat considéré comme une forme démocratique capable de tout résoudre. À partir du moment, et je ne parle pas du tout de votre famille, où en France on dit qu'il faudrait "déporter des personnes", ce n'est plus de l'ordre du débat. Dans les cercles familiaux il est encore possible de

discuter, mais il faut que les gens comprennent qu'avoir supprimé le mot race de la Constitution ne supprime pas la chose. C'est ce qui fait rêver beaucoup de gens. »

Une autre femme du public intervient, qui essaie de questionner le mot « race » même si elle assume rapidement qu'en tant que femme blanche elle ne se sent pas « concernée » par les oppressions. Les échanges se poursuivent et une femme portant le hijab nous interpelle, Leïla et moi. Éloquente, elle demande pourquoi l'on ne parle pas du racisme que s'infligent les personnes racisées entre elles : « Je suis critiquée, jugée sur mon voile et ma religion au sein de la communauté musulmane et je trouve cela difficile d'instaurer de l'inclusivité dans un milieu considéré justement comme *safe* pour les personnes racisées. »

Le débat s'achève un peu en « queue de poisson » sur une tentative de réponse maladroite des intervenants qui tentent d'esquiver la réponse en insistant sur le fait que le combat doit d'abord se faire contre les personnes non racisées et racistes.

Fin de partie. Nous empruntons la sortie, perplexes et pensives.

Par mesure de précaution, Leïla attend d'être suffisamment éloignée de la salle pour se lâcher : « Je m'en remets pas, et pourtant je suis concernée ! Mais quand on nous a expliqué qu'une personne racisée, commettant un délit ou un crime, est plus excusable que quelqu'un qui ne l'est pas et que la sanction devra être plus clémente car celle-ci serait déjà une victime d'un système raciste qui pousse à l'illégalité ! J'ai vraiment beaucoup de mal avec ça. »

Écœurée, mon amie me rappelle une fois encore qu'elle ne nie pas l'existence d'un racisme en France mais que, pour elle, les propos qu'elle a entendus aujourd'hui sont tout aussi dangereux. « J'avais l'impression en tant qu'Arabe qu'on me poussait à être contre les non-racisés plutôt que d'essayer de les éduquer. J'ai l'impression qu'ils ne cherchent pas l'égalité mais une suprématie qui inverserait une histoire coloniale qui aujourd'hui n'est plus présente dans les faits. »

Avant de nous séparer, elle me conseille, inquiète : « Tu t'exprimes comme une journaliste, beaucoup de gens te regardaient avec suspicion, il faut que tu fasses attention à ton vocabulaire. »

Je la regarde et me dis qu'elle aussi est l'exemple typique de l'intersectionnalité : double nationalité française et algérienne, bisexuelle

assumée dont les parents ont migré en France afin d'offrir à leurs enfants un avenir meilleur. Ce qui fut le cas : à 25 ans, Leïla occupe un poste de responsable financier dans une grande entreprise. Leïla : le parfait produit de ce « mythe républicain » tant décrié par les intervenantes.

Quelques jours plus tard, alors que je surfe sur mes réseaux sociaux, je tombe sur les stories Instagram d'une de mes anciennes copines de lycée, depuis militante anticapitaliste, qui m'interpellent. Elle y partage un événement qui doit se tenir à Paris le 19 juin : la « pride radicale ». Nom emprunté sans doute à la gay pride, rebaptisée depuis « marche des fiertés » pour plus d'inclusivité entre les membres de la communauté LGBTQIA + *. Je commence les recherches depuis mon faux compte Instagram…

Avec une première édition en 2021 qui avait réuni plus de 25 000 personnes, la pride radicale se distingue de la marche des fiertés et revendique sa différence : elle est antiraciste, anticapitaliste, anti-impérialiste et se bat pour les droits des personnes migrantes. Je lis, dans les commentaires : « Les personnes blanches sont-elles les bienvenues ? » ou encore « Y aura-t-il un cortège en non-mixité racisée ? ».

Je jubile : il faut que je participe à cet événement. Mais de quelle manière ? Comme une simple manifestante ? En regardant sur le site de la manifestation, je constate que les organisateurs recherchent encore activement des bénévoles, notamment pour faire le service d'ordre. Enthousiaste, je me propose immédiatement avant de déchanter aussi vite : il est précisé qu'il faut être un membre connu d'une association ou être coopté. Je ne suis ni l'un ni l'autre. N'entre pas qui veut dans ce club très fermé. Une forme d'exclusion ? Hors de question que je me laisse abattre si près du but. Fébrile, je tente le tout pour le tout. « Bonjour à toustes, je me permets de vous écrire car je viens de postuler au formulaire bénévole pour la pride du 19. Je n'ai pas encore de contact dans les milieux associatifs car je viens d'arriver il y a peu à Paris et ai été conviée à la pride par une amie qui y participera. Elle m'a conseillé de postuler au service d'ordre : enseignante, je sais rétablir le calme quand il le faut et ai une pratique assidue du krav maga. Je ne sais pas s'il est trop tard pour la formation du 12 juin et s'il est encore possible d'intégrer votre équipe. Si tel était le cas n'hésitez pas à me joindre. Bon week-end à toustes et hâte d'être au 19 juin. »

Je relis mon texte une bonne dizaine de fois : ai-je été suffisamment crédible ? inclusive ? La réponse ne se fait pas attendre : « Hello ! Pas de

problème. Envoie un mail », suivie d'une adresse où me rendre, afin d'y suivre l'une des sessions de formation. Elle se tiendra de 10 heures à 18 heures le dimanche 12 juin, pour le premier tour des élections législatives.

Je passe enfin à une étape supérieure de cette immersion. Après avoir prudemment commencé sur les réseaux sociaux, puis m'être rendue à un groupe de parole, je deviens enfin l'actrice principale de cette enquête. Je vais devoir tenir un rôle au sein de ces groupes radicaux, un rôle dans lequel il serait très risqué d'échouer…

Notes

1. Militante antiraciste et féministe française d'origine marocaine. Son livre *La Puissance des mères* (La Découverte, 2020) lui a valu le Prix du public de l'essai féministe 2021.

2. Livre qui soutient la thèse que le terme « wokisme » est utilisé péjorativement par ses détracteurs pour attaquer toute forme d'engagement contre les discriminations. La prétendue idéologie woke serait un avatar du « politiquement correct » ou de la « cancel culture ».

3. Durant le festival, elles assureront une masterclasse intitulée : « Peut-on être drôle sans humilier ? »

4

Formée ou formatée ?

Le lieu de formation « accessible aux personnes à mobilité réduite » se trouve dans le XIe arrondissement de Paris. Un petit groupe de personnes aux cheveux roses, bleus, crêtes, piercings, tatouages, etc., attend patiemment l'autorisation d'entrer dans ce qui semble être des locaux d'entreprise, du genre start-up.

Une dénommée Iris, femme transgenre longiligne au sourire avenant nous fait pénétrer dans une grande salle lumineuse. Je comptabilise en toute discrétion un peu plus d'une vingtaine de participants qui se sont déplacés pour l'une des quatre sessions de « formation au service d'ordre » de la Pride radicale.

Alors que je m'installe sur une des chaises disposées en demi-cercle face aux intervenants, je remarque deux autres personnes, faisant visiblement partie de l'équipe, qui tentent vainement de connecter un ordinateur au réseau en place. Un mail, reçu quelques jours plus tôt, nous a invités à découvrir le programme de la (longue) journée, ainsi qu'une proposition de visio en direct pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer.

Après avoir demandé de l'aide à la cantonade pour finir le branchement, la dénommée Estance, une brune au sourire malicieux mais à l'apparence chétive, entreprend de faire l'appel. Inscrite sous le nom de « Noli », je remarque plusieurs surnoms originaux comme « Mirage » ou encore « Nuage », et même « Pensée », du moins est-ce ainsi que se présente un homme barbu à la forte stature, rose des pieds à la tête, vêtements et maquillage. Chacun des membres de l'équipe se voit préciser ses pronoms*[1] avant de débuter la formation. C'est Estance qui prend la parole : « Pour moi, vous pouvez utiliser "ael" ou "ul". Pensée préfère "iel" et Ash et Noxe "ael" ou "iel". Pour Iris et Pauline, on reste sur "elle" ».

Iris et Pauline, toutes deux femmes transgenres, s'avèrent finalement être les plus communes de l'équipe. J'observe Ash, installée dans son fauteuil roulant et accompagnée de son labrador. Ce dernier a l'autorisation de déambuler auprès de nous après que sa maîtresse s'est assurée que personne n'avait peur des chiens.

« De toute façon il ne grogne que sur les flics », ricane Ash depuis la tribune.

En regardant les bénévoles, je n'ai pas l'impression de détonner, avec mon piercing de nez, mes couettes et mon ample T-shirt à l'effigie de mon chat. Je remarque beaucoup de looks « androgynes » : cheveux courts, piercings, écarteurs et grosses lunettes. Derrière moi siègent deux types, affublés de bandanas rouges et casquette, crâne partiellement rasé et grosses rangers aux pieds. Je reconnais sur leurs vestes des pin's « antifa[2] » et des patchs anarchistes. Ils ne cessent de me regarder fixement. J'en ai froid dans le dos. Que suis-je venue faire ici ?

Après avoir tenté de faire l'appel, Estance, dont l'un des tics verbaux – qui m'insupporte – est de mettre des « euuuh » parasites entre chaque mot, nous rappelle le programme de la matinée : « Là (euh), on va vous présenter (euh) l'organisation et (euh) commencer le briefing général sur (euh) l'organisation et la sécurité. On fera des pauses-clopes (euh) toutes les heures et une grosse pause à (euh) midi où vous pourrez aller vous achter(euh) à manger. »

Avec près de 30 000 participants l'année dernière et des appels aux dons réguliers sur leurs réseaux sociaux, l'équipe n'a pas été capable de prévoir pour ses bénévoles de déjeuner, ni même de cafés et de bouteilles d'eau ? Cela ne semble choquer personne. Moi qui avais lu des centaines de témoignages sur la précarité des militants, qui ne cessaient de partager leurs cagnottes ou leurs « *wish lists*[3] » sur les groupes que j'avais infiltrés, on aurait pu s'attendre à quelques récriminations.

« La pride radicale réunit une dizaine de collectifs différents qui ont pour valeurs communes l'antiracisme, les droits LGBTQIA+, l'anticapitalisme, la lutte contre l'handiphobie*, la psychophobie* et la défense des migrants. Tous ces collectifs auront des places spécifiques et les cortèges devront avancer chacun leur tour. Ce sera au service d'ordre de veiller au respect de l'organisation de chaque cortège », rappelle Iris d'une voix ferme.

L'année passée, la pride radicale avait publié un communiqué qui revenait sur le choix de l'association de se dissocier de la marche des fiertés officielle. Pour elle, l'Inter-LGBT[4] aurait permis des récupérations

capitalistes et politiques, s'inscrivant dans une mouvance néolibérale qu'elle réprouve. En réponse à leurs abonnés qui s'interrogeaient sur la création de cette « contre-marche », la pride radicale n'avait pas hésité à arguer que les associations mises en cause n'avaient aucune volonté de changer, malgré de nombreuses discussions, et que « les communautés LGBTQIA+ ne sont pas un bloc monolithique ».

Le chien de Ash se met alors soudainement à aboyer et à grogner tandis qu'une femme au pas nonchalant et aux dreadlocks longues et fournies entre dans la pièce.

« Voici Paulette, dit Estance. C'est la présidente d'une des associations du cortège : Divines lgbtqi+, pour la visibilité et la représentativité afro-caribéenne. L'asso est coorganisatrice de la pride et sera placée en tête du cortège des racisés. »

Le chien d'Ash, nommé Doudou, semble tellement agressif envers Pierrette que le « copaine* » d'Ash doit le retenir. J'essaie de ne pas éclater de rire : pour un chien anti-flics, il semble plutôt raciste !

Une fois le calme revenu et après une énième pause-cigarette, Estance nous informe, de manière quelque peu cérémonieuse, qu'il est temps de se consacrer aux informations de sécurité inhérentes à toute manifestation.

« Il faut apprendre à se débrouiller avec les flics fachos. C'est ce qu'on va vous enseigner durant toute la matinée avec cette formation "antirép" dispensée par Iris, choisie comme contact flics. »

Qu'est-ce que l'« antirép » ? Si je ne connaissais pas le terme jusqu'ici, la formation de deux heures ainsi que le document secret de quatorze pages que nous allions recevoir par la suite m'auront au moins appris tous les tenants et aboutissants de l'« anti-répression », autrement dit la préparation et la défense contre les poursuites judiciaires et, dans le contexte militant, contre les fameuses « violences policières ».

Comme pour nous appâter et nous faire comprendre que nous sommes en présence de quelqu'un qui sait de quoi elle parle, Iris nous précise avoir déjà été placée en garde à vue à plusieurs reprises durant des manifestations.

« Votre priorité est de protéger les racisés et les migrants qui sont les principales victimes des violences policières. L'avocat qui travaille avec nous s'appelle Hugo Partouche. Membre du barreau de Paris, c'est lui que vous devez contacter lorsque vous êtes placés en garde à vue. Et si jamais les flics refusent votre requête, ça s'appelle un vice de procédure et ça vous

ouvre toute grande la porte de sortie, mais on y reviendra. »

La formation antirép[5] n'a pas un but uniquement pratique, Iris et les autres membres de l'équipe qui approuvent chacun de ses propos inondent l'assistance de phrases pernicieuses mais efficaces :

« Il faut avoir une idée globale d'un système et de ses lois qui veulent nous arnaquer. »

« On ne fait pas confiance aux flics. »

« Quand on fait des bourdes avec les flics, ça peut impacter les gens à côté de nous. »

« Il est assez rare qu'un flic ait deux sous d'humanité. »

« Même un flic gentil peut mentir et modifier vos propos pour tout retourner contre vous. »

« Distrayez les flics mais faites attention : un flic stressé est un flic violent. »

Très efficace et visiblement rodée, Iris nous dispense un cours magistral sur les techniques à connaître lors d'une arrestation. Lorsque je consulterai le guide reçu par mail, j'y découvrirai certains des points que nous aurons abordés durant la formation, notamment comme avoir avant la manifestation une « garantie de présentation » où doivent être placées toutes nos pièces justifiant notre identité et notre insertion dans la société pour éviter la prison lors de notre refus de comparution immédiate.

« Il faut que vous montriez par ces documents que vous êtes une personne stable bien insérée dans la société capitaliste, insiste Iris.

– Mais il n'existe aucune technique qui permettrait de présenter tous la même identité et rendre ainsi le travail des flics plus difficile ? l'interrompt un des bénévoles.

– On va éviter ça, car il y a parmi nous des personnes sans papiers. Mais vous prenez des risques en étant bénévoles sur la pride, aussi on ne vous laissera jamais tomber », lui répond Iris, ferme et rassurante.

Je confesse avoir ressenti un élan d'affection sincère, comme une forme d'admiration, après avoir entendu Iris développer son argumentation. Comment pouvais-je presque l'admirer avec un tel discours ?

Mais je déchante vite après avoir entendu Pensée nous faire part d'une autre technique de diversion, sous les yeux béats des gens présents : « Les flics sont des connards, ayez toujours au moins 5 euros en espèces sur vous car sinon ils peuvent utiliser des lois nulles pour vous faire chier et vous arrêter, en l'occurrence pour vagabondage ! Eh oui ! »

Le public pousse des cris d'orfraie, tout ébahi qu'il est par tant de

duplicité déployée par les forces de l'ordre.

« Si jamais vous tenez à filmer des flics, téléchargez une appli qui s'appelle UPV, pour Urgence violences policières, du collectif Urgence notre police assassine. Cette appli permet de ne laisser aucune trace du fichier sur votre téléphone. Elle est immédiatement téléchargée et stockée à distance par le collectif », recommande Iris en nous enjoignant de l'avoir sur notre téléphone.

« Contester une amende et ne pas la payer directement ; demander à voir un médecin dès son arrivée au poste afin qu'il constate que votre corps ne porte aucune lésion ni marque de coup au cas où il viendrait par la suite aux policiers l'envie de vous passer à tabac ; se méfier malgré tout des médecins qui restent des flics ; toujours prendre avec soi son ordonnance prouvant que vous prenez tel ou tel médicament car la Ritaline[6] peut sortir positive aux amphétamines en cas d'analyses d'urines… » Les astuces et les échappoires sont si nombreuses qu'il m'arrive d'en perdre le fil.

Alors qu'Iris nous rappelle qu'il faut supprimer de nos téléphones toute image ou tout message compromettant, utiliser des messageries cryptées à l'instar de Signal et bien mettre un code sur son téléphone, l'un des « antifas » qui se trouve derrière moi lève la main pour prendre la parole : « Les flics ont des valises qui coûtent une blinde et qui crackent les données des téléphones verrouillés. Mais il faut savoir que la dernière mise à jour de Signal crame la valise, donc laissez-les tenter de télécharger les données de votre téléphone, les commissariats n'ont pas de thune et ça leur ruine du matos », s'esclaffe l'antifa, applaudi par les autres.

Iris, en bonne chef de troupes, approuve la méthode mais recommande la prudence : « Le plus utile, pour vous et les autres, ce sont les vices de procédure : tout doit en devenir un. Demandez un interprète et si on vous le refuse : vice de procédure. Idem pour le médecin. Demandez un maximum de choses lorsque vous êtes en cellule et faites parler les flics : avec un peu de chance ils commettront des vices de procédure, utiles pour vous ou d'autres personnes. »

Je suis à deux doigts d'intervenir : « Si nous engendrons un vice de procédure qui aide une personne placée en garde à vue dans la même cellule que nous pour agression sexuelle par exemple, et qu'elle s'en sert pour sortir ? » Finalement je me tais, il serait trop dangereux de montrer que je crois ne serait-ce qu'un seul instant en notre système judiciaire.

« Préférez "rien à déclarer" à "je n'ai rien vu" car cela confirme que vous étiez présent. Ne dites rien aux flics, ni sur vous ni sur les autres, vous

n'êtes pas des balances », conclut Iris en balayant de son regard bleu perçant notre assemblée qui opine du chef.

La pause-déjeuner tombe à pic, j'ai la tête en vrac. J'essaie de me lier d'amitié avec deux filles qui, comme moi, cherchent à trouver quelque chose à manger. Si l'une des deux est timide et discrète, l'autre, une grande brune, paraît très loquace et m'inclut volontiers dans leur conversation.

« Je suis une vraie vegan* schlag », affirme-t-elle, énorme bouteille de Coca-Cola dans une main, paquet de chips dans l'autre. « J'ai arrêté pour un temps l'alcool, les produits animaliers, les cigarettes et le sexe sans sentiment mais je n'arrive pas à arrêter le sucre avec le Coca. »

Alice finit sa thèse en biologie et, lorsque je lui demande si elle connaît un peu le milieu militant, elle me sourit avec fierté : « Je suis la secrétaire générale d'Act Up[7] Paris. Bien que notre association ne soit plus tout à fait sur la même longueur d'onde que la Pride radicale, je trouve ces fâcheries imbéciles et vous soutiens… »

J'interroge Alice sur sa colocation, ses amitiés ou encore son travail de recherche. Comme n'importe quel être humain, Alice adore parler d'elle et me trouve immédiatement aimable. Guère perturbée par les discours de la matinée, elle l'est davantage quand elle aborde la question des traitements médicaux liés à sa bipolarité : « Ma grande trouille, si je suis mise en garde à vue, c'est qu'ils me prennent mes médocs et mon Xanax. »

Alors que nous revenons dans la salle, Alice est interpellée par Estance, Pensée et d'autres membres de l'organisation, en train de finir de déjeuner.

« Bah alors Alice, ça va comment chez Act Up ?

– Alice, c'est notre taupe d'Act Up !

– Vous évitez les pancartes qui invisibilisent les autres assos cette année, hein ? »

J'ai presque de la peine pour Alice, obligée de faire bonne figure devant les railleries des militantes de la pride radicale. Il y a donc bien tout un monde entre le fait de se targuer d'être « *safe* » et la réalité. J'écoute Pensée raconter à la cantonade qu'un journaliste de *Valeurs actuelles* lui aurait proposé une interview. Mais mon cœur s'emballe quand Estance évoque « la venue cette aprèm d'une journaliste de Radio Nova qui vient faire un podcast sur la pride radicale ». Et si on me reconnaît ?

Je touche machinalement mon faux piercing pour me porter chance et prends une profonde inspiration. Il est temps de regagner nos places.

Notes

1. Préciser ses pronoms est une manière certaine d'être « genré » correctement. Ainsi serait-il discriminant de ma part de m'adresser à Estance en disant « elle ». Je devrais plutôt lui demander, par exemple, afin qu'elle ne soit pas « mégenrée », « ael/ul veut une part de gâteau ? ».

2. Militants engagés contre le fascisme et l'extrême droite. Appartenant à des mouvances d'extrême gauche principalement anarchistes, ils prônent la destruction des biens matériels et la confrontation physique lorsqu'ils la jugent nécessaire.

3. Listes de souhaits 2.0 que publient les personnes sur leurs réseaux sociaux et qui permet à leurs abonnés de leur payer en ligne ce qu'elle contient.

4. Association organisatrice de la marche des fiertés.

5. Abréviation de « anti-répression ». Quant à la « Coord antirép », elle a pour but de « construire une défense politique de manière collective afin que la question de la répression et des violences policières devienne l'affaire de tous.te.s ».

6. Médicament pour les personnes hyperactives.

7. Association militante qui lutte contre le VIH, les stéréotypes véhiculés et les discriminations liées à la maladie.

5

Formation et désinformation

En l'absence d'Estance partie chercher une autre intervenante, Ash préside le second volet de la formation, axé sur la gestion et le respect de « toustes ». « Si vous voyez une personne en détresse physique ou psychologique, vous ne devez pas imposer votre aide. Vous n'êtes pas des putains de sauveurs ! Quand vous apercevez quelqu'un dans un fauteuil roulant, ne pensez pas immédiatement que cette personne est invalide. Je suis dans un fauteuil, mais je peux parfaitement marcher, donc arrêtez de vouloir m'aider tout le temps ! »

Après s'être agacée de voir son « *deadname**[1] » inscrit sur une des feuilles, Ash accueille d'un signe de tête le retour d'Estance, revenue accompagnée d'une femme mal-voyante et de son chien-guide. Visiblement présente pour nous faire part à son tour de son témoignage, la jeune femme n'arrive cependant pas à obtenir la parole car Ash est trop occupée à nous cracher au visage toute la rancœur qu'elle éprouve à l'encontre des personnes « valides » : « Beaucoup de monde souffre d'anxiété sociale en fait ! Les valides qui nous demandent "Bah alors, qu'est-ce qui t'est arrivé ?!" Y'en a marre ! C'est pas parce qu'on est handi qu'on doit faire de la pédagogie. D'ailleurs on va faire simple : arrêtez d'être gentil avec une personne handi, c'est validiste, paternaliste et insultant ! »

Finalement, Odile parvient à nous raconter son quotidien de femme mal-voyante durant un court laps de temps et les violences que lui font subir les personnes voyantes comme nous : caresser son chien-guide et le distraire, la prendre par le bras pour la guider sans son consentement, partir sans l'avertir, etc. Je trouve malgré tout Odile plus mesurée qu'Ash et retiens d'ailleurs ses conseils que je trouve assez pertinents. Après qu'Estance nous rappelle qu'il est important de TOUJOURS demander les pronoms de

quelqu'un afin de le genrer correctement, dans le cas où l'on n'arrive pas à faire des phrases neutres, Ash reprend à nouveau la parole, bien décidée à nous faire passer un sale quart d'heure : « Si une personne que vous voulez aider vous dit "Ferme ta gueule", il est hors de question de l'envoyer chier ! La personne est peut-être en pleine surcharge sensorielle et dans ces moments-là il faut la fermer. Par exemple moi, on se focalise sur mon fauteuil mais je suis surtout autiste et dyspraxique ! Si tu me parles trop je deviens mutique et c'est encore pire si on me force à parler, même si c'est soi-disant pour m'aider. »

Autour de moi, tout le monde baisse la tête, sans doute pour se remémorer toutes les fois où l'un ou l'autre a été violent avec une personne « handi », même si cela partait d'une bonne intention. « Les hôpitaux ne sont pas nos amis, ils nous font du mal », répètent à maintes reprises Ash et Estance pour nous dissuader d'appeler les secours en cas de crise psychotique ou d'actes de violence. Il nous est d'ailleurs conseillé d'approuver les propos de la personne agressive ou violente, de s'excuser et d'avoir toujours sur nous une « pâte de fruits » à proposer, car elles sont sans gluten, vegan et réconfortantes ! Je crois rêver…

C'est durant une énième pause que la journaliste de Radio Nova fait son entrée, chaleureuse et avenante. Soulagée car je ne la reconnais pas, je la regarde s'installer à l'autre bout de la pièce et commencer à brancher son micro. Pensée, Iris et Estance concluent sur quelques rappels avant de nous dispatcher par groupe : « Pour nous résumer, il est important que vous reteniez que la présomption d'innocence n'existe pas. Si quelqu'un vient vous voir en vous désignant une personne et en vous disant qu'il s'agit de son agresseur, vous l'exfiltrez immédiatement et sans lui dire bien sûr pourquoi. Si la police vous demande pourquoi vous dégagez cette personne, vous répondez que c'est pour la protéger. La police c'est pas notre copine, vous avez pas à être honnêtes avec elle. On est obligés de cohabiter avec mais c'est tout. C'est d'ailleurs bien pour ça qu'on a déclaré 15 000 participants alors qu'on en espère 40 000. »

Je n'arrive pas à imaginer ce que représente la gestion de 40 000 personnes. J'essaie de regarder sur Internet le nombre de festivaliers lors d'événements auxquels j'ai pu me rendre, mais sans grande conviction. Ma faculté d'analyse est faible : j'ai des tendances agoraphobes et une peur bleue des mouvements de foule.

« Une dernière chose : on n'est pas *idéologiquement* contre les casseurs, les

tags et autres collages mais si possible à bonne distance des cortèges des racisés et des migrants. Car la police peut réagir et cela risque de mettre ces derniers en danger. Quant aux groupes de fachos : restez calmes, pas de confrontation ! On sait très bien qu'entre un bon gros Blanc cis[2] facho et un racisé, le choix des flics est vite fait !

– D'ailleurs le cortège antifas est formé à la lutte contre les fachos et on est là pour intervenir », lance l'un des antifas assis juste derrière moi, la mine réjouie et enthousiaste.

Je jette des coups d'œil du côté de la journaliste, guettant une réaction face à tout ce qu'elle entend. Mais cette dernière semble aussi passionnée qu'admirative, à l'instar des autres bénévoles.

« Bon, qui est SO et qui est SM[3] ? » demande Estance, déchaînant quelques gloussements. « Oh ça va, j'ai le droit de dire SM, je suis asexuelle* ! Je voulais dire : qui est street medic[4] et qui est service d'ordre ? »

Si tout semblait jusque-là plutôt bien se passer entre les membres de l'organisation, un désaccord finit par éclater entre Estance, Pensée, Noxe, Iris et Ash. Nullement gênés à l'idée de se disputer devant les bénévoles, les membres de l'équipe semblent s'être mal compris au sujet de la mixité dans les cortèges. L'entente au sommet a été de courte durée !

« Le cortège des racisés et afro-descendants est non mixte, donc le service d'ordre qui s'occupe de les aider ne peut pas être blanc !

– Attendez, vous vouliez mettre des Blancs pour gérer la non-mixité ?

– Bah, c'est le cortège qui est en non-mixité, pas les bénévoles ! Sinon on n'aura pas assez de bénévoles racisés ! »

À l'écoute de ce charabia, les bras m'en tombent. Qu'il y ait des parties de la manifestation interdites aux Blancs me scandalise, mais qu'il faille être soi-même « racisé » pour mettre les Blancs de côté me paraît relever, au sens propre, du stand-up[5]. Après être finalement tombés d'accord sur le fait que les Blancs ne pourraient être là qu'en renfort dans les parties en non-mixité, nous nous retrouvons enfin par groupes spécifiques, malgré l'heure tardive et le retard accumulé durant les innombrables pauses-clopes. N'étant pour ma part pas allée voter, j'espérais m'y rendre après la formation, mais cela me semble de plus en plus compromis.

« Nupes, nupes, nupes, j'espère que tout le monde s'est rendu à son bureau de vote ce matin ? » demandent certains membres de l'orga.

J'invente pour ma part des cours en visio pour partir plus tôt et avertis Noxe et Iris, chargées du service d'ordre.

« Comme Noli doit partir plus tôt, qui accepte d'être son binôme ? » demande Noxe après m'avoir demandé mes pronoms afin de ne pas me mégenrer en me désignant.

Alice se porte volontaire, ce qui me rassure. Nous échangeons nos Instagram et Noxe me promet de m'ajouter sur la conversation secrète de l'application Signal. Elle, ou iel, me demande toutefois si je peux rester juste le temps du dernier « brief », ce que j'accepte.

« Petit point au sujet des TERF* et des SWERF* : tout le monde sait ce que c'est ? » Afin d'éviter toute ambiguïté, l'oratrice explique : bien que les militants wokes leur refusent cette qualité, les TERF sont des féministes qui estiment que les personnes transgenres, et plus particulièrement les hommes qui se sentent femmes, prennent trop de place dans le débat féministe. Pour elles, il est inconcevable de parler de « pénis de femme » ou d'« hommes qui ont leurs règles ». Quant aux SWERF, il s'agit d'un autre terme pour désigner les abolitionnistes. Marguerite Stern par exemple est l'ennemie à abattre car elle coche les deux cases.

« Il ne faut surtout pas rentrer dans leur jeu, car elles veulent se victimiser à tout prix. C'est comme les fachottes[6], il faut éviter de réagir à leurs provocations et de tomber dans leur piège. Elles peuvent cracher, frapper, agresser, voler. Si un militant a envie de se battre avec une TERF ou une fachotte, il faut absolument l'en empêcher », nous rappelle Noxe, approuvée par Iris.

Un point est également soulevé au sujet des journalistes : certains, comme ceux de Radio Nova, ont été autorisés à couvrir la pride radicale et ont été contactés par mail. Ils auront des brassards dorés pour être reconnaissables et donc autorisés à prendre des photos.

« Mais ils devront tout de même demander aux personnes avant car certaines ne sont pas outées[7]. Quant aux médias fachos comme *Marianne*, *Valeurs actuelles*, *Le Figaro* ou BFM, vous les exfiltrez direct. Après tout, les fachos font bien ça avec les médias de gauche. Et si les flics vous demandent pourquoi, je vous le répète : vous dites que vous les évacuez pour leur sécurité. »

Je me promets de contacter mon directeur Gérald Andrieu dès demain, afin de le prévenir que *Marianne*[8] fait partie de la liste des médias d'extrême droite « blacklistés[9] », un comble quand on connaît l'histoire de ce journal.

Plus organisée qu'Estance, Noxe nous demande dans quel cortège nous souhaitons officier. Je me positionne rapidement : en tant que personne

afro-descendante, j'aimerais protéger mes amis racisés dans le cortège concerné. Alice, elle aussi racisée, est autorisée à m'accompagner. J'ose une question qui me semble importante, même si le fait de la poser me paraît ubuesque : comment demande-t-on aux Blancs de partir du cortège des racisés ?

« C'est plutôt facile…

– Facile ?! L'année dernière, c'était un enfer ! Les personnes racisées dont le mec ou la meuf est blanc n'arrêtaient pas de faire chier pour qu'on fasse des exceptions. Il faut rester ferme et demander si la personne est bien racisée, car parfois ça ne se voit pas, et sinon demander de partir, même si on vous supplie ou qu'on vous dit que la musique est mieux ici », interrompt Iris, qui semble parler en connaissance de cause.

Noxe, plus optimiste, précise également que cette année les juifs sont finalement considérés comme des « racisés » et pourront rester dans ces parties du cortège !

Plus que jamais motivée à aller voter, surtout en entendant l'engouement que tous les membres de la pride radicale manifestent à l'égard de la Nupes, je décide de prendre enfin congé. Après avoir chaleureusement remercié les organisatrices de la formation, je m'éclipse discrètement. En sortant, je tombe sur Iris en train de discuter avec d'autres membres de l'association et leur fais part de mon appréhension, notamment concernant la police. Je finis par demander combien de gardes à vue et de manifestations de violences policières ont été recensées l'année dernière durant la pride radicale : « Zéro, mais on sait jamais avec les flics, il faut toujours être prudent », me confirme Pensée, approuvé par les autres.

Pour être honnête, cette séance m'a laissée mal à l'aise. Je me sens comme assaillie de questions sans réponse.

Notes

1. Prénom qu'une personne transgenre portait avant sa transition et qui ne doit plus être prononcé.

2. Abréviation de « cisgenre ».

3. Interprété comme l'abréviation de « sado-masochisme ».

4. Chargé de réaliser les gestes de premiers secours.

5. Spectacle au cours duquel un humoriste, seul en scène et sans accessoire, commente de

façon caustique le quotidien en interaction avec le public.

6. Féminin de « fachos », les fachottes, à l'instar du collectif Némésis, sont des militantes féministes d'extrême droite.

7. N'ont pas encore fait leur coming out auprès de leurs proches.

8. Créé en 1997 par Jean-François Kahn et Maurice Szafran, il reprenait le titre d'un journal littéraire et politique publié à Paris dans les années 1930. À sa création, la ligne éditoriale du magazine était perçue comme étant plutôt à gauche.

9. Plus tôt dans la journée, Iris nous a demandé de ne pas dire « blacklister », car cela peut être perçu comme raciste et de préférer « badlister ».

6

Pride radicale

Durant cette semaine écoulée, j'ai été en proie à plusieurs doutes et peurs qui tous convergeaient vers une seule pensée : annuler ma participation. En premier lieu, les équipes de la pride radicale ont mis un temps monstrueux à m'envoyer des informations complémentaires et à m'ajouter sur la fameuse conversation secrète. Paranoïaque, j'en suis venue à être intimement persuadée que j'avais été démasquée. Alice, ma binôme, sans le savoir, me rassure quand elle m'indique qu'aucune conversation n'a pour le moment été créée. Mes proches me font part de leurs inquiétudes : que se passerait-il si l'on me reconnaissait ou, pire, si je venais à être arrêtée par la police ? Pour le premier point, je sonde les likes, abonnés, commentaires d'amis ou ex-amis et personne ne semble décidé à participer à cette pride, contrairement à l'officielle qui doit se tenir comme chaque année quelques semaines plus tard. Quant à la police, je décide de porter en permanence sur moi des exemplaires PDF de mon contrat d'édition, de plusieurs de mes enquêtes ayant pour thématique le « wokisme » ou la « laïcité » et j'apprends par cœur le numéro de téléphone de Dylan, mon compagnon. « Ce serait bien que tu connaisses des amis qui pourraient t'aider si les choses tournent mal, ne serait-ce que pour confirmer ton militantisme en cas de doute », me convainquit-il, quelques jours avant la pride radicale. Avec son caractère bien trempé, de grosses difficultés à jouer la « diplocrisie » (néologisme reposant sur la diplomatie et l'hypocrisie, deux atouts pour une immersion réussie) et une colère cynique contre tout ce qui a trait au wokisme, Dylan n'est guère le bon allié, même si je ne doute à aucun instant de ses capacités à me protéger envers et contre tous.

Après une nuit blanche à passer en revue chacun de mes rares proches au courant de mon travail et susceptibles de jouer eux aussi une immersion à

la fois crédible et efficace, mon choix s'arrête une fois de plus sur Leïla. Parfaite pour intégrer le cortège des racisés, elle viendra accompagnée d'un autre ami dénommé Wael, libanais et capable de s'entendre aussi bien avec des zemmouristes que des non-binaires (qui composent la majorité de son éclectique cercle amical).

Le jour J, après avoir été avertie au dernier moment du lieu et de l'heure du rendez-vous, je force sur le maquillage coloré, pose mes faux piercings et couronne le tout d'une salopette déchirée, de couettes hautes et de Doc Martens parfaites pour envoyer des coups de pied. Après avoir décliné les tentatives de Dylan m'invitant à emporter cran d'arrêt, tomahawk, Taser et bombe lacrymogène, j'attrappe un des rares Vélib' en état de marche près de chez moi et fonce au parc Rosa-Parks, près de la place de la Nation. Au feu rouge, je remarque le message « ACAB* » tagué sur l'un des côtés du vélo et décide d'y voir comme un signe annonçant la réussite de ma mission.

« On est ici ! » m'apostrophent plusieurs militants déjà installés, dont je reconnais pour certains les visages.

Je m'assieds à côté d'Alice, qui en profite pour me présenter Neha, une femme transgenre frêle, pâle et moustachue toute occupée à se restaurer. Anarchiste et écolo, Neha, qui a déjà participé l'année dernière à une formation de « street medic », reprend cette année à ce poste. Pour qu'un semblant de conversation s'installe, je fais remarquer que je suis passée tout près du ministère de l'Intérieur, ce qui fait sourire mon interlocutrice.

« Tu savais qu'il y a des angles morts sur les côtés que les caméras ne peuvent pas filmer ? C'est trop facile de taguer à ces endroits-là… », me confie Neha en gloussant, et qui ne finit pas sa phrase. Noxe, cheffe du service d'ordre, nous demande de regagner nos équipes.

Secondée par une certaine Ava, jeune fille souriante et efficace, Noxe entame le briefing des troupes : « *Valeurs actuelles* et *Le Parisien* seront sans doute là, ils ont fait des articles sur la pride. Il ne faudra pas hésiter à virer tous les journalistes avec des caméras et à s'assurer que ceux qui prennent des photos avec des appareils sont des photographes briefés par nos équipes, surtout sur les questions de consentement. On leur distribuera des chasubles dorées à nouer autour de l'épaule pour que vous puissiez repérer ceux qui sont *safe*. »

Côté « tri sélectif », les binômes racisés devront prioriser les cortèges non mixtes. Suite au débat houleux de la semaine passée, il a finalement été

décidé que les Blancs ne pourront pas faire partie du service d'ordre encadrant les cortèges non mixtes. Je dénombre à peine dix personnes racisées prêtes à encadrer les cortèges, ce qui n'est pas pour me rassurer. Le passage de cinq camions de CRS interrompt mes élucubrations : pour la première fois, j'ai peur des forces de l'ordre. Je repense aux propos de militants antiracistes : « Les Blancs ne savent pas ce que c'est que d'avoir peur devant des policiers ou des CRS. »

Je ne sais pas si cette peur est conditionnée par les heures passées à la formation autour de la question des violences policières mais, comme je suis pour une fois aux premières loges, je me promets d'être aujourd'hui la plus objective possible.

« Les binômes ne doivent surtout jamais se séparer, même pour aller aux toilettes ! » nous rappelle Noxe d'un ton ferme.

Alors qu'un de mes collègues finit par renoncer à ses talons aiguilles, je me tourne vers Alice dont je remarque pour la première fois la pomme d'Adam. Alice est donc une femme transgenre ? Qu'est-ce que cela change pour moi finalement de le découvrir ? Je tente d'y réfléchir en récitant mon numéro de téléphone à Ava qui ajoute les derniers arrivants à la conversation Signal cryptée.

« J'espère que les street medics seront aussi efficaces que l'année dernière. Un homme transgenre a fait une grosse hémorragie durant la manif, les points de suture de sa mastectomie ont lâché », commente Alice en voyant partir son amie Neha avec les autres membres de son équipe.

Je rebondis sur le sujet et interroge Alice sur son statut de femme transgenre, lui avouant l'avoir prise pour une femme « cis ».

« J'ai la chance d'avoir fait un bon passing[1] et d'avoir transitionné très jeune, ça ne m'étonne pas que tu aies cru que j'étais cisgenre », me confie ma binôme.

Notre discussion dérive vers le militantisme alors que nous cherchons des toilettes, peu avant le lancement de la manif. Engagée, Alice questionne le fameux mythe de la « pureté militante » lorsque je lui parle, avec prudence, des « collages contre les féminicides » : « Pour moi, tous les militants devraient assumer qu'ils font à un moment ou un autre de la merde. Mais tu vois, les colleuses sont problématiques et je préfère te mettre en garde. On a été beaucoup à savoir dans le milieu du militantisme qu'elles n'avaient pas bien géré en interne des cas de racisme avérés et n'avaient pas renvoyé les personnes. Elles se sont également approprié les dessins d'une artiste

racisée et précaire sans la rémunérer. »

Je souris en mon for intérieur mais ne peux évoquer à Alice le cas similaire de Marguerite Stern, je risquerais de me faire immédiatement traiter de TERF. De toute manière, Alice est distraite : elle cherche à repérer dans la foule des membres des renseignements généraux.

« Je suis sûre qu'elle, là-bas, fait partie des RG… Quoique, regarde le type pas loin derrière nous… Non, pas lui ! Celui qui est au téléphone… Il nous regarde ! » psychote Alice, persuadée que nous sommes toutes deux épiées par des espions du gouvernement. Guère habituée des manifestations, je n'ose pas la contredire et lui propose de retrouver nos collègues.

Après avoir conduit plusieurs photographes aussi abasourdis que peu informés auprès d'Ava, nous croisons Leïla et Wael, allongés au soleil sur la pelouse de la place de la Nation, munis de drapeaux LGBT.

« Ravie de te rencontrer, Alice ! On a hâte que ça commence, ils ont du retard, non ? » salue Leïla, toujours efficace.

Je suis rassurée que leur présence face à Alice corrobore la version que j'ai tenue lors de la formation. Cette dernière d'ailleurs, qui me suit tellement efficacement qu'il m'est impossible de glisser un quelconque message à mes amis, semble soudainement distraite par un message apparu sur la conversation secrète du service d'ordre.

« Quelqu'un a repéré Habibitch. »

Qui est cette fameuse « Habibitch » ? Militante et danseuse non binaire, Habibitch, de son vrai nom Lissia Benoufella, est connue pour tenir un discours radical et indigéniste*. Franco-algérienne, Habibitch revendique le fait de « décoloniser le dancefloor » et a d'ailleurs inventé une nouvelle manière d'écrire le mot France, pays qu'elle semble abhorrer : « fRance » pour une « France rance ». Je m'étonne : n'avais-je pas déjà entendu Iris critiquer cette militante influenceuse sans en comprendre la raison ? En effet, Habibitch coche toutes les cases de l'inclusivité et est invitée sur toutes les plateformes « wokes » à l'instar de l'émission « La Poudre »[2], présentée par Lauren Bastide, cette animatrice radio, essayiste et féministe engagée contre les inégalités de genre dans les médias.

« Habibitch est connue dans le milieu queer* pour fétichiser les personnes trans racisées. Elle est problématique, on en a parlé lors de la formation. »

Sur la conversation Signal, des membres du service d'ordre hésitent à l'exclure et attendent les consignes. Finalement, Lissia Benoufella évite de

peu l'expulsion, même si je remarque au passage que malgré sa non-binarité revendiquée, aucun des militants ne la « genre » correctement.

Avec Alice, nous rejoignons le cortège des racisés, alors que le coup d'envoi du départ doit être bientôt lancé. J'entends des bribes de conversation parmi les personnes présentes : « enfin des gens comme nous », « l'année dernière la mixité n'était pas aussi établie ».

Alors que l'équipe de la pride radicale s'affaire autour des micros, des enceintes et des chars afin d'entamer les discours, je propose à Alice de commencer à « maintenir la non-mixité du cortège des non-racisés », autrement dit « éloigner les Blancs ». Je tente une approche vers un groupe de personnes noires et métisses parmi lesquelles figurent deux jeunes roux à la peau ivoire et m'éclaircis la voix avant d'interrompre leurs conversations témoignant de leur hâte et de leur joie de participer à l'événement.

« Désolée, mais cette partie du cortège est réservée aux personnes racisées uniquement…

– Donc là vous pouvez rester, mais quand ça va démarrer, il faudra aller derrière dans le cortège mixte », m'interrompt Alice, complétant mes propos.

Le groupe se regarde mais personne ne bronche, excepté le jeune garçon roux affublé d'un drapeau LGBT et cramponné à sa bière.

« Mais je sais pas si je suis racisé moi, ça veut dire quoi ? » nous demande-t-il, perplexe.

Je repense à la manière dont les militants commentent et répondent dans les groupes Facebook que j'ai réussi à rejoindre et trouve la réponse parfaite : « As-tu déjà vécu du racisme ? Si non, cela veut dire que tu n'es pas une personne racisée et cet espace est un lieu *safe* en non-mixité. »

Alice me regarde avec approbation et opine du chef.

« Pardon, vous avez raison, désolée pour lui, on s'en va ! » s'empresse de s'excuser son amie, l'entraînant avec elle en baissant les yeux.

Nous continuons à aborder les groupes dont la docilité me déconcerte. Je guette chaque grimace indignée ou moue boudeuse mais la soumission des personnes blanches est immédiate, inquiétante. Au fil de nos pérégrinations, nous croisons Neha à son poste de street medic. Alors que nous la saluons, je remarque que son discours écolo-vegan est à géométrie variable : elle vient de jeter son mégot de cigarette par terre…

« On a un retard monstre parce que chaque asso fait des discours et qu'on a du mal à imposer la non-mixité des cortèges », nous confie Nuage, occupé

à regarder Iris discuter avec deux patrouilles de police arrêtées le long du boulevard.

J'ose lui demander si les policiers empêchent le lancement de la manifestation, sans m'attendre le moins du monde à la teneur de sa réponse :

« Non, mais le problème c'est qu'on ne peut pas leur dire qu'on doit demander aux Blancs d'aller ailleurs. On est obligés de leur mentir parce que c'est illégal de refuser des Blancs, à cause de la loi sur le séparatisme. »

Je scrute les visages d'Alice et des autres présents, attendant de voir si l'un d'entre eux semble choqué. Mais tous opinent du chef, à ma grande surprise, sans broncher.

« Putain, j'en ai marre ! Le FLIRT* avait exigé une non-mixité trans, j'avais cousu des drapeaux, briefé tout le monde et maintenant ils ont changé d'avis, tout le monde a le droit de participer au cortège et en plus eux aussi veulent faire leur discours maintenant, ça risque pas de démarrer ! » tempête Iris en nous rejoignant tous.

Impossible à calmer malgré nos tentatives, Iris semble écœurée que le cortège des transgenres soit finalement autorisé aux personnes cis. Comme quoi, la mixité et le vivre-ensemble ne semblent pas être l'apanage de la pride radicale 2022…

Alice me tapote sur l'épaule et me pointe du doigt une jeune femme, plus loin dans la foule.

« C'est Gwen, elle fait partie de celles qui gèrent les collages contre les féminicides, toi qui voulais les rejoindre, tu veux que je vous présente ? » me propose-t-elle gentiment.

J'accepte immédiatement et saute sur l'occasion pour faire bonne impression. Gwen, petite brune pétillante et franchement sympathique, est bretonne elle aussi. Nous nous trouvons des points communs, très vite elle me conseille d'écrire de sa part au compte Instagram des colleuses.

« Noli, il faut qu'on intervienne ! » nous coupe Alice qui regarde par-dessus mon épaule.

Je découvre alors un jeune garçon chétif et masqué d'un bandana occupé à taguer un abribus, non loin des voitures de police.

« Attends, arrête ! » intervient Alice, vive et efficace. Penaud, le tagueur maigrelet a tout juste le temps de finir d'inscrire « queer vner antifa » sur la vitre avant de se faire rappeler à l'ordre par ma binôme.

« C'est problématique de taguer ici, parce que tu vois, là c'est le cortège

des racisés et un peu plus loin le cortège des migrants. C'est eux que les flics vont accuser, tu comprends ? »

Je m'attendais à une réaction des plus vives du jeune tagueur qui, au contraire, s'excuse platement, remballe ses bombes et quitte prestement les lieux. Tandis qu'au son des tambours, avec les danseuses qui entament leurs gesticulations et les porteurs d'affiches, s'élance le cortège des racisés. Alice me rappelle qu'il faut qu'on aille « faire respecter la non-mixité, car les autres cortèges attendent que celui-ci ait bien avancé pour démarrer à leur tour ».

Je constate qu'en effet, les autres manifestants regardent passivement partir le cortège des racisés, joyeux, bruyant et coloré et ne peux m'empêcher de soupirer face au manque criant d'homogénéité de cette marche. En un mot, règne une belle pagaille !

Si, dans les premiers temps, les manifestants blancs obéissent et s'écartent en s'excusant, je remarque que plus ils sont alcoolisés, moins la tâche s'avère facile. Avec Alice, qui rechigne à me voir m'éloigner ne serait-ce que de quelques mètres, nous éprouvons beaucoup de difficultés à repousser les Blancs, attirés comme des mouches par l'ambiance.

« Eh toi ! Oui, c'est à toi que je parle ! »

Je me retourne et vois foncer vers moi un homme, âgé d'une petite quarantaine d'années, furieux.

« Il paraît que c'est toi qui as demandé à mon compagnon et à mes amis de partir parce qu'ils sont blancs, c'est vrai ?! »

Je déglutis et tente de faire taire ma fâcheuse tendance à l'impulsivité pour lui répondre d'une voix assurée que je ne fais qu'obéir aux consignes de la pride radicale et des associations.

« Mais j'en ai rien à foutre ! Tu te rends compte ? C'est horrible ce que tu fais ?! On est un couple gay, on est avec nos amis, on est heureux et fiers de défiler main dans la main avec eux et toi tu nous sépares parce qu'ils sont blancs ?! »

En repensant aujourd'hui à cette scène, je ne peux m'empêcher de déplorer cette facilité avec laquelle j'ai pu devenir *cette autre personne*. Comment la journaliste en immersion prête à montrer toutes les contradictions et violences de cette frange du progressisme a pu devenir aussi vite ce bon petit soldat frustré d'être contredit pendant qu'il fait régner l'ordre pour « le plus grand bien ». Ne suis-je pas là au cœur du questionnement que tente de poser ce livre ? Par quel lavage de cerveau,

mécanique d'acquiescement, effet d'emprise, ai-je soudain pu devenir cet automate prêt à faire partie d'un système qui divise au lieu de rassembler ?

« Ton compagnon et tes amis ont tout à fait le droit de défiler dans d'autres cortèges mixtes, ici ce sont UNIQUEMENT les personnes racisées, ce qui n'est pas leur cas, donc ils doivent partir, mais toi tu…

– Je te défends de dire que je suis racisé parce que je suis arabe ! C'est contre-productif ce que vous faites, et si c'est ça le vivre-ensemble, je trouve ça odieux ! Tu ne nous empêcheras pas de marcher où on veut ; on est dans la rue ! »

Je n'ai pas le temps de répondre car je m'aperçois que mon téléphone ne cesse de vibrer. Leïla et Wael m'ont envoyé des dizaines de messages pour me prévenir qu'ils avaient été exfiltrés eux aussi du cortège des afro-descendants.

« On est racisés mais pas noirs. »

Alice, perdue elle aussi, me conseille d'aller demander directement en tête de cortège aux organisateurs des collectifs comment réagir, car aucune personne du service d'ordre ne semble pouvoir répondre à mes interrogations.

À peine arrivée, après avoir slalomé au milieu des cortèges, j'assiste à une altercation entre Pierrette et des membres d'un autre collectif.

« Pierrette, on va clairement régler ça après la marche parce que j'en ai ras le bol, mais en attendant on nous a dit de ne pas avancer car on est trop loin devant, donc tu arrêtes », dit un des danseurs.

Peu à l'aise, j'en profite pour interroger avec précaution une des membres du staff, visiblement arabe, qui me rassure, non sans humour d'ailleurs : « T'inquiète, les Algériens et les Arabes peuvent intégrer sans problème le cortège des personnes noires et afro-caribéennes, c'est toujours mieux que des Blancs », s'esclaffe-t-elle en me faisant un clin d'œil, tandis que Pierrette s'entête à avancer sans tenir compte des plaintes des uns et des autres. Scrutant la foule peuplée de pancartes « Free kiss si tu as voté Nupes », « Papiers pour toustes ou on vous vole les vôtres », « La police est sale, l'IGPN[3] blanchit », je rejoins Alice.

« La non-mixité n'est toujours pas correctement respectée », observe ma binôme, comme on contemple un champ de bataille.

J'apostrophe alors une jeune femme blanche aux cheveux blonds passant près de moi et lui récite mon laïus. Haussant les sourcils, elle s'exécute immédiatement et fait demi-tour en me lâchant malgré tout, et quitte la foule sans même daigner écouter mon mea culpa : « Je suis juive, si tu veux

savoir… »

J'avoue que, malgré moi, je prends un malin plaisir à mettre tous ces militants blancs face à leurs contradictions. Vous affirmez lutter contre le racisme et les discriminations ? Nous n'avons que faire de votre engagement de pacotille et préférons rester entre racisés. Vous passez vos journées à déblatérer contre ce que les « vieux mecs blancs cisgenres » vous font subir et vomissez une France raciste ? Sachez que vous aussi êtes blancs et que l'on ne veut pas se mélanger avec vous. D'ailleurs, je constate que beaucoup de Blancs tentent de louvoyer entre nos consignes.

« Dis que ton père est racisé, vite ! Comme ça, tu pourras rester ! » chuchotent des groupes d'amis à leurs comparses pour leur éviter l'exfiltration dès qu'ils nous voient arriver.

Au fil de l'après-midi, j'apprends à répondre habilement et efficacement aux supplications imbéciles de certains prétextant la qualité de l'ambiance et de la musique pour rester dans tel ou tel groupe. Pourtant, alors qu'Alice et moi intimons l'ordre une énième fois à une femme blanche de partir, le ton monte : « Ça fait la quatrième fois qu'on me demande ! Oui je suis racisée en fait ! » s'insurge la dame en compagnie de sa petite amie.

Alice et moi nous excusons, mais la femme ne compte pas en rester là, visiblement remontée : « C'est marrant mais entre personnes racisées, nous, on se reconnaît directement, n'est-ce pas ma chérie ? »

Soudainement en colère, je lui rétorque : « Je suis marocaine, tu l'avais remarqué peut-être ? »

Un instant pantoise, la dame se reprend et m'affirme que c'est « nier ses origines » que de la renvoyer à sa blancheur de peau. Je jette l'éponge et propose à Alice d'aller voir si d'autres cortèges ont besoin d'aide après que des membres du service d'ordre se sont plaints de la mauvaise circulation des cortèges du côté de la place de la Nation.

« Ça va, on est assez loin pour toi ? » m'intercepte goguenard le couple homosexuel que j'avais séparé quelques heures auparavant.

Un instant, j'oublie Alice et leur lance un regard désespéré : « Vous croyez que ça me fait plaisir de vous forcer à vous éloigner ? Que je ne suis pas d'accord avec ce que vous m'avez dit ? Vous croyez que je suis de leur… »

Je m'arrête à temps, sentant le regard suspicieux d'Alice sur moi. Désarçonné, le couple finit par me demander le nom des collectifs qui ont imposé cette non-mixité délétère et me laisse partir.

« Il y a un gros problème avec les voitures et scooters, un binôme a demandé de l'aide sur la conversation Signal », me précise Alice avant de me demander si je me sens capable de courir.

Le tumulte est total. Sur l'avenue, censée être bloquée pour permettre de laisser défiler les cortèges, s'est créé un embouteillage monstrueux. L'air torve, plusieurs militants se tiennent la main et forment une chaîne pour empêcher bus, voitures et scooters de passer. Si le chauffeur de bus, visiblement embêté, semble compréhensif, un homme « racisé » paraît prêt à foncer dans le tas.

« Espèce de fils de pute, tu retouches à ma voiture et je t'encule ! La vie de ma mère je vais tous vous niquer ! J'vais pas hésiter à démarrer ! » s'époumone le géant de presque deux mètres.

Nullement intimidé, l'un des bénévoles n'hésite pas à poser ses mains sur le capot comme pour repousser la voiture. Résultat : le chauffeur laisse éclater sa colère :

« DÉGAGE FAUT QUE J'AILLE BOSSER SALE PÉDÉ », hurle le géant en empoignant le bénévole blondinet par le col de la chemise, esquissant même un geste comme s'il allait le frapper.

Habituée à ce genre d'échauffourée, qui n'est impressionnante qu'en surface, j'intime au géant l'ordre de se calmer en le regardant droit dans les yeux. Alors qu'il essaie de saisir deux militants rachitiques non binaires, je parviens à l'amadouer et lui propose de l'aider à faire demi-tour. Profitant de la confusion, les vélos et scooters Uber et Deliveroo traversent à toute allure l'avenue, manquant de renverser les participants de fin de cortège.

Finalement apaisé, le géant quitte les lieux en marche arrière, ne nous offrant que quelques secondes de répit avant que les passagers du bus ne nous interpellent.

« Le bus ne peut pas faire demi-tour, il est trop large, et on risque de devoir rentrer à pied jusqu'à Vincennes…

– S'il vous plaît, je dois aller travailler !

– Ma femme a du mal à marcher, nous avons besoin de faire ce trajet en bus ! »

Personnes âgées, handicapés, travailleurs, tous nous lancent des regards suppliants alors que retentit un tonitruant : « Solidarité – avec les sans-papiers – du monde entier ! » entonné par des milliers de manifestants.

Dix-huit heures. Le retard pris par les cortèges ne me permet pas de rejoindre la place de la République où un « after » attend les militants. Alors qu'aucune altercation avec les policiers qui nous ont au contraire

aidés à sécuriser le périmètre n'a été recensée, j'entends scander en chœur par la foule « Tout le monde déteste la police » accompagné d'éclats de rire juste sous le nez des forces de l'ordre impassibles.

Épuisée, je prends congé d'Alice qui semble elle aussi morte de fatigue après s'être plainte une fois de plus de la mauvaise organisation des cortèges et rejoins Wael et Leïla pour filer sans demander notre reste. Survoltés, mes deux comparses ont beaucoup de choses à me raconter : « On s'est fait dégager du cortège des afro-descendants parce qu'on n'était pas noirs !

– Quand Leïla leur a dit que le Maghreb était en Afrique, on s'est entendu rétorquer que l'enjeu était plus important, avant de nous forcer à aller dans le cortège des racisés ! »

Pourtant « racisés », mes deux amis m'avouent être atterrés par le comportement des militants. Pour meilleure preuve, le flot d'anecdotes emmagasiné depuis le début de la manif, à commencer par celle-ci : « Entre tous les chants anti-flics et les "Macron extorsion, démission", on avait une nana de l'organisation qui hurlait : "Ici c'est pour les racisés, les Blancs ça dégage". »

Mais pour Leïla, la scène la plus choquante restera celle de cette vieille dame qui « nous regardait passer en souriant, non pour se moquer mais parce qu'elle trouvait beau tout ce joyeux bordel, et à laquelle un type noir a jeté à la figure : "Ah on te fait rire ? Sale vieille Blanche de merde !" ».

Lutter contre le racisme en séparant les gens en fonction de leur colorimétrie, prôner un régime vegan et balancer ses mégots et ses déchets par terre, dénoncer une police violente et insulter les forces de l'ordre sans véritable motif, faire un cortège pour les manifestants souffrant de handicap mais contraindre les personnes à mobilité réduite à rentrer à pied, se battre contre les privilèges capitalistes et pour les migrants mais empêcher les livreurs de travailler correctement… Chapeau bas aux 40 000 participants « fier.es de lutter toustes ensemble » pour une France « meilleur.e ». Le wokisme : une nouvelle incohérence ? Une nouvelle intransigeance maladive ?

Notes

1. Passing : moment où la personne transgenre est perçue comme « cisgenre ». Ici Alice m'explique qu'elle avait déjà des traits féminins lorsqu'elle était encore un homme, même si cette explication lui paraîtrait transphobe, car elle me rétorquerait : « Je n'ai jamais été un homme. »

2. Émission créée en 2015, elle est désormais diffusée sur Spotify.

3. Inspection générale de la police nationale. Créée en 1986 et surnommée la « police des polices », elle est le service d'inspection de la police nationale française et de la Préfecture de police de Paris.

7

Réseaux sociaux et burkini party

Bien que je tienne pour *Le Point* une chronique bimensuelle où j'analyse les débats qui animent les jeunes sur les réseaux Instagram et TikTok, je ne suis pas pour autant une experte de la création de contenus. J'admire tous ces gens, majoritairement jeunes, qui postent sans complexe des vidéos d'eux-mêmes en plein conciliabule face à leur téléphone, mais je me savais incapable d'en faire autant. Pourtant, je veux être à mon tour confrontée aux réactions des internautes, vérifier si l'on me taxe de « woke » ou au contraire si je suis critiquée comme pas suffisamment inclusive.

Je commence doucement sur TikTok, après avoir posté un contenu banal et engagé sur Instagram pour me donner une crédibilité : je poste une courte vidéo d'un livre de ma « bibliowoke » au titre volontairement provocateur : *Moi les hommes, je les déteste*, un essai publié deux ans plus tôt par Pauline Harmange qui explique le pourquoi de la misandrie de l'autrice. Pratiquement censuré par un chargé de mission du ministère des Droits des femmes, le livre connaîtra un succès retentissant, allant de pair avec son lot de critiques, mais aussi de harcèlement pour Pauline Harmange. Si le livre a été silencieusement approuvé par une minorité sur mon compte Instagram, je m'amuse sur TikTok à interpeller (tout en cachant mon visage) d'une voix suave les utilisateurs : « Est-ce que toi aussi tu assumerais de dire que les hommes, tu les détestes ? Et est-ce que, peut-être même en tant qu'homme cis et hétéro, tu détestes toi aussi les hommes ? » Sept cents vues plus tard, les commentaires se veulent provocateurs : « Chaque jour une raison supplémentaire de mépriser le féminisme », « Allez courage les frères, le côté positif, c'est qu'elles se reproduiront pas », « lEs hOmMeS sOnT sExIsTes » et toi t'es quoi alors ? » Je me prête au jeu et réponds aux commentaires, qui fusent : « Oh en vrai on s'en fou on n'est quand même

mieux payer donc bon », m'apostrophe un dénommé Valentin Rosser, je rétorque en lui corrigeant ses fautes d'orthographe et celui-ci ironise : « Ça change quand même pas mon salaire les fautes mdr. »

Mon baptême TikTok étant passé, je pouvais désormais m'amuser avec l'application la plus prisée des jeunes, mais aussi de tous les âges/sexes/lieux de résidence, comme j'allais le constater. Je pique certaines idées à des comptes militants sur Instagram et les développe à ma manière. C'est le cas par exemple avec l'affaire de la gifle de Will Smith[1] à l'occasion de laquelle j'improvise un TikTok courroucé : « Les féministes blanches qui crient à la misogynie mais qui ne perçoivent pas le racisme derrière le traitement médiatique de Will Smith : PAS DE FÉMINISME RACISTE », avant de remercier la militante « sansblancderien », connue pour son contenu « décolonial ». Je fais cependant davantage réagir les utilisateurs de TikTok avec une autre vidéo qui cumule islamophobie et droits LGBT et dans laquelle je souligne que le Qatar, organisateur de la Coupe du monde 2022, revendique une homophobie décomplexée. « Contre l'islamophobie *vs* contre les LGBTphobies, ça devient dur de lutter sans stigmatiser une communauté. » Mon texte interpelle, les réactions sont légion : « Ça s'appelle une dissonance cognitive », « Mais comment on peut sortir des conneries pareilles », « Bah tu t'adaptes aux lois du pays tout simplement ; quand on va dans un pays, on respecte les lois, les mœurs et les coutumes… ». Je comprends mieux l'algorithme et prends le temps de répondre à la plupart des commentaires afin de donner à la vidéo le plus de visibilité possible. Pour continuer sur ma lancée, je publie des vidéos des manifestations du 1er mai et découvre l'effervescence que procurent des vidéos cumulant 14 000 vues en moins de vingt-quatre heures – une stratégie qui me pousse à ne pas perdre de temps pour poster d'autres sujets afin de générer un maximum de débats.

« Il faut que l'on voie ton visage si tu veux prendre position, c'est ce qui marche le mieux », m'encourage mon amie Louise, stratège en communication et grande adepte de TikTok.

Munie de sa « *ring light* », une lumière efficace pour filmer des vidéos « quali », Louise m'attend chez elle pour une session tournage. « Tu porteras une perruque rose pour ne pas être trop reconnue. C'est plutôt crédible des cheveux roses pour une woke, non ? » s'esclaffe mon amie en sortant ses palettes de maquillage. Pour l'occasion je m'étais acheté un faux piercing de nez, rêve de l'adolescente que j'ai été…

« Je pense qu'il faut vraiment que tu fasses des duos, ça augmentera ta visibilité et fera réagir les gens », me conseille Louise en installant la lumière, l'air concentré. Les duos sur TikTok consistent à repartager une vidéo déjà publiée d'un autre utilisateur et de la commenter à son tour, pour la défendre, ou au contraire la contredire.

Notre choix se porte sur une femme transgenre revendiquée d'extrême gauche et visiblement habituée à se faire malmener sur la plateforme. En attestent les commentaires injurieux et moqueurs sous son contenu. Dans une vidéo filmée face caméra, elle scande son discours d'un ton sarcastique : « Il y a une question qui m'a trotté dans la tête toute la journée : alors pour les mecs déconstruits qui se veulent alliés* du féminisme, qui ont hoché la tête quand on leur a expliqué plein de trucs, du coup vous savez maintenant que l'hétérosexualité c'est une structure sociale patriarcale, que c'est un outil du patriarcat et qu'une relation hétéro par essence sera une relation de domination, forcément. Est-ce que maintenant que vous avez compris ça, vous continuez à relationner* sexuellement, amoureusement avec des meufs, et si oui, pourquoi ? »

Louise et moi restons bouche bée. Toutes deux hétérosexuelles, nous en venons à la conclusion que si l'on suit son postulat, nous sommes donc actuellement dans des relations où nos compagnons exercent sur nous une domination.

« Toi, tu t'es fait étrangler par l'un de tes ex et de mon côté, j'ai vécu durant plusieurs mois une descente aux enfers physique, sexuelle et psychologique. Et pourtant aujourd'hui, on est toutes les deux foncièrement heureuses et équilibrées, avec nos hommes, ce qu'aucune féministe n'est prête à accepter. C'est pour ça que je refuse de dire que je le suis, féministe », s'insurge Louise, profondément touchée.

Le pire, c'est qu'au nom d'une rhétorique qui n'est pas loin de rappeler les pires théories complotistes, ces mêmes féministes sont persuadées que Louise et moi n'avons de toute façon pas encore ouvert les yeux sur les mécanismes de domination présents dans nos couples, tous évidemment fruits du patriarcat, invisible mais féroce, tel un reptile…

Je pose sur mon nez mes lunettes rouge vif en forme de cœur, je m'affuble de la perruque que je noue en queue-de-cheval et improvise, souriante, un « duo » où je développe un discours à faire pâlir d'envie n'importe quel.le militant.e. Au menu : déconstruire mon hétérosexualité après avoir bien trop relationné avec des hommes cis en essayant coûte que coûte de devenir lesbienne. Jusqu'ici, cela risque de paraître peu crédible,

pourtant c'est l'essence même du livre de Louise Morel, *Comment devenir lesbienne en dix étapes*[2]. Face à la horde de commentaires outrés, je m'empresse de recommander l'ouvrage, invitant les femmes qui font pour une fois partie des indignées à se questionner sur leurs relations fusionnelles avec ce qu'elles croient être des « amies », comme le préconise l'autrice pour mieux préserver ses lectrices des affres du patriarcat.

« En tant que bisexuelle, je trouve vos propos assez graves. La communauté s'est battue pour ne plus subir ce genre de discriminations et vous faites la même chose sur les personnes hétéros, c'est véhiculer des généralités que de dire que chaque relation hétéro est abusive », m'écrit une dénommée Héloïse, alors que beaucoup d'utilisateurs hommes semblent aussi choqués qu'elle par mon argumentation. Je ne peux m'empêcher de penser au couple homosexuel de la pride radicale, atterré par l'extrémisme ambiant.

Une seule personne me remercie (et m'appelle même « camarade ») : la femme transgenre que j'ai soutenue dans ma vidéo et qui en profite même pour me contacter, compatissante face aux « raids de mascus* » que je subis autant qu'elle. « Je suis bi depuis toujours mais j'ai pris la décision d'arrêter les mecs il y a quelques mois. Ils me dégoûtent trop et j'en ai marre de leur donner de l'énergie et du temps », m'avoue la tiktokeuse trans, intéressée par le livre de Louise Morel qu'elle ne connaissait pas. J'aurai au moins offert à l'essayiste une lectrice de plus…

En parallèle, je me découvre une aisance impressionnante pour écrire, réagir et même penser comme une militante déconstruite. Dans des conversations ou encore sur les groupes privés que j'ai infiltrés, je suis capable de mener des débats houleux, et même de concourir pour la première place de la plus déconstruite de toutes.

Sur un groupe féministe, je poste une publication afin de trouver des interlocuteurs avec lesquels échanger. « Je cherche des adelphes concerné.es qui accepteraient de dialoguer avec moi en dm sur les questions de la trans-identité mais aussi de l'islamophobie et du racisme en France. Je fais un gros travail de déconstruction sur certains préjugés inconscients que je peux avoir en tant que femme cis blanche (même si je suis franco-marocaine j'ai physiquement le privilège blanc* et en ai conscience) et aimerais discuter de cela avec des adelphes engagé.es contre la transphobie, l'islamophobie et toutes les luttes intersectionnelles. »

Après plusieurs retours positifs, je reçois mon premier message critique

d'une des administratrices du groupe : mauvaise élève, je n'aurais pas été encore assez tolérante, ni respectueuse et inclusive dans mes propos. « Je suis blanche et cis, mais cette demande me semble… Demander des conseils de lecture ou de podcasts c'est une chose, poser des questions sur des sujets précis ok, mais là c'est vraiment demander à des gens marginalisés de venir faire ton éducation ! C'est au mieux extrêmement maladroit. D'autant plus quand tu demandes aux gens de le faire dans tes DM, c'est-à-dire de te consacrer un certain temps. Les gens ne savent pas quelles bases tu as sur les sujets en question, donc iels ne savent même pas à quel point iels risquent de se heurter à des microagressions*. Quels efforts as-tu faits pour t'éduquer sans demander dans un premier temps ? »

Le cocktail était composé de plusieurs ingrédients savamment mélangés : microagressions que peuvent vivre les minorités que l'on rend vulnérables avec des questions violentes, exploitation des connaissances de victimes du patriarcat rejetées et appauvries et enfin injonction à « l'éducation » : une repartie militante assez pédante finalement quand on connaît l'agacement dont elles font preuve et leur énervement lorsqu'on ose les reprendre sur leur orthographe.

Ma réponse fait mouche, je gagne la joute verbale en employant une stratégie que je n'hésiterai pas à réutiliser les prochaines fois et qui fonctionne en plusieurs étapes : rappeler à l'« interlocuteurice » ses privilèges, affirmer qu'« iel » doit évidemment avoir pleinement conscience des violences et injustices auxquelles doivent faire face les « marginalisé.es » et enfin pour consolider le tout, conclure par un argument choc susceptible de faire taire toute tentative de contradiction : citer leur fameux diktat « Laissez parler les concernés ». Ce qui donne, dans un jargon des plus savoureux : « Beaucoup de lectures et podcasts conseillé.es ou non par des adelphes mais j'estime à un moment que tout ne passe pas que dans les recherches car déjà en tant que meuf HSBC tu devrais savoir que la précarité des adelphes trans ne leur permet pas toujours d'être publié.es ou de sortir des podcasts. Ensuite beaucoup de personnes transgenres qui acceptent d'aider des personnes cis à se déconstruire ne le font pas gratuitement (à raison) notamment en proposant un lien vers leur travail artistique ou leurs cagnottes. L'idée est plutôt qu'après avoir beaucoup lu et écouté je puisse apprendre par des personnes concerné.es et qui n'ont pas toujours la visibilité nécessaire. »

J'obtiens évidemment l'approbation des membres du groupe et cerne un peu mieux les limites de leurs discours.

Du côté de TikTok, après quelques publications, j'atteins l'apogée de ce que l'application a à m'offrir grâce à deux vidéos. Dans la première, je me fais l'avocate de feu la rappeuse Diam's qui vient tout juste de sortir son documentaire sobrement intitulé *Salam*, où l'on peut voir l'ex-rappeuse Mélanie drapée dans un voile, mais aussi dans le silence imposé par sa pratique du salafisme[3]. Je singe dans mon argumentaire de nombreuses vidéos TikTok de jeunes filles surexcitées qui annoncent à leurs amies leur décision de « prendre » le voile en exigeant qu'elles suppriment toutes les photos où leurs cheveux sont visibles. « Ça ne vous choque pas de partager des photos de Mélanie sans son voile ? » demandé-je avant de déplorer qu'on ose encore appeler Mélanie par son « *deadname** » ou que l'on continue à relayer ses musiques. Les avis sont partagés, certains abondent dans mon sens et me remercient, d'autres au contraire déplorent le fait que l'on puisse soutenir Diam's depuis sa conversion.

Mais le sujet qui fait le plus réagir les utilisateurs de la plateforme TikTok, c'est la figure d'Assa Traoré et son combat pour son frère Adama. Dans deux vidéos, je prends officiellement position pour la famille Traoré et fais notamment croire que je me suis rendue à la manifestation le 2 juillet 2022. Les statistiques de la vidéo explosent et je ne cesserai de recevoir, même des mois après, des centaines de commentaires de dégoût et de haine contre « cette famille de criminels », comme ils l'écrivent.

Un nouveau problème survient qui me force à ralentir la cadence de mes publications : alors que je décide de mettre en difficulté ceux de mon propre camp en questionnant le voile et le féminisme mais aussi la communauté musulmane et voilée sur l'application, je me rends compte que dans les nombreux commentaires accompagnant mes vidéos, de plus en plus de personnes me soupçonnent d'être « un troll de génie ». En argot d'Internet, un troll désigne un utilisateur capable de déclencher des polémiques en incarnant des comportements caricaturaux et faux par la publication de ressentis négatifs. L'idée germe et les suspicions se répandent, me contraignant à suspendre provisoirement mes autres idées de vidéos.

Motivée à titre personnel par la question du port du voile qui divise les Français, mais surtout plus largement les luttes féministes, je décide de mettre de côté mes a priori de Franco-Berbère (dont les ascendantes ont été converties, voilées et mariées de force) et de me rendre le 13 juin place du Châtelet à Paris à une manifestation de soutien aux femmes de Grenoble

qui luttent pour le port du burkini*. Rendez-vous à Hôtel de Ville en fin de journée afin de prendre ma place, incognito, parmi les manifestantes.

« Je t'accompagne mais j'observe de loin… Tu n'auras qu'à dire que je fais de l'anxiété sociale, c'est crédible vu qu'ils sont tous "autodiag[4]" », ricane Louise avec qui je devais passer la soirée. Organisé par NousToutes38[5], le projet de rassemblement « de soutien au syndicat des femmes musulmanes de Grenoble » circule depuis quelques mois sur les réseaux sociaux. Peu après la manifestation du 8 mars 2022, « NousToutes38 » a publié un communiqué en partenariat avec le syndicat des femmes musulmanes de Grenoble dans lequel les deux associations s'indignaient du comportement d'une députée de La République en marche, Émilie Chalas. Accusée de s'être opposée au burkini dans les piscines et de se revendiquer « féministe et laïque », Émilie Chalas serait selon les deux associations « une représentante de la classe bourgeoise dominante, défendant les droits de certaines femmes au prix de la liberté des autres ». La députée ainsi que son parti LREM participeraient « activement à une rhétorique raciste qui instrumentalise les droits des femmes afin d'exclure et marginaliser les femmes qui portent le foulard et de faire de l'islam, ainsi que des musulmans et des hommes assimilés à la religion, le vecteur principal des violences machistes en France », rien que ça ! D'ailleurs, on peut retrouver plus loin dans le communiqué que « la laïcité n'a jamais été historiquement du côté des femmes », un propos corroboré par la colère que suscite le « double jeu » du maire de Grenoble Éric Piolle, tantôt affichant son soutien à « nos chères hijabeuses » sur son compte Twitter, tantôt employant les termes d'« islam politique » et s'affirmant universaliste.

Venant seule à cette manifestation, je recours à une technique qui a fait ses preuves : proposer systématiquement mon aide. Ce qui me permet, surtout quand je suis seule, de ne pas susciter trop de méfiance, mais aussi de discuter avec un maximum de personnes.

« On espère plus de monde… », s'inquiète la dénommée Anna, l'une des meneuses.

Je constate que les pancartes, qui ne sont pas rédigées en écriture inclusive*, sont faites pour certaines au dos de cartons Amazon. Un détail (parmi plusieurs autres) que je vais retrouver dans beaucoup de manifestations et qui me confirmera l'hypocrisie que je prête à l'« écoféminisme* ».

« On va attendre quand même que d'autres gens arrivent », intiment les

organisatrices en guettant les allées et venues. Je remarque qu'au sein des participantes, il n'y a qu'une seule femme qui porte le hijab. Un comble pour une manifestation qui concerne techniquement les femmes voilées.

« Bon, on va se réunir avec les pancartes pour commencer ! Même si je n'ai pas préparé vraiment de discours… », assume Anna.

Refusant de paraître à l'écran, je filme leur rassemblement composé d'une vingtaine de personnes avec le téléphone d'une des organisatrices. Après la prise de parole d'Anna qui rappelle l'indignation que suscite l'interdiction du port du burkini – jésuitisme suprême, certains assurent : « burkini monokini, même combat ! » – dans les piscines municipales, les participantes entonnent une chanson que je trouve plutôt entraînante : « On s'baignera, on s'baignera, même si Darmanin veut pas nous on s'baignera ! Pour les femmes et leur honneur et pour un monde meilleur nous on s'baignera ! »

Je remarque la présence discrète et calme de la militante Fatima Benomar alors que le groupe se disperse. Féministe, ancienne du mouvement LFI qu'elle a quitté et n'hésite pas à dénoncer aujourd'hui, Fatima Benomar[6] est connue pour ses engagements pro-voile, mais également pour être abolitionniste. Un « faux pas » intersectionnel puisque la question du travail du sexe est un des engagements clés du « camp du bien » féministe. « Pas de féminisme sans les putes », peut-on lire sur les pancartes à chaque manifestation.

Je rejoins Louise en traînant de la patte, un goût amer dans la bouche : comment comprendre véritablement la question du voile ? Pourquoi objectivement celui-ci me paraît impossible à rapprocher du féminisme ? Je me montre pourtant plus mesurée sur les questions de la transidentité ou encore du travail du sexe. Alors, qu'est-ce qui me bloque ? Et surtout : aurai-je les réponses au fil de mes pérégrinations militantes ?

Si une piste me paraît fiable à explorer, elle doit se trouver au cœur d'une séance d'analyse avec Ruben Rabinovitch.

Notes

1. Lors de la cérémonie des Oscars 2022, l'acteur Will Smith est monté sur scène et a giflé Chris Rock, l'un des présentateurs de l'événement, parce que ce dernier venait de faire une mauvaise blague en comparant les cheveux coupés ras de la femme de Will Smith, Jada Pinkett Smith, souffrant d'alopécie, au crâne rasé de Demi Moore, dans *À armes égales*, le film que Ridley Scott réalisa en 1997.

2. Publié en 2022, il propose un message des plus simples : « De plus en plus de femmes se rendent compte que l'hétérosexualité est une arnaque. Ce qu'on appelle "lesbianisme politique" les tenterait bien, mais comment faire ? Ce livre est là pour les aider. »

3. La rappeuse Diam's, convertie au salafisme, n'écoute plus de musique, interdite par sa pratique religieuse.

4. Autodiagnostiquer : l'autodiagnostic est assez répandu et critiqué, que ce soit dans les milieux militants, et même plus largement. Cela consiste dans le fait de ne pas avoir suffisamment confiance, ou encore de réfuter les avis de spécialistes et de se diagnostiquer seul un trouble ou une pathologie. Surdoués, hypersensibles ou encore hyperactifs sont des autodiagnostics courants.

5. Émanation grenobloise du collectif #NousToutes, créé en juillet 2018, avec la « volonté de créer une déferlante réunissant toutes les formes possibles pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles ».

6. Fatima Benomar est une militante féministe. Ancienne proche de Jean-Luc Mélenchon et engagée à ses côtés politiquement, elle finira par dénoncer les agissements du candidat, mais aussi ceux d'Éric Coquerel et de Taha Bouhafs, accusant même les deux premiers de « former un duo d'agresseurs en soirée ». Engagée pour le port du voile et la transidentité, elle est cependant contre le travail du sexe et est donc considérée comme abolitionniste.

8

Culpabilité, manichéisme et Rabinovitch

Je me lance dans la toute première véritable séance de psychanalyse de ma vie avec une certaine appréhension. Ruben Rabinovitch m'ayant informée peu avant qu'il était positif au Covid-19, nous maintenons finalement la séance mais en visio, pour ne pas l'annuler. Secrètement, je suis ravie d'être en terrain familier pour cette première fois.

« Bon, si ça ne marche pas comme une séance classique de psychanalyse, on réajustera. Racontez-moi les questions que vous vous posez très simplement », débute Ruben Rabinovitch, toujours échevelé, derrière son écran.

Habituée à commencer chaque prise de parole par une discrète inspiration, je me lance avec le même ton soutenu, efficace et quelque peu monotone que j'emploie depuis mes années collège lors des exposés en classe. « Je m'impose des buts narratifs à atteindre, comme si ceux avec lesquels j'interagis étaient des personnages ! Je veux arriver à déclencher ces actions parce que c'est très important pour le livre, et jusqu'ici tout se passe très bien. Je suis rassurée. »

Je raconte la pride radicale, les conférences, mes atermoiements sur les réseaux sociaux, en veillant à cerner chaque fois l'intérêt de ce travail. À aucun moment Ruben Rabinovitch ne m'interrompt, il me regarde patiemment, prend quelques notes et me laisse finir. Après un court silence, il prend la parole : « Est-ce qu'il y a des choses qui sont éprouvantes ? Autorisez-vous à parler comme une patiente et non comme une journaliste. Laissez-vous être, ça vous protège beaucoup de réagir ainsi. Ne cherchez pas à rentabiliser cette séance pour le livre car au final vous n'allez pas dire grand-chose. Si l'enjeu est vraiment de faire cette expérience, d'avoir des séances d'analyse durant cette immersion, parlez à nu sans chercher à tout

prix à “dire” quelque chose. »

Je ris par réflexe et approuve. Sans me rendre mes sourires, Ruben Rabinovitch insiste : « Ces derniers mois, avez-vous éprouvé comme une impression de faux-semblant, de faux-visage ? »

Je m’assombris et organise rapidement les idées qui me viennent, en essayant de ne pas me laisser submerger par la spontanéité.

« J’ai sans cesse le sentiment de jouer le mauvais rôle. Je côtoie tous ces féminismes en pleine période de remise en question de l’avortement aux États-Unis et ça me perturbe… Je fais une veille quotidienne sur les réseaux sociaux et je lis tellement de témoignages que parfois je me demande si ce n’est pas moi qui me trompe. J’en viens à me dire : est-ce que finalement tout ce que je dénonce ce n’est pas un mal pour un bien ? »

Je parle à nouveau de la manif pour le port du burkini, mais cette fois-ci en évoquant mon histoire familiale et l’impact de l’islam.

« Quand je voyais que ces femmes manifestaient aussi bien pour que leurs consœurs aient le droit de porter un burkini ou se mettent seins nus à la piscine, je me suis demandé si ce n’était pas moi la “méchante”. J’éprouve le même malaise quand j’écoute durant des heures des interventions assurant que l’urgence, c’est la terre qui brûle, et non le port du voile ou les personnes transgenres. »

Sans croiser son regard, je me confesse : la vérité c’est que j’ai surtout peur. Peur de finir comme ces figures féministes que l’on rejette, que l’on violente, car elles critiquent publiquement ce qu’elles estiment être des dérives du féminisme intersectionnel.

« Dès que je sors un article, je vois combien cela m’atteint qu’on écrive sur moi, qu’on me critique publiquement. Ce qui m’attend à la sortie du livre sera bien pire que ces tweets et autres messages vengeurs. »

Les longs silences sont décidément l’une des particularités de Ruben Rabinovitch. J’ai presque l’impression d’entendre des rouages ronronner dans son cerveau.

« Il y a plusieurs choses dans ce que vous dites… » Silence. « Vous faites une petite expérience de dépersonnalisation. » Silence rapide. « Très légère, hein, bien sûr ! Ce que vous racontez, c’est que vous n’êtes plus tout à fait sûre de ce que vous pensez. »

Sans lui laisser le temps d’un autre silence, j’opine du chef, en glapissant presque : « C’est ça ! C’est tout à fait ça ! » Je lui raconte les nombreuses interrogations qui ont surgi pour la première fois récemment dans mon esprit : comment savoir si je suis une femme ? Peut-on être voilée et

féministe ?

Après un autre silence, Ruben Rabinovitch esquisse une réflexion : « Vous savez, il y a une phrase dans le Talmud qui dit : “Fais et tu entendras.” Dans le judaïsme, ça s’adresse aux gens qui ne comprennent pas pourquoi ils font certaines choses. Je vous l’adapte, mais il y a des choses que l’on ne peut pas comprendre avant de les avoir faites. Vous êtes ici face à deux choix : soit vous faites cette traversée-là ferme sur vos appuis, en ayant un regard extérieur, soit vous prenez momentanément le risque d’en être.

– Le problème, c’est que l’immersion que je fais n’est ni palpable ni cadrée. Elle n’est pas physique ou institutionnelle, elle n’existe même pas pour d’autres. »

Je prends comme exemple trois immersions que je trouve efficaces : *Steak machine*[1], *Flic*[2] ou encore *Dix jours dans un asile*[3] qui se sont déroulées respectivement dans un abattoir, un poste de police et un hôpital psychiatrique.

« Je ne nie pas qu’ils n’aient pas subi beaucoup de critiques, mais ce qu’ils ont fait est pour moi plus… louable que ce que je fais. J’ai l’impression de me servir des gens. Et même de me servir des gens qui ont un problème, comme ce dénommé Pensée que j’ai rencontré à la pride radicale et qui me demandait de le genrer avec le pronom “ael”, tandis que son ami “Nuage” voulait que j’utilise le pronom “ul”. »

Pour une fois la réponse de Ruben Rabinovitch ne se fait pas attendre : « Il me semble que vous dupez les gens. Ça n’aurait aucun sens sur le plan psychologique de nier que la position d’immersion est une position de duperie. Et c’est important de le considérer comme tel : vous manipulez les gens. »

Je hoche la tête, comme prise en faute. On m’a toujours dit que je savais facilement faire parler les gens, les manipuler, instinctivement presque. C’est pour cela que j’appréhendais ces rendez-vous : devoir parler de moi uniquement durant une heure m’affolait presque.

« J’ai l’impression que j’attends juste inconsciemment que vous me disiez que c’est bien, que j’ai raison, que je ne suis pas quelqu’un de mauvais. J’attends d’être rassurée, comme le serait une enfant.

– Être rassurée de quoi ?

– Que je fais bien.

– C’est-à-dire ? Que vous ne vous comportez pas mal ?

– Un peu à la manière d’un général qui tue des gens mais qui rappelle à ses troupes que c’est pour sauver la France ! C’est un cas extrême

évidemment…, ajouté-je en riant encore : Ça va, je ne vous choque pas ?

– Question importante, ça aussi. Il me semble que tel que vous en parlez là, la question de la moralité et de la culpabilité sont bel et bien présentes. Vous dites qu'on vous a déjà accusée d'être manipulatrice. Et qu'aujourd'hui, ça vous saute au visage. C'est peut-être qu'une des manières que vous avez eues de sublimer votre manipulation, c'est de devenir journaliste d'investigation en immersion. »

J'éclate de rire sans raison.

Ruben Rabinovitch me rassure : il y a toujours quelque chose de plaisant, de réjouissant et même d'enivrant dans le fait de manipuler. Des propos que j'approuve et que je ne peux m'empêcher de rapprocher de cette démarche littéraire que j'ai eue de retranscrire ces séances pour les lecteurs, sans doute pour qu'ils découvrent que je ne suis pas monstrueuse. Information qui fait immédiatement réagir Ruben Rabinovitch : « Je vois dans cette façon de livrer pieds et poings liés votre intimité à vos lecteurs une manière d'expier, ou de réparer ce que vous infligeriez, aux autres mais aussi à vous-même. »

Rassurant, Ruben Rabinovitch me précise qu'il n'utilise le mot « manipulation » que dans un sens clinique et non moral. Étymologiquement, manipuler, c'est avoir l'autre dans sa main, en faire un outil, un ustensile.

« Je précise d'emblée qu'il n'y a pas d'être humain sans sadisme, on a du sadisme et du masochisme à l'intérieur de nous. Je le dis d'autant plus que votre exemple d'un général qui tue des gens, montre que vous mettez dans cette immersion une très grande agressivité. »

Après avoir creusé la question de mes origines, des femmes arabes de ma famille et de la violence qu'elles ont subie, Ruben Rabinovitch me demande quel lien je fais entre cette histoire et la mienne.

« J'utilise ce côté arabe comme joker dans mon immersion. Je rappelle que je suis "racisée", c'est ce qui m'a permis par exemple d'intégrer le service d'ordre non mixte de la pride radicale. J'ai été "validée".

– De la même manière que vous êtes manipulante, vous faites l'expérience de vous manipuler vous-même. Comme si le masque que vous mettiez était en train de se fondre dans votre visage. Ce milieu que vous infiltrez est très clivé, peuplé de bons et de mauvais. Et puis il y a cette peur, cette angoisse en train de monter de devenir l'objet ostracisé.

– C'est vrai ! À chaque événement, j'entends énumérer les médias "fachos" pour lesquels je suis fière d'écrire pourtant ou ces féministes TERF

qu'il faut brûler, et je me dis que je n'ai pas hâte que ce soit mon tour. »

Après un pénultième silence, Ruben Rabinovitch me sourit et me propose d'arrêter la séance.

« Je vous laisse me faire signe à la rentrée de septembre ? » conclut-il.

J'accepte bien volontiers, loin de me douter que notre aventure littéraire, psychanalytique et immersive allait prendre une tournure imprévue.

Notes

1. *Op. cit.*

2. *Op. cit.*

3. Nellie Bly, Éditions Points, 2016.

DEUXIÈME PARTIE

9

Blocages et collages

Après avoir passé un été peuplé d'amis, de rires, mais aussi et surtout d'écriture, alors que septembre débute avec son lot d'incertitudes, je commence malgré tout à angoisser au sujet de l'un des points importants de cette enquête : mon immersion en fac. Mise en attente ou même refusée dans la plupart des cursus de sociologie pour lesquels j'avais postulé sur le fameux « Parcours sup », je me rends à l'évidence qu'il risque d'être compliqué de débuter ma rentrée à temps. Malgré des heures passées à contacter, en vain, la plupart des administrations des facultés, j'en viens à la conclusion qu'il risque d'être impossible pour moi d'étudier la sociologie cette année.

Lorsque j'étais étudiante, je me souviens que se trouvaient parmi nous dans les amphithéâtres des personnes, souvent plus âgées, qui assistaient aux cours. Voilà peut-être ma solution : un statut d'auditrice libre. En me renseignant, je découvre que les auditeurs libres ont en effet accès aux cours qu'ils souhaitent, sans aucune obligation de participation, mais ne bénéficient pas du statut d'étudiant et de tous les avantages qu'il procure. Soulagée, je peux effacer par la même occasion le dilemme moral qui m'habitait lors de mes tentatives d'inscription : en effet, je ne souhaitais en aucun cas prendre la place d'un potentiel élève de terminale. S'il n'est pas possible pour les auditeurs libres de passer des examens, l'accès au campus et à tous les enseignements disponibles sont bien plus utiles pour l'enquête. J'enclenche dans la foulée une demande d'inscription pour la faculté de Saint-Denis, rassurée de voir que les candidatures n'étaient pas encore closes.

Alors que tout se déroulait à la perfection, l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs entraînant la révolte des femmes iraniennes contre

l'obligation du port du voile tempèrent mon euphorie et me renvoient une fois encore à mes incertitudes quant à la question du voile. Pour ma chronique dans *Le Point*, je suis amenée à interviewer une sociologue spécialiste du sujet, Agnès de Féo[1], dont la douceur et l'expérience m'interpellent.

« Chaque fois que l'on remet le voile au cœur de l'actualité, cela ne fait qu'exacerber le désir des femmes de porter le niqab, explique-t-elle. J'ai commencé à travailler sur ce sujet en 2008, avant que cela soit médiatisé, et lorsque la polémique a enflé, j'ai observé que de plus en plus de femmes choisissaient de le porter, dans une volonté de désobéissance civile. Quand elles portent le voile, ces femmes sont souvent découragées par leurs parents, elles luttent dans leurs propres familles, beaucoup d'entre elles m'ont confié porter le niqab "grâce" à la loi qui l'interdit, car elles ne savaient pas que cela existait. »

Agnès de Féo sait de quoi elle parle : dans son livre *Derrière le niqab*, dix ans d'enquête sur les femmes qui ont porté et enlevé le niqab, la sociologue a entrepris d'interroger plus de deux cents femmes portant le voile intégral en France durant une dizaine d'années. Les statistiques qu'elle possède sont affolantes : dès lors que la question du voile est évoquée dans les médias, des femmes guère renseignées lui confient avoir envie de le porter à leur tour. Esprit de contradiction ?

Peu après, je publie pour *Marianne* un article critique sur une nouvelle lubie militante que j'ai découverte lors de mes recherches, intitulée « racisme de volume ». J'y déconstruis l'idée émise par certains selon laquelle les Blancs s'agaceraient du bruit que feraient les personnes racisées uniquement car elles ne sont pas blanches. Je conclus mon article en expliquant que le bruit dans les transports n'est pas lié à une couleur de peau, mais à une question d'éducation, ce qui me vaudra malgré tout un harcèlement massif. La raison ? Le choix par la rédaction pour illustrer mon papier d'une photo de trois femmes prise lors d'un mariage kabyle. « Je suis choqué ! Je ne suis pas une personne à engager des polémiques, mais le magazine *Marianne* a utilisé des photos de ma famille sans mon autorisation. D'autant plus que ces femmes ne sont plus de ce monde », réagit sur Twitter Samir Aït Saïd[2].

Il n'en fallait guère plus pour que tous s'emballent : militants, politiques, associations, j'ai même droit à un article dans *Libération* ! Pour ceux qui le lisent (une minorité, hélas), les accusations de « racisme » et

d'« islamophobie » qui nous visent, le journal et moi, sont finalement supprimées. Mais les nombreux sobriquets tels que « traîtresse », « pas vraiment marocaine » ou encore « mulâtre » m'atteignent plus que je ne le pensais. La question, jusqu'ici vaguement évoquée avec mon psychanaliste, tourne aujourd'hui en boucle dans ma tête : aurai-je les reins assez solides à la sortie du livre ?

Il n'a fallu finalement qu'une banale querelle familiale pour que je fasse ce qu'il y a de plus facile et insatisfaisant à la fois pour un auteur. Ne plus écrire.

Tout me paraissait trop immense. Le moindre conflit, la plus petite remarque et j'étais piquée au vif, oscillant entre susceptibilité et sensibilité larmoyante. Les doutes se bousculaient sans cesse, comme des soubresauts de fin de vie : la cancel culture impitoyable allait-elle déguster et digérer tous mes projets littéraires futurs à commencer par mon livre en cours ? Mon cerveau refusait catégoriquement d'écrire une seule misérable ligne de plus, malgré mes tentatives. J'avais la déconcentration facile et préférais m'immerger corps et âme dans des articles qui tenaient en quelques pages.

Ruben Rabinovitch avait raison lorsqu'il avait esquissé quelques mois plus tôt un diagnostic de dépersonnalisation. Je dissociais complètement : incapable de rédiger, ou même tout simplement de consigner, la moindre ligne, je ne me reposais pas pour autant sur mes lauriers et entreprenais plusieurs immersions : le réel me rassurait.

Après une tentative de prise de contact guère fructueuse avec le collectif Collages Féminicides de Paris, sans doute occupé à préparer son documentaire tiré de *Notre colère sur vos murs*[3], je me rapproche, par le biais des réseaux sociaux, de sa succursale montreuilloise. « Dans 10 féminicides c'est Noël », « PMA pour touxtes[4] » ou encore « Le sexisme est partout, nous aussi » : je note certains collages au plus près de la sacro-sainte inclusivité comme « Soutien à nos adelphes américain.es, l'IVG est un droit » où l'on peut observer que pour se prémunir de toute accusation de transphobie, ces colleuses ont bien pris soin de ne pas lier avortement et « femmes », à l'instar du Planning familial qui avait déclenché une polémique durant l'été 2022[5].

Dans un message où je mentionnais mon bref CV militant, comme ma participation au service d'ordre de la pride radicale, je me suis montrée plus que motivée à rejoindre les colleuses et à leur faire des dons. Malgré une réponse engageante d'une certaine Sonia[6] – « Nous serons ravies

d'accueillir une militante déterminée, je te préviendrai de la prochaine session » –, je restais sans nouvelle.

Mi-septembre, je me décide à participer à leur cagnotte PayPal afin de les amadouer. Après des remerciements sincères, je reçois quelques jours plus tard le feu vert tant attendu : « Hello, on colle ce soir. Est-ce que cela t'intéresse ? 19 h 30. RDV place de la Mairie près de la petite fontaine », m'écrit pour seules instructions la mystérieuse Sonia.

Vêtue d'un gros sweat et d'un foulard masquant plus ou moins mes longs cheveux potentiellement reconnaissables, j'assure mes arrières en cas d'arrestation policière et préviens mon éditeur par mail de l'aspect illégal de ma soirée en immersion. Après avoir guetté la foule durant quelques instants, je devine que la petite brune à la coupe au carré, aux pommettes saillantes et au teint mat occupée à remplir un seau d'eau, ne peut être que la colleuse en chef.

« On a beaucoup de demandes de nouvelles colleuses en ce moment, ça fait plaisir ! » s'enthousiasme Sonia pendant que nous attendons une certaine Zoé, elle aussi venue découvrir le collage pour cette session.

Bientôt 40 ans, alors que je lui en aurais donné à peine 30, Sonia milite depuis de nombreuses années. Sur son visage aux traits fatigués, je devine un profond engagement et les stigmates des tourments que peuvent infliger les dérives militantes féministes.

« On a pas mal de colleuses qui ont quitté l'antenne de Montreuil après plusieurs polémiques… Garance[7] et moi, on fait partie des rares à être restées et à coller régulièrement », soupire Sonia.

Je sens que quelque chose coince, qui me rappelle les allégations tenues par Alice, ma binôme, lors de la pride radicale. Mais pas le temps d'approfondir, la jeune Zoé, la vingtaine ardente et la hâte de l'étudiante qui s'enflamme pour une noble cause, nous rejoint.

« Dès que la colle est prête, on part en repérage pour trouver des murs où placarder nos messages. Cette fois-ci, c'est moi qui les ai préparés sur des feuilles A4, mais les prochaines fois vous apporterez vos propres messages ! » nous encourage Sonia alors que nous nous mettons en route, portant seau et pinceaux.

Nous déambulons près de la mairie de Montreuil à la recherche d'un « spot », c'est-à-dire bien visible, non pollué par de précédentes affiches et dont le revêtement n'empêche pas une bonne accroche. Rendue anxieuse par la proximité du commissariat, je demande prudemment à Sonia

comment elle fait pour paraître si sereine.

Une sérénité relative, car sa réponse finit tout de même par une mise en garde : « À Montreuil, la mairie nous laisse faire nos collages, les flics ont été prévenus, ils en ont même parlé lors d'un conseil municipal. Par contre, il faut faire très attention à la limite entre Montreuil et Vincennes ! Les flics de là-bas ne rigolent pas et rappliquent en deux secondes, et le lendemain le collage est déjà retiré », nous avertit Sonia.

J'inaugure mon tout premier mur non loin du cinéma de Montreuil et choisis comme premier collage le très symbolique « #jesuismahsaamini », assassinée dix jours plus tôt – le 16 septembre 2022 – par la police des mœurs iranienne, et depuis érigée en symbole des manifestations qui secouent le pays. Toutes trois très émues, nous craignons moins de nous dévoiler, comme soudées en hommage inconscient à nos « sœurs de lutte », ainsi que les nomment certaines féministes. Zoé nous raconte son job étudiant, ses cours et ses doutes, ses envies, ses lubies, son idylle. Sonia y allant aussi de sa confidence : « Nous avons dû faire face à deux gros problèmes, à Montreuil, mais aussi au niveau national. J'ai d'abord été accusée d'islamophobie après avoir collé des messages sur des petites filles voilées dès leurs 12 ans que je pouvais croiser à Montreuil. Beaucoup de filles qui collaient avec nous se sont désolidarisées et trouvaient anormal que je m'en "prenne" à des jeunes musulmanes. »

Zoé, muette, n'ose pas se prononcer. Je l'avais repérée peu après son arrivée, alors qu'elle nous parlait « déconstruction » et « violences de genre » : impossible pour la Zoé féministe intersectionnelle et « racisée » de donner raison à Sonia sans se rendre coupable d'islamophobie à son tour. De mon côté, je ne peux retenir des soupirs agacés et lui confirmer ma solidarité. J'en profite, à pas de loup, pour aborder avec Sonia le sujet de Marguerite Stern, alors que nous commençons notre deuxième collage – « Mahsa 22 ans : assassinée pour avoir mal porté son voile ». Zoé, ravie d'avoir assisté à l'avant-première du documentaire *Riposte féministe* sur l'histoire des collages, ne voit pas en quoi l'absence de Marguerite pose problème. Après tout ce n'est pas elle la créatrice des collages ?

« Ah non, je te confirme que c'est bien Marguerite Stern qui nous a initiées toutes aux collages, j'y étais dès les débuts, et on était très nombreuses, avant les divergences de lutte. Les collages, c'était son idée, elle a même organisé des ateliers pour nous montrer comment faire. »

Si Sonia ne partage pas les prises de position de Marguerite Stern au sujet des personnes transgenres, son féminisme l'empêche de vouloir ôter à une

femme la légitimité de sa création, ce que je trouve louable.

« On a été accusées d'être des TERF ! » se remémore Lola, amère.

À ma grande surprise, surtout quand on peut lire sur les murs de la ville de Montreuil le soutien des colleuses aux personnes transgenres, j'apprends que Sonia et quelques colleuses ont été victimes de ces accusations de transphobie pour une seule raison : « S'être opposées ouvertement au fait d'aller menacer ou agresser ces filles. On est contre toute forme de violence », martèle Sonia, écœurée par les départs qui ont suivi cette énième « trahison ».

Alors que nous collons en bas d'un immeuble le message « La religion détruit les femmes », je me rends compte que je m'étais totalement trompée au sujet des colleuses de Montreuil. Leur inclusivité affirmée m'avait fait les cataloguer comme « woke », et à aucun moment je ne m'étais intéressée ni à leurs revendications ni à leur courage. Car coller presque toutes les semaines, qu'il pleuve ou qu'il neige, des messages de lutte pour les femmes victimes de violences conjugales en espérant qu'un coup d'œil au détour d'une avenue leur rappelle qu'elles ne sont pas seules, c'est bien le premier acte réellement militant que j'avais pu observer depuis le début de l'enquête. Rejointes par la fameuse Garance, une très belle jeune femme aux longs cheveux châtains et au timbre de voix ferme et décidé, nous finissons notre formation à la nuit tombée, après quelques remontrances de voisins fâchés de voir des collages « salir » leurs murs.

« Je suis vraiment contente de vous compter parmi nous. La prochaine fois, j'y tiens, ça sera vos slogans et vos collages. Je peux vous filer du matériel si besoin. Et bien sûr vous n'êtes pas obligées de coller des messages avec lesquels vous n'êtes pas d'accord », nous rappelle Sonia, le regard fier après notre dernière session collage très stressante, car très proche de la ville de Vincennes.

Je reçois les encouragements et les félicitations sincères de Garance et Sonia avec culpabilité : je trompe volontairement ces deux femmes engagées qui espèrent revenir à un féminisme sororal sans conflits militants. Comme pour atténuer ma culpabilité, je tends avant de partir un billet de 20 euros à Garance, la trésorière. « Mais tu es sûre que ça va aller ? On ne veut pas que tu te sentes obligée de faire un don, ta motivation et ton temps, c'est déjà génial ! » s'inquiète Garance.

Alors que je tombe chaque jour sur des cagnottes de militants « racisés » ou « LGBTQIA+ » tous précaires ou souhaitant que l'on finance leur mastectomie, leur voyage ou que l'on commande pour eux des cadeaux de

leur liste de Noël 2.0, je suis au contraire fière de donner à mon tour à un féminisme que je trouve pour la première fois sincèrement louable.

En rentrant, après avoir mis de l'ordre dans mes notes, le sentiment de trahison m'empêche à nouveau de reprendre l'écriture du livre lorsque je me retrouve face à la lumière bleue de mon document Word. Malgré l'heure tardive, je réserve un rendez-vous avec Ruben Rabinovitch pour la semaine qui suit.

Et si le but central du wokisme, c'était ça : faire que nous nous sentions coupables ?

Notes

1. Docteure en sociologie de l'EHESS et chercheuse associée à l'IREMAM.

2. Gymnaste français d'origine algérienne, porte-drapeau de la délégation française aux Jeux de Toyo en 2020, il fait partie du collectif Champions de la Paix de *Peace and Sport*.

3. Éditions Delcourt, 2021. Le film *Riposte féministe* sortira le 9 novembre 2022.

4. Ici, le « tous » et « toutes » est genré au neutre pour garantir une inclusivité.

5. Durant l'été 2022, l'association du Planning familial s'est retrouvée au cœur d'une énorme polémique après avoir diffusé des affiches intitulées par exemple « Au planning on sait que des hommes aussi peuvent être enceints » avec une illustration comportant deux hommes transgenres dont l'un dit « racisé » et le ventre arrondi par une grossesse.

6. Prénom modifié.

7. Prénom modifié.

10

La crainte de l'impalpable

Si l'antre de Ruben Rabinovitch ne me paraît pas aussi accueillant qu'à l'accoutumée, cela ne vient ni de sa manière élégante, pudique et délicate de m'appeler « ma chère », ni de la pluie qui tapote poliment aux carreaux de son cabinet mais du malaise au sujet de cette enquête, et qui me suit jusque dans ce lieu que je voyais encore il y a peu comme un havre éphémère dans ce combat immersif.

Alors que Ruben Rabinovitch nous prépare des cafés, j'entreprends de combler, comme je peux, le silence.

« J'ai réussi à infiltrer les colleuses ! Vous savez, ces filles qui laissent des messages collés aux murs des quartiers, vous êtes forcément passé un jour devant… »

Ruben opine du chef, sans pour autant m'offrir une porte de sortie qui permette que je m'interrompe.

« Je suis sincèrement surprise de ce que j'y ai trouvé », dis-je en m'emparant de la tasse fumante tandis que Ruben Rabinovitch reprend sa place derrière son bureau. « Elles aussi subissent cette cancel culture ambiante. Moi qui croyais que le féminisme inclusif en était exempt. Comme quoi, la pureté militante ne nettoie pas suffisamment bien la Parfaite Féministe de ses privilèges… »

Je lui confesse ma peur du torrent de haine qui risque d'accueillir la sortie du livre.

« Est-ce que j'ai raison d'écrire sur ce que j'écris ? Je suis biberonnée au contenu féministe engagé que je regarde toute la journée sur les réseaux sociaux… Attention il y a beaucoup de choses nécessaires comme le droit à l'avortement, la liberté des femmes ! Mais c'est juste qu'il y a un truc qui bloque et que je n'arrive pas à sortir…

– Un “truc” que vous n’arrivez pas à sortir ?

– Je vis mes moments en immersion, mais dès qu’il faut sortir de mon autre identité, me mettre devant une page et écrire, assumer un point de vue, je n’y arrive pas. »

Ruben Rabinovitch prend des notes aussi vite que je m’exprime et, après avoir réajusté ses larges lunettes, me regarde.

« Ma chère, c’est extrêmement précieux d’évoquer cela. Je dirai encore une fois qu’ici vous pouvez parler librement. Quand je vous reçois, je vous reçois en tant qu’analyste et non pas en tant que “le mec qui aura peut-être son nom dans votre livre”. La première chose à retenir, c’est que la peur n’est pas un signe de lâcheté. »

Je tressaille et associe de manière immédiate peur et couardise.

« Après, à voir ce que l’on en fait de cette peur », ajoute-t-il. Avoir conscience d’avoir peur, ce n’est pas de la lâcheté. Si vous veniez à aller au bout de ce beau projet, ça vaudrait même le coup d’écrire dessus. Vous vivez quand même une mise en abyme : votre main est retenue, inhibée par cette chape de plomb et cette agressivité sur laquelle vous travaillez justement. »

Le scientifique qui craint ce qu’il dissèque en somme. Il n’empêche que j’ai peur de quelque chose d’impalpable, et que mon processus d’écriture ne se résume aujourd’hui qu’à détailler la succession de chapitres, point par point, sans qu’une véritable phrase n’en émerge.

« Attention, écrire ne veut pas dire publier. Une fois que ce sera écrit, vous verrez ce que vous en ferez. Je vais vous raconter une anecdote qui a eu lieu peu avant la parution de ma note sur le wokisme pour la Fondation Jean-Jaurès. »

La mine concentrée, Ruben Rabinovitch me raconte qu’en 2021, lorsque Renaud Large[1] et lui s’apprêtaient à publier leur travail, tous deux ont choisi de la faire lire à un ami commun, gravitant dans un milieu médiatique. « Cet ami m’a appelé un jour extrêmement paniqué, il me disait qu’il fallait retirer des éléments, que j’y allais beaucoup trop fort et que ça allait être un carnage pour moi à la sortie. Risque de harcèlement, menaces, il m’a même fait remarquer que mon cabinet étant ouvert sur Doctolib, n’importe qui pouvait prétendre prendre rendez-vous. »

Ruben Rabinovitch m’avoue que son seul soulagement à ce stade était de ne figurer sur aucun réseau social, ce qui ne l’empêchait pas de se demander s’il évaluait vraiment l’ampleur de la menace. S’il était hors de question pour lui de retirer un mot de cette note, il a toutefois opté pour la

prudence en supprimant son numéro de téléphone et en fermant les commentaires et avis en ligne pour ne pas jouer les matadors.

« Eh bien, hormis quelques menaces, des injures antisémites, rien de bien trépidant ne nous a attendus lors de la sortie ! Et je dois vous avouer qu'en découvrant les critiques insultantes, ça m'a complètement fait jouir ! C'est dire à quel point je suis tordu. C'était une joie mauvaise qui me flattait : j'avais visé juste ! »

Je l'écoutais, patiente mais crédule :

« Je pense déjà qu'il faudrait vous demander quelle est la représentation de ce qui vous fait peur, me dit-il, et ce qui vous fait douter. Et douter n'est pas non plus pécher. On a presque envie de se dire : Encore heureux !

– Grâce à ma veille sur les réseaux sociaux, mon suivi en manifestations, je vois à quel point tout va trop vite dans le camp dit "du bien", et j'ai peur d'être jugée comme quelqu'un de mauvais, ce qui est très manichéen, j'en conviens. Je passe du temps à parler avec ces féministes et j'ai l'impression de les ligoter moi-même sur le bûcher.

– Mais très concrètement, quelle est votre peur ? Être agressée ? Harcelée ?

– Être souillée. Que mes proches aient une vision négative de moi lorsqu'ils seront confrontés, eux, sur les réseaux sociaux, à la haine que je vais susciter. Je suis quelqu'un de droit et de loyal, mes proches doivent pouvoir le confirmer et ne pas en douter.

– C'est clair, si vous choisissez d'arrondir votre travail, d'émousser la lame de votre couteau, vous prenez le risque de ne plaire à personne. »

J'ai l'impression, enfin, de tenir quelque chose : je suis à la fois perdue, convaincue, persuadée, effrayée à l'idée d'offenser quelqu'un ou qu'une parole de trop ne déclenche une tempête. Je représente en somme la masse passive des Français qui, tout comme moi, ne vont ni liker, ni retweeter, et encore moins se forger un avis définitif ou chercher une solution.

« J'ai comme étrange métaphore les figures d'Éric Zemmour et de Christine Kelly lors de leur émission partagée, avant sa candidature. Si l'on fait fi de toute position idéologique, je pense plutôt à l'aspect de figure. Je préfère être une Christine Kelly qu'un Éric Zemmour, je ne cherche pas l'éditorialisme, ni le tranchant ni la verve agressive ni l'opinion convaincue, mais plutôt l'éloge de la mesure. »

En repliant ses feuilles noircies de notes griffonnées avec concentration, Ruben Rabinovitch se permet un jeu de mots comme question finale : « Où en êtes-vous alors dans votre Je(u) d'immersion ? »

Je souris doucement. Ce qui me hante, c'est de m'apercevoir à quel point cet aspect des privilèges, que ces militants s'acharnent à vouloir déconstruire en une pâle copie de la Révolution, fonctionne sur moi. Privilège blanc, privilège hétérosexuel, privilège mince, privilège cisgenre, privilège « bourgeois[2] », privilège parisien, privilège français, privilège « valide[3] », privilège « déiste[4] » ou encore privilège « vivante » si l'on extrapole à l'envi, ma culpabilité en prend pour son grade.

« J'en suis au stade où j'ai peur de perdre le jeu », lui confessé-je en clôturant l'heure de séance sous son regard indéchiffrable.

Notes

1. Essayiste et expert associé à la Fondation Jean-Jaurès.

2. Si l'on se fie au baromètre « riche » des militants, ma position et mes revenus de journaliste et autrice me cataloguent inévitablement comme privilégiée.

3. Je ne souffre d'aucune pathologie psychiatrique et suis en relative bonne santé, ce qui fait de moi une privilégiée.

4. Bien que je croie en Dieu, je ne peux hélas pas me prétendre victime d'« islamophobie ».

11

Journées à Paris-VIII, le retour sur les bancs de la fac

Alors que le plaisir d'écrire pointait doucement le bout de son nez, mon inscription à la fac de Paris-VIII en tant qu'auditrice libre semble enfin se concrétiser, après des semaines de combat intensif. Je m'y rends pour la première fois le 15 novembre, guettant la nostalgie de mes années estudiantines. Après une licence de lettres modernes et un master en littérature du genre que j'avais, honteusement à l'époque, laissé tomber peu avant de soutenir mon mémoire de fin d'études pour vivre pleinement l'aventure de mon premier livre, revenir sur un campus me rend presque fébrile. Cafés noisette instantanés, cafétéria bondée et pizzas réchauffées, amphis endormis et professeurs pompeux, je prends le métro direction Paris-VIII pleine de souvenirs de mes années Sorbonne.

Mais quand j'arrive au terminus Saint-Denis-Université, je déchante. Mes lecteurs les plus agacés, sans même se renseigner un tant soit peu sur mon parcours, me cataloguerons immédiatement dans la catégorie « bourgeoise privilégiée qui passe de la Sorbonne au 93 ». À l'époque, résidant en banlieue parisienne lointaine, je cumulais chaque jour plusieurs heures de RER pour suivre mes cours, sur le campus Malesherbes, en parallèle de mon job de surveillante.

Ce n'est pourtant absolument pas la faculté en tant que bâtiment qui m'interpelle, mais plutôt ce que j'y découvre. Après être parvenue à m'inscrire définitivement et à payer mes cotisations, je me balade dans le campus, rapidement hébétée. Le discours militant dans lequel je m'immerge depuis des mois est comme incarné, gravé sur tous les murs de cette fac : « Panik à bord, maman j'ai peur de m'faire tuer par ces gros porcs[1] », « « Je refuse d'acheter les produits des criminels de guerre, je boycotte Israël », ou encore le fameux slogan « Bourgeois vous êtes des assistés des fainéants des

inutiles » et même la plus placardée : « Surveillance, répression, violences : à bas la police et l'autoritarisme d'État ! »

Toutes les affiches sur lesquelles je tombe semblent être là depuis un bon moment[2] et sont inscrites dans le paysage visuel des étudiants, à l'instar de l'élégant tag indélébile qui trône en guise de phrase d'accueil pour tous les élèves et professeurs empruntant l'escalier qui mène au bâtiment B : « COPS ARE BASTARDS ».

Parmi les affiches aux messages vengeurs, une en noir et blanc attire mon attention : j'y reconnais Anasse Kazib[3], l'un des candidats à la présidentielle de 2022. Ce cheminot militant et trotskiste, proche d'Assa Traoré, s'est fait remarquer aux dernières élections par des propos bien différents de ceux tenus, par exemple, par une Arlette Laguiller. L'équipe du candidat aurait d'ailleurs été accusée par la maire de Flacourt de « harcèlement » afin d'obtenir son parrainage pour les élections.

Guère adepte du drapeau français qu'il estime « entaché par l'impérialisme » avec lequel nous aurions « collaboré avec les nazis » et « fait la colonisation », Anasse Kazib affirme sans remords que « oui la police tue » et récite un discours intersectionnel, en tout point semblable à celui des aficionados du « wokisme » que je côtoie depuis des mois. « Pour moi, le vrai privilège qui existe, c'est un privilège de classe, et derrière il y a une classe dominante qui perpétue des oppressions raciales, des oppressions patriarcales et cherche par là à nous diviser », argue-t-il dans une interview donnée au *Point*. Cet amateur de Twitter a même érigé selon lui un « top 10 de la fachosphère* » où figurent sur le podium des noms comme Zineb El Rhazoui[4], Caroline Fourest[5] et même Rachel Khan[6]. Avec une volonté de montrer patte blanche face au féminisme intersectionnel, Anasse Kazib semble malgré tout avoir une dent contre les femmes arabes républicaines, universalistes et laïques telles Sonia Mabrouk[7], Fatiha Boudjahlat[8] ou encore Zohra Bitan[9].

Je m'approche de l'affiche et déchiffre le message réservé aux étudiants de Paris-VIII : « Mardi 8 novembre à 18 heures salle CO27 : Guerre, crise et lutte des classes. Pourquoi s'engager dans une organisation révolutionnaire ? Échange avec Anasse Kazib. » Le militant a donc ses entrées auprès des jeunes au sein même de leur campus dans leur salle de classe.

Après m'être baladée dans chaque étage et avoir repéré les intitulés des

cours, je décide de me rendre peu après à celui d'un certain Michel Kokoreff, intitulé « Sociologie de la déviance ». Mais en attendant, j'opte pour un déjeuner dans la cafétéria de l'établissement sobrement dénommée « cafétéria du campus ». Pizzas, paninis, pâtes, burgers mais aussi plats africains, les options me paraissent assez variées jusqu'à ce qu'un détail attire mon attention : « Pâtes carbonara aux lardons de veau » ou encore « Pizza regina au jambon de dinde », je remarque rapidement qu'aucun des plats proposés ne contient du porc. Au quotidien, je ne sourcille jamais lorsque je peux observer des options végétariennes ou sans porc à la cantine ou dans des restaurants, mais qu'une carte entière d'une cafétéria estudiantine remplace volontairement toute trace de porc me rend pantoise.

Après avoir picoré mes frites, j'opte pour un dessert et un café que je compte prendre sur le sympathique stand « food truck » dans la cour intérieure de la fac. Outre des desserts et cafés à des prix peu élevés, le stand propose des plats, sandwichs et repas aux étudiants qui se pressent pour déjeuner. En déchiffrant la carte, je constate là encore qu'un astérisque se trouve à côté des plats, pour rassurer les étudiants sur le fait qu'aucun d'entre eux ne contient de porc. Seule la cantine du CROUS, accessible grâce à une carte, semble proposer de temps en temps des lardons ou du bacon à leurs adhérents, comme je pourrai le constater lors de certains de mes passages[10].

Je gravis les marches et m'installe dans l'amphi B014 dans lequel se trouve Michel Kokoreff, un quinquagénaire aux lunettes rondes et au col roulé marron, sociologue connu pour son engagement militant et son souhait de dépénaliser le cannabis. Je comprends mieux pourquoi il assure le cours du second semestre sur la « sociologie de la police » après avoir lu le titre d'un de ses livres : *Violences policières, généalogie d'une violence d'État*[11]. Le cours d'aujourd'hui, réservé aux L2 (deuxième année de licence) de sociologie, porte sur les « violences de genre et violences sexuelles ». Après être rapidement revenu sur le mouvement #metoo, Kokoreff s'agace du manque d'implication de ses élèves et en vient même à lâcher la phrase (plutôt ironique quand on connaît le travail du sociologue) : « Je ne suis pas là pour faire la police ! » Alors qu'il se penche sur des enquêtes sociologiques menées sur différents panels de personnes, Kokoreff nous teste en nous demandant de réciter les termes qui composent l'acronyme complet « LGBTQIA+ ». « Quelqu'un peut m'aider ? Personne ? Bravo. Bon, ça me reviendra… », soupire l'enseignant devant le mutisme de l'amphithéâtre.

Comme tout bon sociologue, Kokoreff nous enjoint d'analyser les échantillons sélectionnés lors des enquêtes et sondages, particulièrement ceux étudiés durant le semestre et qui ont pour sujet les violences. « Il est important d'étudier aussi les violences faites sur des populations mal identifiées dans des enquêtes classiques, à savoir les étudiants, les personnes LGBTQIA+, les personnes en situation de handicap et les migrants ou descendants de migrants », rappelle Kokoreff.

Rapidement, l'enseignant aborde les colleuses et leurs actions pour mettre en lumière les violences conjugales. Si le sujet des meurtres commis au sein des couples est évidemment nécessaire, j'ai toutefois l'impression que le cours de Kokoreff ressemble davantage à un copier-coller de post Instagram de féministes, qui ont, elles, au moins le mérite de faire cela bénévolement.

Soudain le regard plus ombrageux, Kokoreff nous raconte des anecdotes d'emprise, de violences sexuelles et de chantage au sein de la faculté. « Un professeur de l'université a été accusé par une nouvelle enseignante de gestes déplacés et propos sexistes et sexuels. Il a nié mais la procédure a été mise en place très rapidement, la commission disciplinaire a été saisie et l'enseignant a été suspendu. Mais la suspension a finalement été annulée au bout de six mois, ou un an, ce qui invalide les torts subis par la victime. Bon, évidemment, tout citoyen bénéficie de la présomption d'innocence… Je vais vous lire l'article de Mediapart qui en parle. L'enseignant, car je n'ose pas dire le "collègue", a invoqué le fait que la nouvelle jeune collègue lui aurait fait du charme pour obtenir un aménagement d'emploi du temps… Et c'est l'université qui a payé ses frais d'avocat », s'insurge Kokoreff.

Les étudiantes restent silencieuses, qu'elles affichent des cheveux bleus ou même un voile. Seul un garçon participe et réagit de temps en temps, ce qui semble plaire au professeur visiblement las de soliloquer.

« Depuis décembre 2018, on observe une multiplication de témoignages d'étudiantes qui parlent de harcèlement sexuel et d'insultes à caractères sexistes de la part d'étudiants ou de gens à l'extérieur. On voit la gêne de l'université, peu de procédures disciplinaires sont prononcées… Parfois on a donc besoin de passer par Mediapart pour comprendre ce qui se passe ici, parce que évidemment la présidence ne communique pas. On a eu par exemple des problèmes avec certains vigiles, plusieurs étudiantes ont dénoncé des comportements inappropriés », insiste longuement Kokoreff.

Si les remarques de l'enseignant me paraissent très importantes, je ne comprends toutefois pas en quoi elles ont leur place dans un cours de

deuxième année de sociologie. Mal à l'aise, j'ai la nette impression que nombre de ses longues observations (le cours dure en effet trois heures) relèvent beaucoup plus d'un discours militant que d'un cours d'université. Je ne dois sans doute pas être la seule à le penser puisque aucun élève ne réagit, ni ne commente ou ne note durant ses longues tirades tout droit sorties d'un live ou d'une vidéo de militantes féministes.

Le discours du sociologue m'aura au moins donné envie de me rendre à 18 heures à la réunion du collectif Féministe et Queer de Paris-VIII.

Si cette asso étudiante a attiré mon attention, c'est bien par la précision inscrite sur ses affiches placardées dans la fac, mais aussi sur ses réseaux sociaux. « Sans hommes cis », peut-on lire. Pourtant revendiquée « intersectionnelle, antivalidiste, anticapitaliste et anticoloniale », l'interdiction totale à TOUS les hommes cisgenres semble obséder les féministes, en attestent les commentaires sur les réseaux sociaux : « Est-ce en non-mixité complète ou les hommes cis queers peuvent-ils venir assister à cette assemblée ? » Refus de la part du collectif. Pour la première fois, je découvre que l'homosexualité ou la couleur de peau ne suffisent pas pour être admis dans des réunions. Par réflexe « déconstruit », je m'interroge : « Pourquoi des femmes blanches et hétérosexuelles décident-elles d'évincer d'une salle de classe des hommes noirs et homosexuels ? » Comme quoi, il est très facile de trouver des failles dans leur système de pensée. C'est une vraie réponse de leur part que je souhaite obtenir ce soir.

À 18 heures, je retrouve donc dans le hall d'un des bâtiments le collectif qui avait pris soin de mentionner sur l'affiche qu'il n'y avait « pas besoin de diplôme en féminisme, toutes les personnes intéressées, les étudiantes.es comme le personnel, étant les bienvenues ! (Sauf si t'es un mec cis) ».

Si je les catégorise immédiatement comme étant des filles (ce qui n'est déjà pas très inclusif de ma part), je m'étonne toutefois de la présence d'un garçon dans des rangs assez homogènes où l'on compte nombre de cheveux colorés et de piercings argentés. Comme je n'ose pas le faire remarquer par peur d'être épinglée comme transphobe, je prends le temps de détailler l'individu avant de constater du vernis bleu qui orne discrètement ses ongles. Cette personne ne se considère sans doute pas comme un « homme cisgenre » mais peut-être comme un « non-binaire » et aurait donc parfaitement le droit selon la règle imposée par le collectif de participer avec nous à cette assemblée générale.

Après avoir maugréé contre les autres collectifs qui ont entrepris d'arracher leurs affiches, dans une sorte de guerre militante basée sur l'occupation de l'espace, les fondatrices nous proposent de rejoindre une certaine Irene dans la salle réservée à l'assemblée générale. Si je tique déjà en me disant qu'une salle de classe de la faculté est donc interdite d'accès à des hommes cisgenres, qui n'ont rien fait d'autre que de naître ainsi, le nom d'Irene me fait relever la tête. Militante se revendiquant de l'« anarcho-féminisme », Irene Garcia est également, à 21 ans, l'autrice de deux ouvrages : *La Terreur féministe : petit éloge du féminisme extrémiste*[12] et *Hilaria* : *récits intimes pour un féminisme révolutionnaire*[13]. Mais si je connais la jeune étudiante, c'est grâce à (ou à cause de ?) son action le 1er février 2019, sobrement intitulée « tout tacher ». Durant une journée entière, la jeune activiste a entrepris de se balader dans Paris sans protection périodique afin de laisser ses menstruations couler « publiquement » pour sensibiliser à la lutte contre la précarité menstruelle. Remarquée par certains médias (le média féministe Madmoizelle avait d'ailleurs honteusement qualifié dans son article les personnes qui ont leurs règles de « femmes », ce qui aujourd'hui serait considéré comme purement transphobe), Irene avait fait sensation. À l'époque déjà, s'il m'était tout à fait compréhensible de militer pour une aide au financement des protections hygiéniques, non négligeable pour les étudiantes, j'avais immédiatement pensé aux personnes chargées de l'entretien des transports, et donc contraintes de nettoyer derrière Irene. Aujourd'hui, toujours militante, Irene préside l'assemblée générale et appelle à une « grève féministe » le 8 mars (Journée internationale des femmes) pour la défense des personnes précaires et ouvrières mais surtout contre la bourgeoisie.

« Il y a différentes manières de faire la grève, et notre but ici sera de réfléchir ensemble et de trouver ce que l'on veut revendiquer », nous explique Irene après que nous avons installé les tables en cercle.

Yuna[14], l'autre fondatrice du mouvement, est moins assurée que sa camarade lorsqu'il s'agit de s'exprimer à l'oral : « L'idée c'est que tout le monde soit là en tant qu'individu et non comme représentant d'on ne sait quel collectif, même s'il est bien de dire si on fait partie de telle ou telle autre association… Euh… Bon, du coup, comme dans toutes les assemblées, euh… Une personne anime, mais, euh, chacun peut intervenir l'un après l'autre, euh… il faut respecter la parole des autres, euh… On travaille aussi avec, euh, les mains en disant avec des gestes quand on est, euh, d'accord ou pas d'accord. »

Comme aujourd'hui en amphi, le silence est de mise. Irene jette des petits regards autour d'elle et reprend la parole en attachant ses cheveux roses : « On peut se répartir en petits groupes afin de savoir ce que représente le fait de faire la grève, ce qu'on revendique et comment on peut la faire à Paris-VIII. Ensuite on se réunit et on discute tous ensemble. »

Là encore, personne ne réagit, alors que nous sommes environ une dizaine. Je suis moi-même peu à l'aise avec les silences et tente d'opiner du chef pour les encourager à poursuivre.

« Pour cette première réunion, on a proposé en non-mixité car – euh – c'est comme ça qu'on fonctionne. Mais euh… C'est une question qu'on veut soumettre au vote, on peut débattre hein… », ajoute Yuna, cherchant du regard l'approbation du cercle.

J'en profite pour lever la main, avec un sourire que je veux poli et rassurant.

« Je vous avoue que je me suis quand même demandé pourquoi on n'incluait pas au moins les hommes cisgenres, racisés ou gays ? Quand j'ai échangé avec des personnes issues de ces minorités, je n'avais aucun argument à leur donner qui justifie l'interdiction de leur venue. »

J'essaie d'être prudente et de ne pas éveiller les soupçons en employant un jargon inclusif, intersectionnel et engagé. Personne n'ose me répondre, le silence se prolonge et je laisse échapper un petit rire gêné.

« Bah… De ce qu'on s'était dit euh… En fait… C'est qu'il y a justement beaucoup de collectifs où ils sont euh… accueillis déjà quoi… Mais euh… Là en fait c'était aussi euh… le moyen de créer un cadre plus spécifique on peut dire… Mais… Voilà quoi », esquisse Yuna, mal à l'aise.

Personne ne dit rien une fois encore. Étonnée, je guette moi aussi des réactions qui ne viennent pas.

« Du coup on reste comme ça ? On change ? » insiste Yuna.

Irene, toujours souriante, prend la parole : « Pour ce qui est de faire des petits groupes, comme on n'est pas nombreux on peut parler tous ensemble peut-être ? »

La question de l'éviction des hommes ne semble pas la préoccuper.

« Bon bah vu qu'il n'y a plus rien à dire sur – euh – la mixité, on peut commencer à parler des grèves », conclut Yuna.

Je n'en reviens pas. Il n'y a donc ni débat, ni échange, ni même une quelconque approbation.

Le reste de la réunion est à l'image de cette discussion : manque d'assurance, multiples hésitations et silences pesants. Seule Irene se montre

vive, éloquente et prompte à prendre des initiatives. Je reste pour ma part très surprise de la différence criante entre les réseaux sociaux où le collectif se veut mordant, strict, laconique et incisif, et la réalité à laquelle je suis confrontée.

Après que le débat s'est porté autour de la question « Faut-il faire la grève des cours si on fait la grève féministe ? », je décide, comme plusieurs personnes, de filer sans demander mon reste.

Finalement soulagée d'avoir été face à de futures détractrices, je me dis que la réputation de la posture des « réseaux sociaux *vs* la réalité » est bel et bien réelle. Est-ce à cause de ces militantes 2.0 que j'ai eu peur d'écrire durant plusieurs mois ? Quel temps perdu !

Notes

1. Porc : surnom péjoratif attribué aux policiers.

2. J'en aurai d'ailleurs la confirmation en y revenant régulièrement.

3. Syndicaliste cheminot et militant trotskiste, Anasse Kazib a fait acte de candidature à l'élection présidentielle de 2022 mais n'a pas recueilli un nombre de parrainages suffisant. Son programme, communiste, révolutionnaire, écologiste, anti-impérialiste et luttant contre les discriminations et notamment en direction de la jeunesse, était soutenu par Assa Traoré, Taha Bouhafs, Kaoutar Harchi et Sasha Yaropolskaya, militante transféministe.

4. Ancienne journaliste à *Charlie Hebdo* où elle échappe aux attentats visant la rédaction, Zineb El Rhazoui est engagée pour la laïcité et dénonce régulièrement la radicalisation islamiste. Ses prises de position contre la religion musulmane lui vaudront notamment d'être l'une des femmes les plus protégées de France et de vivre sous protection policière.

5. Journaliste et essayiste, Caroline Fourest est la directrice du magazine *Franc-tireur*. Engagée pour la laïcité, les droits des femmes et des homosexuels, Caroline Fourest a notamment écrit le très remarqué *Génération offensée* (Grasset, 2020) : « Selon l'origine géographique ou sociale, selon le genre et la couleur de peau, selon son histoire personnelle, la parole est confisquée… »

6. Actrice, juriste, autrice et éditorialiste, Rachel Khan est connue pour critiquer la pensée décoloniale, l'intersectionnalité et les termes tels que « racisés » en estimant qu'ils cloisonnent les esprits. Pour ses engagements en faveur de la laïcité, elle est régulièrement récompensée de nombreux prix et distinctions.

7. Journaliste et autrice, Sonia Mabrouk a publié de nombreux ouvrages et est régulièrement accusée d'être d'extrême droite. Elle dénonce un « islam conquérant » mais assume être de confession musulmane. Elle anime Le grand rendez-vous sur Europe 1.

8. Professeur et militante engagée en faveur de la laïcité, Fatiha Boudjahlat dénonce dans *Le Grand Détournement* (Le Cerf, 2017) l'intégrisme religieux et prône l'universalisme.

9. Chroniqueuse dans l'émission Les Grandes Gueules et autrice, Zohra Bitan se déclare universaliste et laïque. Elle est à l'initiative du livre *#JeSuisMila #JeSuisCharlie #NousSommesLaRépublique : 50 personnalités s'expriment sur la laïcité et la liberté d'expression* (Seramis, 2020).

10. N'étant pas adhérente à la cantine du CROUS, je n'ai en aucun cas consommé de repas destinés aux étudiants les plus précaires, je me suis seulement contentée de vérifier les menus affichés en salle.

11. La quatrième de couverture de ce livre, publié en 2020 aux Éditions Textuel, dit tout de l'outrance du personnage : « Jamais depuis un demi-siècle la France n'a connu une telle escalade de violences des forces de l'ordre alors que les dirigeants politiques s'enferment dans le déni. Preuve en est la loi sur la sécurité globale et son décrié article 24. Michel Kokoreff propose dans cet ouvrage une généalogie des violences policières qui s'inscrivent dans l'héritage colonial, se prolongent en 68 et dans la gestion policière des quartiers populaires aujourd'hui. Il montre comment ces violences sont ancrées au cœur de l'État français. »

12. Éditions Divergences, 2021.

13. Éditions Divergences, 2022.

14. Prénom modifié.

12

Journées à la fac

Je me rends à plusieurs reprises sur le campus de Paris-VIII durant l'année. Que ce soit pour m'imprégner des lieux, ou encore pour découvrir une multitude de cours puisque le contrôle des élèves n'y est pas très rigoureux. Dans les locaux, je m'habitue presque à la haine de la police qui macule les murs, les sièges, les tables – des simples « ACAB » gravés aux « nik les flics » peinturlurés sur les fauteuils. Et si je n'étais finalement qu'une réac ? Pourtant, dans les nombreuses annexes de la Sorbonne, et même au Panthéon, je n'ai jamais été confrontée à autant de graffitis et affiches anti-police, ce qui me questionne forcément sur les consignes données aux agents d'entretien. À Paris-VIII en 2022, 21 290 étudiants sont officiellement inscrits et en France, 34 000 élèves ont formulé un vœu en sociologie sur la plateforme Parcoursup, soit 4 000 de plus qu'en 2021.

Au détour d'un couloir, il m'arrive de noter les intitulés des cours conduisant aux différents masters, comme celui d'études de genre qui propose le mardi de 12 heures à 15 heures un TD de « stratégies d'écriture des désirs lesbiens et queers dans la littérature contemporaine espagnole » juste avant celui d'« éthique et politique du care ». Il est aussi possible le mercredi de découvrir « les restes d'une histoire intersectionnelle de l'Europe du temps présent » puis de se rendre en cours d'« écoféminismes, théories et pratiques », sans oublier le vendredi matin le cours d'« approches décoloniales de la culture et de la communication ».

Au fil des jours, je continue ponctuellement de suivre les cours de Kokoreff, et finis presque par trouver son humour et ses nombreuses anecdotes agréables. Alors qu'il nous introduit à son prochain cours du second semestre sur la « sociologie de la police », Kokoreff entreprend de nous raconter une histoire illustrant le travail qu'il vient d'effectuer sur la

place du marché de Saint-Denis : « Un homme insultait un policier. Il mélangeait le français et une autre langue et se déplaçait en fauteuil roulant. Le policier était armé, comme l'est désormais la police municipale, qui a choisi de faire demi-tour et de retourner se poster contre la voiture, un léger sourire aux lèvres. Aurait-il dû intervenir ? Cette situation en dit long sur les compétences nécessaires aux policiers municipaux en intervention dans la ville parfaitement calme qu'est Saint-Denis, contrairement à ce qu'on peut en dire. »

Kokoreff, maintenant habitué à ce que personne ne réagisse à ses récits, continue sur sa lancée : « Ce n'est pas complètement banal de voir un type en fauteuil roulant insulter un policier qui n'intervient pas. Au fond, le policier a raison : que peut-il faire ? Quelle peut être sa réaction ? Il ne va pas sortir son carnet de contravention ou engager une garde à vue ! La question aurait été tout autre s'ils avaient été plusieurs à insulter le policier, ou encore si les policiers avaient été en surnombre. Cette micro-situation est assez révélatrice du climat qui règne actuellement en France. »

Le même étudiant « participatif » l'interroge sur la notion de *good cop* et *bad cop*, ce qui permet à Kokoreff de recommander les travaux de Didier Fassin[1] sur les forces de l'ordre.

« Chez les *good cops* et *bad cops,* on a le mauvais flic un peu hargneux qui cherche la petite bête et l'individu incriminé qui est dans ses petits souliers. Il switche ensuite avec le flic sympa qui apparaît plus rassurant et fait baisser la tension. Comme le pensent les pires gauchistes de cette université, ce n'est pas systématique. Les militants disent d'ailleurs *violence systémique*. »

Je me lance alors pour la première fois après plusieurs séances où j'étais restée mutique et l'interroge sur l'affaire Adama Traoré : « Elle est spéciale, cette affaire. Il y a une interpellation avec une issue dramatique sur un individu connu des gendarmes et qui a pris la fuite… Mais attention, ça ne justifie pas ce qui s'est passé, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit ! »

Les étudiantes devant moi me jaugent avant de pouffer et de chuchoter « Blanche » et « accent parisien ». Je perds le fil de la réponse de Kokoreff mais note qu'il nuance et dit « des individus que vous appelez "racisés" » sans lui-même choisir d'employer ce terme.

Finalement Kokoreff m'interpelle bien moins qu'un autre enseignant, le professeur T., qui donne cours aux L3 (troisième année de licence) de sociologie. Si son cours sur la généalogie et l'aspect choisi et non choisi des

mariages est très intéressant, certaines de ses remarques me font presque bondir de ma chaise.

« À Paris-VIII il y a une grande diversité d'étudiants, pas comme à la Sorbonne ou Sciences Po. À la Sorbonne j'aurais plus de mal par exemple, car mon auditoire serait plus blanc. Tout mon effort consiste à faire remonter les différences sociales car vous êtes différents les uns des autres et j'essaie de vous le faire dire et de faire ressortir cela. Je veux qu'on me dise qu'au bled ça se passe comme ceci ou comme cela », insiste le professeur T.

Je vois quelques élèves lâcher des « C'est un ouf ce prof », et se regarder mi-gênés, mi-amusés. Parmi les étudiantes, l'une a même osé glisser à ses camarades dès le début du cours, en affichant une mine de dégoût : « J'aime pas ce prof donc je vais m'installer dans un coin et lire. »

Un mardi matin, tandis que j'arrive dans la cour principale, je remarque un énorme collage « Votre transphobie nous tue » qui surplombe toutes les autres inscriptions.

J'apprends grâce à une étudiante que ce collage aurait été fait par des étudiantes de la faculté dans le cadre du TDOR (Transgender Day Of Remembrance), la Journée du souvenir transgenre qui se tient à travers le monde chaque 20 novembre et rend hommage à toutes les personnes transgenres tuées ou qui se sont donné la mort à cause de la transphobie. Je comprends alors pourquoi le fameux collectif NousToutes fondé par Caroline De Haas[2], première association féministe de France, est accusé de transphobie depuis quelques années. Chaque 20 novembre, l'association persisterait à maintenir sa manifestation contre les violences faites aux femmes en faisant fi de la communauté trans. Comme quoi, même en ayant modifié leur manière de compter le nombre de femmes décédées sous les coups de leur conjoint pour y inclure les femmes transgenres, NousToutes est à nouveau clouée au pilori.

Je m'interroge tout de même sur l'aspect « légal » des propos tenus par les enseignants, mais aussi sur le fait d'interdire à des hommes cisgenres l'accès à des réunions étudiantes. Je demande l'avis de Louise El Yafi, trentenaire bi-nationale franco-libanaise, juriste, élève avocate et autrice du livre *Lettre à ma génération. La jeunesse face aux extrêmes*[3]. Très au fait des questions des dérives militantes, et soucieuse d'un cadre juridique strict, Louise El Yafi réagit à la lecture de mes deux chapitres avec précision : « J'ai l'impression que tu as deux questions différentes : un prof peut-il dire

ce qu'il veut dans un cours au sein d'une université (publique de surcroît), et une asso étudiante peut-elle "tout défendre" au sein d'une université (là aussi publique de surcroît) ? » me résume Louise, avant de répondre avec clarté.

« Sur la première question : c'est la loi Savary sur l'enseignement supérieur qui consacre en 1984 la "liberté académique" selon laquelle les universités et les établissements d'enseignement supérieur doivent assurer aux enseignants et chercheurs les moyens d'exercer leur activité dans des conditions d'indépendance et de sérénité indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle. Or, comme la très grande majorité des libertés en France, la liberté académique n'est pas absolue puisque notre droit s'appuie sur ce principe simple : "La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui." Dans le cas de l'enseignement supérieur public par exemple, le Code de l'éducation est très clair : il doit être laïque et doit rester indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique. Le même code précise aussi que le service public de l'enseignement supérieur doit "tendre à l'objectivité du savoir" et doit "respecter la diversité des opinions". Enfin, l'indépendance et la liberté d'expression de l'enseignant dans l'exercice de ses fonctions sont limitées par des "principes de tolérance et d'objectivité". »

L'écouter me fait presque sourire en repensant aux cours que j'avais pu suivre à Paris-VIII.

« Pour ta deuxième question, une association étudiante n'est rien d'autre qu'une association loi 1901. Or si notre État consacre bien sûr la liberté d'association, cette liberté est ici encore limitée. Ainsi, une association ne doit pas porter atteinte notamment à la sécurité ou à l'ordre public et ne peut être contraire aux droits et libertés fondamentaux. C'est la raison pour laquelle les associations qui incitent à toute discrimination ou qui provoquent la haine ou la violence envers autrui sont absolument interdites. Autrement dit, une association étudiante n'a normalement pas le droit de refuser à ses réunions la présence d'"hommes cis" puisqu'il s'agit d'une discrimination fondée sur le sexe, le genre ou l'orientation sexuelle d'une personne et ce sans aucune légitimité. »

Je souris à Louise El Yafi, c'était bien ce que je pensais et la loi me le confirme. La question du wokisme, pieuvre insaisissable pour la plupart des gens, est donc bel et bien en train de hanter les couloirs de nos universités, à commencer ici à Saint-Denis. Par des affiches, des réunions non mixtes, des remarques d'enseignants, des intitulés de cours. Elle s'étend, fait tache

d'huile, fleuve en cru qu'il va être très difficile de faire retourner dans son lit.

Pour la prochaine étape, je me rendrai à Rennes pour vivre une manifestation féministe en région et observer les différences avec les initiatives militantes parisiennes…

Notes

1. Professeur de sciences sociales à l'Institute for Advanced Study de Princeton et directeur d'études à l'EHESS, il a notamment publié *La Force de l'ordre, une anthropologie de la police des quartiers* (Seuil, 2011), livre dans lequel il essaie de comprendre la nature des rapports entre les forces de police et les habitants des banlieues depuis trois décennies.

2. La même Caroline De Haas, fondatrice de NousToutes en 2018, avait lancé en juin 2009 le journal *Osez le féminisme* devenu une association quelques mois plus tard.

3. Éditions de l'Observatoire, 2022.

13

Manifs en région : rendez-vous à Rennes et à Dijon

Après avoir participé au service d'ordre de la pride radicale, je me sens prête à affronter deux autres manifestations. Mais cette fois, j'opte pour des séjours régionaux.

Pour la première, je choisis Rennes, afin de retrouver le temps d'une journée ma Bretagne et de ne pas me sentir trop dépaysée dans cette immersion loin de chez moi. En amont, j'avais tenté sur des groupes Facebook et sur Instagram de proposer à des illustres inconnus étudiants qui participaient à cette manif en solo de me rejoindre. Mais cette dernière, organisée par NousToutes35 (l'extension rennaise du collectif NousToutes), ne semblant pas enthousiasmer les étudiants, je reçus, jusqu'à la dernière minute, une vague d'annulations. Motivation en berne ?

Le jour J 19 novembre[1], dans le train, je me branche plus que d'habitude sur l'actualité féministe intersectionnelle et ratisse au peigne fin tous les comptes militants. J'y apprends tout d'abord qu'Assa Traoré a été reçue à l'ONU pour la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale en France, mais aussi qu'à Paris, NousToutes a décidé pour sa manifestation d'appliquer des méthodes similaires à celles de la pride radicale. « Parce que les violences de genre se situent aussi et souvent au croisement d'autres oppressions, la tête de cortège sera uniquement constituée d'orgas et de militant.es racisé.s, précaires, LGBTQIA + et/ou handicapé.es » précise d'emblée le collectif sur ses réseaux sociaux. L'année passée, 50 000 personnes s'étaient réunies lors de cette même manifestation à Paris.

À Rennes cependant, le défilé ne sera pas hiérarchisé, ce qui m'étonne presque à mon arrivée. Je savoure rapidement sur la place de la République

des chants bretons entonnés par les manifestants puis tente une approche auprès des bénévoles et me propose de les aider, même si celles-ci déclinent poliment ma proposition, tout en prenant la peine de discuter avec moi.

En attendant le début des prises de parole, je flâne entre les militants et déchiffre la myriade de pancartes ainsi que les affiches, stickers et autres prospectus vendus ou offerts par le collectif. Si les noms des victimes assassinées par leurs conjoints ou ex-conjoints sont inscrits sur des panneaux en forme de tombes, les deux messages qui me paraissent les plus récurrents sont ceux sur les TERF et la police.

« Pas de TERF dans nos luttes », « Nique la peau lisse » peut-on lire, mais aussi des affiches stylisées et colorées vendues sur un stand où se pressent quelques enfants fascinés par l'un des dessins : une voiture de police en feu sur laquelle est marqué « 1312* ». À ses côtés trône un grand poster. On y voit une femme donner un coup de pied à un homme, avec cette légende, des plus inclusives : « L'hétérosexualité n'est pas une fatalité. » Sur les prospectus contenant les chants entonnés lors de la manifestation, je découvre une autre illustration très parlante : un bûcher agrémenté d'un bandeau des plus sobres : « Patriarcat au feu, les patrons au milieu. »

Je n'ai pas le temps de scruter davantage les environs car la série de discours portés par plusieurs militants commence dans un silence respectueux. Tous sont traduits en langue des signes.

Après avoir rappelé qu'il y aurait un viol toutes les 6 minutes en France, mais aussi 120 féminicides depuis le 1er janvier 2022, la première militante veut insister sur plusieurs points : « Si dans la majorité des cas les victimes sont des femmes, nous voulons inclure toutes les personnes victimes de violences patriarcales, toutes personnes subissant des actes contre leur volonté sur les rôles différents que la société nous assigne. »

Profondément ébranlée par les statistiques évoquées, comme le reste de l'assistance, j'écoute la militante aborder le cas de l'inceste et plus largement de toutes les violences subies par des enfants dans notre pays. Je participe sincèrement aux applaudissements avant de déchanter à l'écoute des propos suivants : « Les femmes racisées par exemple ne sont pas impactées de la même façon par des violences conjugales. Au sein des femmes, il y a aussi des inégalités de salaire : pendant que les femmes blanches travaillent gratos depuis le 4 novembre, les femmes racisées travaillent gratos depuis cet été », scande la militante sous les huées et hurlements en se fondant sur une obscure étude parue aux États-Unis et relayée sur Konbini.

« Demain le 20 novembre se tient la journée du souvenir trans. En 2021, 375 personnes trans et non binaires ont été assassinées dans le monde. Agressions physiques, discrimination à l'embauche, discrimination dans l'espace public, les personnes trans ont quatre fois plus de risques de faire une tentative de suicide que le reste de la population. Le mercredi 9 novembre dernier, la présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée, "Horreur" Bergé[2], a fait voter un amendement sur la constitutionnalisation du droit à l'IVG qui exclut les hommes trans », s'indigne la militante, déclenchant une nouvelle salve de hurlements.

« Cet événement nous rappelle l'urgence d'inclure toute personne sexisée dans nos luttes. PAS DE FÉMINISME SANS LES PERSONNES TRANS, PAS DE FÉMINISME SANS LES PERSONNES RACISÉES, PAS DE FÉMINISME SANS LES TDS* » conclut-elle sous les applaudissements.

Après plusieurs autres points dates et agenda et un appel à la « grève générale et féministe » du 8 mars 2023, un ou une (je n'ose pas genrer) autre militant prend la parole afin de faire un point sur le sujet TERF. Si le ou la militante se réjouit du fait que les militantes transphobes ne représentent qu'une minorité en France, l'inquiétude subsisterait malgré tout aujourd'hui.

« À l'instar des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, ces groupuscules anti-trans ont multiplié leurs liens avec les mouvements réactionnaires et l'extrême droite. Ces polémiques autour des affiches du Planning familial qui ont occupé les médias français pendant tout l'été le montrent. L'un des principaux moteurs de l'extrême droite reste le racisme, mais les trans deviennent leur nouveau cheval de bataille. »

Ce discours décousu cache l'analyse d'une réalité qui se voudrait plus profonde : selon l'intervenante, existerait une panique morale exacerbée par des « observatoires de pseudo-scientifiques et psychanalystes », des « tribunes dans la presse », des « groupes d'études », des « lobbyings parlementaires » ou encore des « colloques contre le wokisme » qui s'inquiéteraient et débattraient à tort de la question trans.

Le but de cette intervention est de permettre d'établir un lien entre les pertes des droits des LGBT dans certains États américains, l'instrumentalisation d'une prétendue inquiétude pour les prises d'hormones et les parcours de transition, et la montée d'une opinion anti-avortement présente jusqu'en France.

Alors que la personne qui traduit en langue des signes demande à l'intervenant de ralentir, celui-ci conclut en rappelant que cette « panique

morale » n'existe, tout du moins en France, qu'à cause des pseudo-féministes et des « cathos intégristes ». Pourquoi la religion catholique[3] est-elle la seule épinglée par la militante pour sa transphobie ? Je repense aux nombreuses vidéos TikTok que j'ai pu consulter où des jeunes de confession musulmane faisaient part de leur colère, leur inquiétude et même de leur mépris à l'encontre de la communauté transgenre. Pour le collectif, la seule solution reste une intersectionnalité urgente et nécessaire, surtout contre l'extrême droite.

Une autre militante prend la relève, afin d'insister sur les dangers des opinions d'extrême droite et du fascisme en France et s'insurge contre les discours qui affirment que les violences seraient « causées par des religions ou des origines et servent d'arguments à une politique sécuritaire et de renforcement des frontières ». « Marlène Schiappa, Éric Zemmour, Marine Le Pen, Gérald Darmanin », énumère-t-elle sous les sifflements, utiliseraient, selon elle, un stéréotype raciste caché derrière une façade pseudo-féministe : « Selon elleux les étrangers, les Noirs, les Arabes, les musulmans et les hommes sans-papiers seraient les auteurs principaux et exclusifs de ces violences » [huées]. Elle prend alors pour « exemple » le cas du meurtre de la jeune Lola, âgée de 12 ans, survenu peu avant la manifestation. « Il n'a été question que de l'origine et de la situation administrative de la suspecte », s'indigne-t-elle, sous les huées. « Nous demandons de ne pas faire de récupération politique ! » Et… c'est tout. La petite Lola n'aura donc été évoquée que comme exemple du racisme. Elle n'a pas été mentionnée lors du sujet sur les violences subies par des enfants, ni même en tant que victime de « VSS ». Lola n'aura donc été citée que comme illustration, lors d'une manifestation *justement* contre les violences !

Lui succèdent des travailleurs et travailleuses du sexe transgenres et cisgenres qui veulent aussi rappeler que « l'abolitionnisme isole et tue » et qu'il s'agit d'un « courant de pensée moralisateur ». Une femme trans et travailleuse du sexe rappelle également les dangers de la « loi proxénétisme » pour les travailleurs du sexe et leurs proches « MaON conjointE, mes amiES sont mes proxos[4] », soutient la femme trans.

Entourée de pancartes « Brûlons le CIStème » et « Stop the DICKtature[5] », je regarde les intervenants et note malgré tout que le collectif NousToutes de Rennes aura réussi le « must » de l'inclusion en faisant intervenir des personnes transgenres, racisées, travailleuses du sexe, non binaires, femmes,

etc. Il manque toutefois des personnes « xénogenres* » pour illustrer l'intersectionnalité.

Après avoir pris le temps d'égrener un à un des noms de femmes décédées dans un cadre conjugal ou extraconjugal, cette année pour leur rendre hommage, le cortège, plutôt conséquent, se lance à l'assaut des rues de Rennes dans un tohu-bohu musical des plus colorés.

Nous étions presque 3 000 à entonner des chants militants choisis en amont par le collectif : « Et la rue elle est à qui ? Elle est à nous ! De jour comme de nuit, elle est à nous ! Avec ou sans voile, elle est à nous […] » ; « So-so-solidarité avec les femmes voilées ! So-so-solidarité avec les plus précarisées ! So-so-solidarité avec les migrantes et les réfugiées » ; « Agresseur, violeur à ton tour d'avoir peur ! Policiers, procureurs du côté des agresseurs ! » ; « Trop couvertes ou pas assez, c'est aux femmes de décider ! ».

Escortés par des voitures de police qui s'assurent du bon déroulement de la manifestation et surtout de la circulation, ils chantent devant les forces de l'ordre : « Elle porte plainte, et meurt quand même, et que fait la police ? Elle est complice ! Et que fait la justice ? Elle est complice ! » et autres « ACAB, nique la police, la police elle est raciste/fasciste ! ».

Après deux heures à défiler dans le froid et le bruit, j'attrape un train direction Paris en fin de journée en songeant déjà à l'autre manifestation du 25 novembre à laquelle je décide de participer. Elle aura lieu à Dijon.

Six jours plus tard, je prends le TER gare d'Austerlitz, accompagnée cette fois-ci par mon cisgenre blanc de compagnon qui a tenu à être près de moi lors de cette manifestation nocturne. Organisée par le collectif « 25 novembre Dijon, révolutionnaire, dijonnais en mixité choisie sans mec cis », elle se tient dans le cadre de la Journée nationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

« Si tu as besoin d'aide, aucune militante ne m'empêchera de te rejoindre », m'assure Dylan en m'attendant dans un café dans le centre. Je traverse la ville que je ne connais guère et arrive sur le lieu de rendez-vous, la place du Bareuzai où je reconnais immédiatement les militantes alors qu'elles disposent tout autour de la fontaine des pancartes très colorées et qui ont le mérite d'être bien réalisées. « Culture du viol En Marche », « Des sisters pas des Cisterfs », « Patriarcat au feu et les flics au milieu » et la fameuse « Darma-nain violeur ». Très remontées, les militantes du collectif s'insurgent de ne pas pouvoir défiler où bon leur semble car le ministre de

l'Intérieur Gérald Darmanin est justement présent en ville, un affront pour toutes les personnes présentes, prêtes à en découdre.

Cette fois-ci, j'ai appris de mes erreurs et je m'impose immédiatement à la distribution des stickers et des autocollants gratuits à remettre à toutes les manifestantes pour parsemer la ville de « la colère féministe ». Si je peux reconnaître un certain sens artistique aux dessins illustrant le matériel militant, je reste bien moins transcendée par l'intitulé des messages majoritairement « anti-TERF » et « anti-flics ». Au-delà du message, je remarque à chaque manifestation un réflexe « anti » et non « pour », qui me conforte dans le fait que ce féminisme n'est en réalité pas « pour » les femmes mais « contre » celles et ceux voués aux gémonies pour leurs « privilèges ».

Les manifestantes, de plus en plus nombreuses, sont ravies et me prennent pour un membre du collectif, je suis même conviée à la soirée « after », évidemment elle aussi interdite à une certaine partie de la population.

« Bon, pour rappel, ce cortège est en mixité choisie sans mec cisgenre hétérosexuel[6], voilà, que ça soit su et bien compris par tout le monde », clame l'une des meneuses alors que la foule est rassemblée, prête à partir. Amatrices de la « non-mixité », les participantes de ce collectif sont les seules à Dijon à proposer des réunions « en non-mixité racisée » (comprendre : interdites aux Blancs).

« Il y aura tout pour kiffer : de la musique, des prises de parole… Après la grosse visite de merde qu'on a eue tout à l'heure, ça va nous faire du bien », affirme-t-elle, encore exaspérée par la présence de Gérald Darmanin.

Nous recevons toutes une brochure où abondent slogans et chants à entonner en chœur lors du défilé, sur l'air de la fameuse *Penn Sardin*, la chanson écrite par la Concarnoise Claude Michel en souvenir des grandes grèves entamées, dans les conserveries de Douarnenez, en 1924, par les sardinières surnommées les *Penn Sardin*, c'est-à-dire les « têtes de sardines ».

Refrain 1 :
L'administration est un vrai calvaire
pour les personnes trans et les non-binaires,
certaines discriminations sont chiffrées
mais rien pour les personnes racisées, les personnes handis affrontent des violences,
et dans nos luttes bien trop peu y pensent,
travailleureuses du sexe c'est un vrai boulot,
le plus vieux métier du monde mais sans droits sociaux.

Refrain 2 :
Les violences sont là,
chaqu' jour on en meurt,
mais maintenant c'est à vous d'avoir peur ;
agresseurs violeurs
l'système vous protège,
mais v'nez pas vous frotter à notre cortège !

Le cortège se met en route, accompagné de percussions et de haut-parleurs. Je remarque alors plusieurs hommes très clairement cisgenres, voire hétérosexuels, s'incruster dans notre défilé, vêtus de T-shirts « antifas ». J'interroge innocemment l'une des organisatrices de la manifestation : pourquoi sont-ils autorisés à rester ? « Bah on peut pas vérifier leur genre quoi… C'est délicat de leur demander, ça peut être très violent… Mais on va faire régulièrement des rappels dans le mégaphone et espérer que les mecs cis partent d'eux-mêmes en entendant. » Je me retiens de faire la moue mais suis interrompue par un chant repris à pleine puissance par la foule exaltée :

« Darmanin mange tes morts, range ta queue,
ferme ta gueule, ta petite gueule de facho
qu'on oubliera bientôt !
Plus fort ! »

Ces paroles seront les plus reprises durant la manifestation, le chant prisé des manifestantes, ravies de l'entonner à pleins poumons, surtout aux abords du lieu où le ministre est attendu dans la soirée.

« Y en a assez, assez, assez d'cette société
qui ne respecte pas les trans les gouines et les pédés. »

Comme lors de la manifestation de Rennes, de nombreuses prises de parole sont attendues mais la manière de les amener est plus efficace puisqu'elles ponctuent certaines étapes de notre trajet. Je tente de déchiffrer avec peine le message inscrit sur une affiche portée par deux enfants de 5 et 8 ans environ, nullement gênés à l'instar de leurs parents par les paroles hurlées par le cortège.

« Police nationale ; milice patriarcale. »
« Patron, patrie, patriarcat, même racine, même combat. »

Parmi les interventions, celle d'une femme transgenre particulièrement

enragée déchaîne les militantes et les antifas. Après nous avoir traités d'« alliés en carton » et exigé des « actions concrètes », l'intervenante transgenre martèle : « J'ai tendance à penser que les mouvements féministes menés par des personnes blanches cisgenres ne pourront jamais réellement répondre à nos besoins », avant de cracher avec mépris sur les « militantes féministes blanches » qui font gagner la « suprématie blanche » face à l'islamophobie, le racisme, le validisme* et la transphobie qui régneraient dans les milieux féministes. « Bougez vos culs, merci », conclut-elle sous un tonnerre d'applaudissements.

Je pense à toutes ces féministes intersectionnelles, malheureusement pour elles blanches, hétérosexuelles, cisgenres qui ne peuvent même pas se plaindre de l'islamophobie car non croyantes. Je me dis qu'elles n'ont pas conscience d'être les prochaines sur la longue liste de la déconstruction, et que montrer patte blanche (ou devrais-je dire « patte non racisée » ?) aujourd'hui ne fait que momentanément retarder leur tour. Quoi qu'elles en pensent, elles seront bientôt les prochaines sur la liste…

« Trop couvertes ou pas assez, c'est à nous de décider ! »
« Mon corps, mon choix et FERME TA GUEULE. *»*

Après un énième « Darmanin, agresseur, violeur, ministre », j'accepte de bon cœur que l'on me prenne pour une des dirigeantes du collectif et parviens même à intervenir au micro, à la demande de participants persuadés qu'on leur a fait des saluts nazis. Je finis par m'éclipser sans demander mon reste à la fin du discours d'une jeune femme autiste écœurée par cette société « validiste » et « transphobe », et rejoins Dylan au restaurant.

« Les gens dans les cafés en avaient ras le bol. La ville est dégueulasse alors que les commerçants installaient les marchés de Noël. Elles ont balancé des déchets partout et tagué des monuments historiques », soupire Dylan en dégustant son verre de gevrey-chambertin, en homme cis privilégié.

Je lui confirme avoir matérialisé le paradoxe en prenant en photo des pancartes « Vive l'écoféminisme » et les emballages des stickers que je leur distribuais jetés par-dessus leurs épaules et jonchant le sol.

Alors que nous regagnons notre chambre pour la nuit, nous tombons sur un immense tag inscrit sur un mur de la vieille ville : « FUCK LE VALIDISME ». Dylan me donne un coup de coude et me désigne les agents d'entretien,

gants et masques de protection en train de s'affairer : « Tu as vu qui nettoie en pleine nuit ? Des hommes "racisés" comme *iels* disent. »

Notes

1. Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

2. Comprendre ici la députée Aurore Berger.

3. Je précise que je ne suis pas chrétienne.

4. Avec une tournure inclusive à l'oral, la femme transgenre et travailleuse du sexe explique qu'avec la « loi proxénétisme », son ou sa compagne visiblement non binaire et ses amis deviennent de facto des proxénètes s'ils l'aident ou la logent.

5. Ici, des jeux de mots contre le « système cisgenre » et la dictature des « pénis » (une pancarte qui pourrait presque être accusée de transphobie puisque les femmes aussi auraient des pénis).

6. La manifestation est donc autorisée pour les « hommes transgenres et/ou non binaires ».

14

Semaine décoloniale à Ivry, au contact des anti-flics

Si j'ai été biberonnée, à la fac mais aussi à chacune des manifestations où je me suis rendue, à une haine anti-flics assumée, revendiquée et même commercialisée, c'est bel et bien lors de la fameuse Semaine décoloniale qui se tient à Ivry-sur-Seine que l'apogée est atteint.

Organisée par plusieurs collectifs de militants et relayée par la mairie de la ville, la Semaine décoloniale s'engage à traiter chaque soir de la semaine différents points : « Écologie, racisme et dignité » (en présence notamment de Fatima Ouassak), « Islamophobie et laïcité » (avec nos chères hijabeuses), mais aussi « Violences policières et crimes racistes : du 17 octobre 1961 à nos jours » à laquelle Leïla avait accepté de m'accompagner afin de ne pas éveiller de soupçons et même de pouvoir interagir.

Nous arrivons dans une salle comble où une soixantaine de personnes ont déjà pris place sur les chaises mises à leur disposition face aux interlocuteurs en train de s'emparer de leurs micros.

Après avoir introduit le sujet du soir, le fameux « intercollectif ivryen », à l'initiative de la réunion, commence fort : « Nous vous proposerons une histoire chronologique des crimes d'État dont nous subissons aujourd'hui encore les conséquences à travers toutes ces lois ségrégationnistes qui frappent en premier lieu les populations issues de l'immigration et les quartiers populaires », rappelle un membre du collectif, en remerciant les combats menés par les familles et soutenus par les associations et les médias indépendants. Parallèlement nous reviendrons aussi sur les mobilisations des quartiers pour mettre en lumière discriminations et violences systémiques que subissent ces populations qui se battent contre ces inégalités quotidiennes », poursuit le présentateur avant d'introduire les

différents interlocuteurs.

Tout d'abord Fatou Dieng, sa sœur, présentée comme militante et membre du « comité de soutien Vérité et Justice pour Lamine Dieng », assassiné dans un fourgon de police le 17 juin 2007, par clé d'étranglement et plaquage ventral, mais aussi du collectif Vies volées qui rassemble plusieurs familles qui « veulent sortir du silence ».

À ses côtés Mathieu Rigouste[1], sociologue, essayiste, chercheur et militant, connu pour son engagement contre la police.

« Je suis Lamine Dieng… Oups, pardon, lapsus, je suis Fatou Dieng. On s'est battus durant plusieurs années, procédure qui a duré treize ans. À partir du moment où on est victimes de la police, la loi ne s'applique plus », commence Fatou Dieng avant de revenir sur l'histoire de son collectif et son souhait de briser l'isolement des familles endeuillées.

Elle laisse ensuite la parole à une certaine Émilie, membre de l'association Justice et vérité pour Yanis : « Il y a eu un grave "accident", si on peut appeler ça un "accident". Yanis a été poursuivi par une voiture de la BAC alors qu'il rentrait chez lui et a été retrouvé sur l'autoroute, percuté par une voiture qui roulait à contresens. C'est un combat qui sera long, on le sait. On a porté plainte avant qu'il ne décède pour mise en danger d'autrui et coups et blessures par personne dépositaire de la loi, puis on a requalifié ça au moment du décès en homicide involontaire. Aujourd'hui on cherche à savoir quelle était la raison exacte de cette course-poursuite quand on sait qu'une circulaire interdit de prendre en chasse des scooters sauf en cas de crime de sang. Yanis ne faisait rien d'autre que rentrer chez lui. Alors que nous étions engagés dans un processus judiciaire, il décède le 3 juin 2021 et, comme nous sommes musulmans, nous avons donc des pratiques funéraires qui se déroulent sur trois jours après le décès. Nous étions dans un contexte de couvre-feu qui prenait effet à partir de 21 heures », se remémore Émilie avant de continuer.

Selon ses propos, à 20 h 55 le deuxième soir, les invités et la famille de Yanis se seraient fait « littéralement gazer » par vingt-cinq patrouilles de police qui ont débarqué sur le lieu de la commémoration. « Ils ont essayé d'arracher les clés pour pénétrer dans les immeubles. Il y a eu des interpellations de mineurs, des personnes lynchées en garde à vue et cela a été qualifié d'émeute : nous étions les émeutiers et ils n'auraient fait que se défendre. » Le frère de Yanis a été accusé d'avoir frappé trois policiers. « Grâce à l'avocat de notre réseau, nous avons réussi à obtenir une relaxe et à débouter la demande des policiers », conclut Emilie avant de laisser la

place à la jeune Mélanie, membre du collectif des Mutilés pour l'exemple.

Une colère profonde dans la voix, Mélanie nous raconte l'expérience dont elle a été témoin lors des manifestations des « gilets jaunes » et la violence qu'elle et ses camarades auraient subie : « Au début, l'extrême droite défilait à nos côtés, puis elle est partie car elle ne se reconnaissait pas dans notre cortège. Par contre une autre extrême droite est restée, elle était habillée en bleu, disposait de LBD (« arme sublétale conçue pour limiter la pénétration dans le corps sans tuer ») et refusait de nous laisser rentrer à la maison. » Je comprends alors qu'elle parle des CRS.

Mélanie s'exprime avec force et utilise de nombreuses images « frappantes » : « Ce collectif n'est pas composé que de "gilets jaunes", mais aussi de supporters de stade qui se prennent des LBD dans la gueule, des matraques dans la gueule, c'est aussi des teufeurs, on a vu à Redon par exemple des teufeurs se faire canarder avec des grenades. Notre collectif est ouvert à toutes les personnes qui ont été mutilées, blessées par les forces du désordre parce que c'est comme ça, ils sont là pour éteindre la révolte. Demain il y a une manifestation, on sait que ça va être un carnage, qu'ils vont dégainer très vite et très fort. Pas question de rentrer chez nous : on est légitimes, on a le droit d'être en colère, on voit et on vit le racisme[2] quotidiennement […]. » Après une longue intervention, Mélanie conclut par une phrase qui déchaîne les applaudissements : « C'est pour nos enfants qu'on se fait défoncer la gueule ! »

L'intercollectif ivryen évoque alors le fait d'« unifier ensemble nos forces dans cette bataille » avant d'offrir à Mathieu Rigouste, le sociologue, son moment de parole.

Plutôt timide, lui aussi déjà blessé par les forces de l'ordre, Mathieu Rigouste soutient la thèse d'un système répressif dont les racines ne datent pas d'hier, prenant pour exemple le cas de Maurice Papon, qui fut préfet de police de Paris, impliqué dans la répression de la manifestation du 8 février 1962, la tristement célèbre affaire de la station de métro Charonne. Rattrapé par son passé collaborationniste, il sera condamné en 1998 à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité.

« Les rares fois où on parle de violences policières, on les décrit toujours comme le "pétage de plombs" d'un policier surexcité. Il y a toute une série de sources qui nous montrent qu'il s'agit en réalité d'un protocole, de quelque chose de très organisé », explique d'une voix douce Mathieu

Rigouste.

Le sociologue s'agace du veto de la gauche traditionnelle qui s'oppose à ce que les collectifs puissent mettre en lumière le lien entre les crimes coloniaux de l'époque[3] et les violences policières aujourd'hui, et déplore qu'il soit interdit de parler de racisme d'État : « C'est ça que j'appelle la continuité de l'État : quand on nous dit qu'on est face à des bavures. La police est là pour maintenir des inégalités d'ordre social : c'est pour cette raison qu'on l'autorise à utiliser la violence. On constate ça en permanence dans toutes les familles qu'on accompagne. C'est toujours le même procédé. Il y a une version dans les médias qui va être la version de la police car les grands médias travaillent quotidiennement avec des contacts dans les commissariats et les syndicats de police. L'institution judiciaire fait tout ce qu'elle peut pour couvrir les policiers et étouffer les affaires. Quand on dit "bavure", on pense être face à un dysfonctionnement. Mais en réalité, c'est tout l'inverse. Depuis que nous sommes enfants on nous raconte que la police est là pour nous protéger, sauf que c'est qui ce "nous" ? Car si la police est bien là pour protéger des gens, elle l'est surtout pour protéger les personnes dominantes. Voilà pourquoi ce sont tout sauf des bavures : le vrai rôle de la police c'est de maintenir l'ordre social et c'est pour ça qu'elle est protégée », rappelle Mathieu Rigouste avant de proposer au public, ravi, des pistes d'auto-organisation afin d'être « moins faible face à la répression policière » en se défendant. Et si le sociologue évoque les révoltes dans les quartiers populaires, c'est parce qu'elles ne sont pour lui que des moyens d'autodéfense face à la violence des forces de l'ordre. « Il y a de la colonialité dans les quartiers populaires ségrégués », achève-t-il sous les applaudissements.

L'intercollectif ivryen, qui insiste pour évoquer sa fierté à nous voir tous réunis dans cette salle comble pour lutter ensemble « face au système répressif, inhumain et ségrégationniste », introduit ensuite Faïma, une dame âgée et connue pour son militantisme au sein des quartiers populaires. La dame, habituée selon elle à la violence policière, nous raconte son historique militant et insiste notamment pour que le terme « bavure » soit remplacé par « crime policier ».

Les interventions se succèdent, laissant la salle très émue face au discours de Fatou Dieng qui rappelle également à l'auditoire que « les policiers sont là pour nous réprimer, sévir et nous tuer » avant d'enchaîner sur quelques phrases chocs que je retranscris : « Il faut entendre qu'un homme ou une

femme racisé ne représente rien aujourd'hui et c'est ce qu'on voit tous les jours, la plupart des personnes tuées sont des personnes racisées. On est tous susceptibles d'être mutilé ou tué pour refus d'obtempérer. Mais qu'on soit blancs ou racisés on doit tous faire face à ce même ennemi qui nous tue, qui nous violente. »

« Nous en sommes à deux ou trois personnes tuées par la police chaque mois. »

« Les personnes qui viennent dire qu'il y a des bons policiers, moi je ne les ai pas vus les bons. »

La salle applaudit à tout rompre et ne relâche pas son attention quand Mathieu Rigouste reprend la parole pour présenter l'historique du militantisme contre la police.

Leïla est atterrée et m'envoie de temps en temps des SMS où elle souligne les propos tenus qui l'indignent le plus. Je remarque alors qu'à aucun moment[4] Assa Traoré et son défunt frère Adama n'ont été évoqués, que ce soit lors des rappels historiques, ou lors de l'énumération des « victimes de la police ». Leurs prénoms semblent tabous et je me souviens alors que certaines analyses menées par des confrères journalistes évoquent un éloignement des collectifs, agacés qu'ils sont par un « business » et une trop grande mise en avant d'Assa Traoré.

Après qu'Émilie s'est interrogée rapidement sur la motivation des policiers qui commettent des crimes, la raison du racisme des institutions et de l'islamophobie dans les quartiers populaires, le public est invité à intervenir.

C'est un homme plutôt âgé, qui prend la parole en premier : il souhaite défendre sa vision de la gauche et tente d'évoquer les actions mises en place par l'État, comme la Commission nationale de la déontologie de la sécurité. Les intervenants ne masquent pas leur agacement et le public s'insurge, Leïla et moi entendons « Encore un homme blanc qui parle » pendant qu'il s'emploie à tenter de défendre le socialisme avant de craquer et de se braquer. Fatou Dieng tente de lui répondre avec politesse et fermeté et affirme avoir saisi la fameuse commission mais en vain. Le ton monte dans la salle jusqu'à ce que Fatou Dieng affirme « qu'il n'y a pas de justice en France », ce qui lui vaut les acclamations du public.

Je propose alors à Leïla un défi qu'elle accepte de relever : poser une question que j'avais en tête avant même d'arriver afin de tester les réponses des intervenants. On lui tend le micro et, même si je la sens stressée, Leïla

se lève et s'éclaircit la voix après avoir lu une dernière fois mon SMS pour s'imprégner de la consigne : « Bonjour, merci pour ce que vous avez dit. J'ai une question : je suis souvent confrontée à des personnes non racisées qui nous soutiennent dans cette lutte mais qui vont malheureusement toujours faire appel à ces mêmes policiers pour un petit cambriolage, un type qui s'est garé trop près de leur voiture, ce genre de petits délits. Est-ce qu'appeler la police pour ça ce n'est pas la conforter dans l'idée que ce sont toujours les mêmes – les Noirs, les musulmans, la racaille – qui commettent ce genre de méfaits ? »

C'est Mélanie qui répond à Leïla, dans un monologue plutôt décousu que j'ai malgré tout réussi à retranscrire : « Alors qu'est-ce qu'on peut dire aux Blancs qui appellent ? Si tu fais appel à eux à un moment donné, c'est que tu es complice de ce qu'ils font. Moi j'ai la chance que mon mari soit natif d'un petit village en Côte-d'Ivoire. Là-bas, il n'y a pas de police et il n'y a pas de crime car tout le monde est concerné. Les enfants n'appartiennent pas à une famille, ils appartiennent au village et tous sont responsables de leur sécurité. Quand les "gilets jaunes" disaient qu'ils ne voulaient plus de cette Ve République, c'était pour ça, pour remettre les choses en place. Quand nous serons entre humains responsables, nous n'aurons plus besoin de cet État policier raciste, sexiste, homophobe. Alors qu'est-ce que je dis, moi, à un Blanc ? Je lui dis : Écoute, appelle la police, OK, mais quand ce sera à toi d'être incriminé, tu pourras pleurer et je serai là pour toi car je connais la police, mais fais aussi un pas vers moi. »

Son laïus tonitruant est ponctué par les applaudissements exaltés des manifestants. Émilie ajoute : « C'est aussi une grande question d'éducation populaire de dire à son voisin de ne pas appeler la police pour dénoncer le bruit occasionné par un autre mais plutôt d'aller le voir et de parler avec lui. On doit tous créer ça au niveau local. Mais on doit aussi dénoncer l'endoctrinement de nos enfants à travers les politiques locales. À Saint-Denis, la police municipale a récemment organisé un point "prox aventure" avec des agents municipaux qui ont fait enfiler des gilets pare-balles à des enfants avec la complicité de l'Éducation nationale et un ancien du RAID. C'est de l'endoctrinement pur et simple ! Et oui nous sommes dans un pays raciste, je travaille dans l'Éducation nationale et nos programmes sont racistes, xénophobes et reproduisent ces systèmes qui aujourd'hui détruisent certains d'entre nous. »

La question de Leïla remporte un franc succès puisque le sociologue Mathieu Rigouste y va lui aussi de sa théorie : « Il y a des gens qui parfois

sont obligés d'appeler la police car on n'a pas encore mis en place des structures qui nous permettent de faire autrement. L'un des objectifs des luttes d'auto-organisation est qu'on commence à régler par nous-mêmes les conflits. Ça peut passer aussi par de l'affichage du genre "N'appelez pas la police et organisons une assemblée, retrouvons-nous". »

Leïla et moi prenons congé à la fin de la réunion.

« J'ai entendu dans le public quelqu'un dire qu'un bon flic est un flic mort. Tu te rends compte que ces gens souhaitent la mort d'un policier, un être humain, alors qu'ils se sont tous réunis ce soir à cause de la police qui tuerait des gens. Ça n'a aucun sens. »

Nous prenons les transports et j'écoute Leïla, algérienne et donc « racisée », vider son sac : « Pour moi ils sont bloqués dans le passé, dans le sens où ils vont parler du passé colonial de la France et font de policiers noirs ou arabes des traîtres alors qu'ils devraient justement se réjouir qu'ils aient intégré la police nationale ! »

Sur ces sages propos, je contacte Abdoulaye Kanté, policier franco-malien, noir, musulman et auteur, avec Jean-Marie Godard, du très remarqué *Policier, enfant de la République*[5] et lui propose de réagir aux allégations tenues lors de cette soirée. Après vingt-trois ans dans la police, excellent orateur, habitué aux débats houleux, Abdoulaye n'est ni syndiqué ni politisé, ce qui en fait un invité précieux pour les médias. Je le retrouve dans un café à Montparnasse après qu'il a rencontré des jeunes dans un centre AFPA afin de leur expliquer les dispositifs mis en place par l'État pour pallier les comportements parfois problématiques de certains policiers. Engagé, honnête et prompt à l'échange, Abdoulaye lutte pour que la fausse réputation d'impunité ne perdure pas et initie les jeunes à l'existence des plateformes IGPN.

Habitué aux insultes des militants, Abdoulaye me raconte ce que cela fait d'être comparé à des personnages de films noirs « à la solde des Blancs » comme dans *Django Unchained* ou encore Malcolm X, prêts à trahir leur communauté pour obtenir des privilèges, ce qui fait germer l'idée d'un bon et d'un mauvais racisme. Je lui raconte également mon expérience à la pride radicale.

« Ces militants participent à une société divisée, ils disent rassembler les gens mais il n'y a aucune logique. Côté police, notre administration a aussi des torts, se réfugiant trop souvent dans le "Circulez y a rien à voir" et

n'expliquant pas assez ses actions. Je pense que depuis près de vingt-cinq ans, être allé chercher des représentants de la loi dans les quartiers populaires était très bénéfique. Aujourd'hui, la police est l'une des administrations françaises où il y a le plus gros taux de personnes issues de la diversité. On ne peut plus dire que la police ne ressemble pas à la société actuelle. »

J'approuve et lui demande d'ailleurs ce qu'il pense de cette affirmation selon laquelle la police française est raciste.

« Certains policiers ont des comportements racistes, ce qui ne veut pas dire que la police française soit raciste. Ces militants partent du principe erroné que l'institution en elle-même est raciste et qu'on fabrique des racistes car le système est fait pour. »

Ses réponses m'amusent car il anticipe sans le savoir les propos tenus lors de la conférence.

« La police, c'est 9 000 interventions par jour et une intervention toutes les dix secondes. Effectivement, il peut y avoir des interventions qui se passent mal… Mais 98 % d'entre elles se passent bien et sur les 2 % restants il faut étudier et comprendre ce qui s'est passé car nous avons les moyens pour, surtout depuis les manifestations des "gilets jaunes". »

Abdoulaye m'apprend que, depuis cinq ans maintenant, il y a des bilans connus sur le nombre de policiers sanctionnés par an, ainsi que des audits faits tous les six mois dans les commissariats. Avec un déploiement de 40 000 nouvelles caméras de rue, le policier est obligé d'activer également sa caméra dès qu'une situation s'avère difficile. Précision d'importance : seule la justice aura accès aux vidéos. « On tend vers la transparence. La police est l'une des administrations les plus contrôlées et l'un des premiers corps à s'être doté d'un code de déontologie. »

Au tour d'Abdoulaye de s'amuser : je lui raconte la question posée par mon amie Leïla ainsi que les réponses qui lui ont été faites.

« La question de Leïla est très bien amenée, reprend-il. Ils appellent donc à créer des "formes de milices" qui rappellent les organisations postapocalyptiques. Regarde les trafiquants à Nanterre qui ont instauré une organisation[6] dans leur immeuble ! C'est ça qu'on veut pour nos enfants ? Alors que ces personnes, même entre elles, sont en profond désaccord. Ce qu'il faut aujourd'hui en France, c'est que le bloc républicain soit solide face à ceux qui tentent de le fissurer. »

Lucide sur l'héritage colonial de la France, Abdoulaye estime toutefois qu'il ne faut pas reproduire les erreurs du passé et travailler pour le pays

sans être démissionnaires, comme le sont ces militants. « Il faut pour ces jeunes des *facteurs d'identification*[7] afin qu'ils se rendent compte de la diversité de la police. »

Je demande à Abdoulaye quel racisme il a le plus souvent subi dans sa carrière : celui de militants anti-police ou celui de ses collègues policiers ?

« Bien plus de la part de militants, répond-il sans hésiter. Je reçois chaque jour des messages d'insultes : nègre de maison, sale nègre, bounty, esclave, chien de service. On dit qu'il n'y a pas assez de Noirs dans les médias, mais quand on y va, on est traités de vendus. » Quel paradoxe ! Tous les jours une « personne racisée » (même si Abdoulaye déteste ce jargon) reçoit une myriade d'insultes racistes alors qu'elle lutte elle-même contre la « police raciste ».

« Je déplore qu'aucun policier n'ait été reçu à cette conférence à Ivry, reprend-il. Je n'hésite pas à le faire dès que l'on me le propose et je ne nie pas que les violences policières existent. Mais il ne faut pas être dans l'essentialisation. Prenons l'exemple d'un Blanc qui se bat avec un Noir, si le Blanc pense que "tous les Noirs sont des cons", les autres personnes noires vont être outrées qu'il essentialise. Alors pourquoi fait-on cela avec la police ? »

Je fais de mon côté le parallèle avec les fameuses phrases féministes : « *Men are trash* » ou « Tous les hommes sont des violeurs ».

« Quand un humain déconne, signale-le. Il existe des applications mises en place par le gouvernement pour éviter de se déplacer au commissariat ! Je sais quelles sont les difficultés de ce métier, je ne les nie pas et les mets même en avant, mais on oublie toutes les choses positives aussi mises en place. Si le système était si raciste, aucune personne issue de l'immigration ne chercherait à y entrer », conclut Abdoulaye avec douceur.

Je rejoins entièrement Abdoulaye. Et plus encore que notre échange, ce qui m'ébranle profondément, ce sont les propos que j'ai entendus dans cette salle comble d'Ivry-sur-Seine. La dangerosité de ces arguments jetés en pâture, sans garde-fou, sans réelle explication ; des arguments pensés, réfléchis, atteignant leurs cibles et entendus, applaudis. Tout cela me questionne et m'effraie : quel avenir va-t-il sortir de ce chaudron en ébullition ?

Notes

1. Il est notamment l'auteur de *L'Ennemi intérieur : la généalogie coloniale et militaire de l'ordre*

sécuritaire dans la France contemporaine, La Découverte, 2019.

2. Pour information, Mélanie est blanche et se plaindra durant la conférence que les luttes contre la police sont trop représentées par des hommes cis et blancs.

3. Cf. Mitterrand, la guerre d'Algérie, etc.

4. Et ce sera le cas durant toute la réunion, du moins selon mes enregistrements et tant que je serai présente.

5. Fayard, 2022. Livre dans lequel Abdoulaye Kanté raconte pourquoi « porter l'uniforme, défendre son métier, est devenu pour lui, dans la France d'aujourd'hui, un chemin de croix ».

6. En février 2023, un règlement affiché dans le hall d'un immeuble de Nanterre par des dealers a mis le feu aux poudres : « On s'engage à ne pas laisser de déchets, pas de tapage et personne ne va fumer dans la tour. Aucun manque de respect de notre part envers les habitants. En revanche, pour le bien-être de tous, merci de bien vouloir respecter les consignes et les employés, rien ne sert de leur hurler dessus. » Signé : « La Direction. »

7. C'est-à-dire des « modèles », des personnes qui leur ressemblent et auxquelles ils pourront s'identifier.

15

La journaliste, l'undercover, la femme, l'auteure et moi et moi et moi

Ruben Rabinovitch m'ouvre la porte, les yeux pétillants derrière ses larges lunettes. « Entrez, entrez, ma chère, vous allez pouvoir tout me raconter. »

Je n'en mène pas large. J'ai tenté durant tout le trajet qui me conduisait à son cabinet de rassembler mes idées pour essayer de lui retracer quelque chose de cohérent…

« Pour être honnête, je ne sais pas trop ce que je vais vous dire aujourd'hui. Je me sens assez "débloquée" depuis la dernière fois. Je vais beaucoup mieux. J'écris, je sais où je vais. Je sais ce qui me pose problème. Je suis beaucoup plus sûre de ce que je fais. Mais… ce qui est dur dans cette écriture, c'est que je me sens comme en décalage face à ce que je vis. Je dois me replonger dans des phases d'écriture où j'étais encore bloquée alors que je ne le suis plus. »

J'entreprends de lui rapporter mes précédentes immersions, de la fac aux manifs en passant par la conférence à Ivry, et insiste sur ce qui a motivé mon souhait de me rendre en région : montrer que ces dérives ne sont pas cantonnées à un microcosme parisien. La vague woke s'étend et est loin d'être l'épiphénomène décrit par certains. Le wokisme gagne chaque jour du terrain dans toutes les couches de la société. Au lieu de faire nation, de rassembler, il déconstruit, sépare, stigmatise, détruit.

« Ma dernière immersion se tiendra le 8 mars, lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes. L'année dernière, j'avais travaillé comme journaliste sur le sujet et recueilli les témoignages de militantes menacées, frappées et humiliées durant cette manif par des femmes mais aussi des personnes transgenres car elles étaient accusées d'être des TERF. »

Après avoir opiné du chef, le visage indéchiffrable posé entre les mains, Ruben laisse passer un de ses silences coutumiers avant de répondre : « Faisons très simple : si vous n'êtes pas venue avec des choses nouvelles, je peux regarder mes pieds et boire mon café. Afin de vous laisser réfléchir, laissez venir les silences. »

L'idée me paraît impossible, les silences m'angoissent.

« Laissez voir si quelque chose émerge, ajoute-t-il, c'est important ici de pouvoir se confronter au silence parce que sinon on meuble et ce n'est pas très intéressant. Pour ma part, je nage très tranquillement dans les silences, cela fait partie intégrante de l'analyse. »

Je m'autorise moins d'une minute avant de l'interroger sur la récente interview qu'il a accepté de donner à Radio J[1] et qui avait pour sujet l'annulation d'un colloque et d'une table ronde autour de l'essai intitulé *La Fabrique de l'enfant transgenre*[2] suite à des pressions de militants transactivistes. A-t-il reçu des menaces ?

« Pas du tout, mais le fait de ne pas être sur les réseaux sociaux aide, c'est certain. »

Cela me rassure, presque égoïstement.

« Je trouve qu'il y a vraiment quelque chose de très manichéen dans cette cancel culture, dis-je. Je déteste l'écriture inclusive avec les points médians ou les néologismes, mais je suis malgré tout ouverte à la lecture d'ouvrages dans cette langue ou à l'écoute de podcasts. Mais la même tolérance n'existe pas dans le camp d'en face. C'est donc toujours l'après-sortie du livre qui m'inquiète.

– Notre dernière discussion a été très riche. Nous avions déjà évoqué cette question des conséquences. Il ne s'agit pas de tout psychiser, mais vous me racontiez alors que vous aviez déjà préparé le fait de fermer vos comptes sur les réseaux sociaux. Vous aviez évoqué certaines choses auxquelles vos peurs pouvaient se rattacher.

– Je me suis dit qu'avec ce bouquin-là, ce qui m'inquiète, c'est plutôt les projets futurs : est-ce qu'avoir écrit sur le wokisme va me "canceller" lorsque je souhaiterais me remettre au roman ?

– La crainte que vous aviez la fois dernière, c'était celle d'être répertoriée comme tabasseuse. Mais au fond, existe-t-il encore aujourd'hui des sujets qui ne soient pas clivants ? »

Ruben Rabinovitch vient de marquer un point. Il poursuit :

« Les sujets sociétaux surtout. On s'américanise, on a maintenant un côté CNN, Fox News qu'on le veuille ou non. Indépendamment de ça… c'est

comme s'il y avait une crainte pour vous de n'être que *quelque chose*.

– Dans le journalisme, je ne prends pas vraiment de "risques" à donner mon avis, je préfère me cantonner aux faits et faire intervenir des personnes de tous bords qui viennent avec leurs avis respectifs. Mais on ne sait pas ce que pense Nora Bussigny finalement. Et là, je n'y échappe plus. »

Interrogatif, Ruben me pose pour une fois des questions sur la narration : « Quel est le ton de votre livre ? »

Je repense à ma dernière relecture de mon brouillon et rougis, comme prise en faute.

« Je me trouve radicale, très sarcastique. Je ne sais pas si je vais pouvoir assumer tout ça.

– C'est une bonne question. L'assumer ou ne pas l'assumer. Vous touchez là à des sujets pour lesquels ne pas aller dans le sens du vent suffit à déchaîner les foules.

– Ne pas liker, partager, se positionner. Ne pas réagir suffit à fabriquer de l'opprobre. »

Songeur, Ruben laisse s'égrener les minutes dans le silence pendant que je m'agite sur ma chaise.

« Ce qui est difficile pour vous d'assumer, ce sont les conséquences ?

– Oui, et des conséquences qui sont floues, finalement. D'avoir peur de ne pas faire consensus une fois de plus… Mais faire consensus, c'est ne rien faire.

– Y a-t-il des choses de notre dernier échange qui vous sont remontées ? »

J'hésite à le lui dire, puis je lui avoue m'être décidée à aller voir une psychothérapeute afin d'aborder des sujets personnels. Celle-ci m'a d'ailleurs appris que dans le milieu de la psychothérapie, beaucoup de praticiens tirent la sonnette d'alarme face aux dérives qu'ils observent chez leurs patients.

« Beaucoup de choses se sont ouvertes effectivement la dernière fois, et quand vous êtes venue ici la première fois, vous ne saviez pas exactement qui venait. Et ce qui a fait la singularité, la richesse et le trouble de ce projet, c'était que vous ne saviez pas qui venait, et dans le même temps plein de monde venait avec vous. Il y avait la journaliste, l'undercover, la femme, la fille, l'auteure, et peut-être qu'après la fois dernière vous vous êtes rendu compte que vous aviez envie que dans ce cabinet vienne la journaliste. Ce qui sans doute est protecteur pour la suite, que vous ne soyez pas tout entière à nu. »

Son analyse me laisse sur ma faim. Qui est vraiment la narratrice de mon

livre ? La journaliste en immersion ? L'auteure amatrice de romans ? La femme cisgenre hétérosexuelle et majoritairement privilégiée ? Mais surtout : laquelle d'entre toutes choisirai-je d'endosser quand le livre sortira ?

Notes

1. Radio J, émission du 24 novembre 2022.

2. Livre paru en 2022 aux Éditions de l'Observatoire et écrit par deux psychanalystes, Céline Masson et Caroline Eliacheff, ayant suscité de nombreux débats et critiques, et accusé de « transphobie ».

TROISIÈME PARTIE

16

Le militantisme en région

Avec Dijon, Rennes et d'une certaine façon avec la pride radicale, j'ai pu avoir des aperçus de ce que le militantisme LBGTQIAP+ peut produire en province. Si jusqu'ici mon immersion m'a montré majoritairement des aspects plutôt négatifs du militantisme, je tiens à discuter avec des associations qui œuvrent sur le terrain, à comprendre leur importance et à analyser avec elles ces nouvelles mouvances militantes.

Je me rends au Mans afin d'y rencontrer Florian Poupon, président de l'association Homogène[1]. Je le rencontre dans un café du vieux Mans, non loin du tribunal, rue de la Barillerie, un endroit plutôt sympathique et cosy.

Âgé d'une quarantaine d'années, Florian Poupon occupe un poste de géomètre et préside l'association sarthoise comme bénévole depuis près de deux ans. Ancien rugbyman, Florian me confesse avoir eu beaucoup de mal à assumer son homosexualité, malgré des parents très tolérants et fiers de lui. « C'est moi qui n'acceptais pas qui j'étais, je souffrais d'une homophobie intériorisée. J'étais en complète perte de repères, la première fois que j'ai passé la porte d'une association, je ne savais pas à quoi m'attendre. »

Je me sens plus à l'aise et ose demander à Florian si pour lui, la mission du militantisme LGBT s'est politisée.

« Notre mission n'est pas politique, mais sociétale. Par exemple, lorsque nous envoyons des invitations aux différents partis politiques, nous n'en omettons aucun.

– Même l'extrême droite ?

– Même l'extrême droite. Je me suis rendu compte que beaucoup de personnes LGBT étaient d'extrême droite et ce pour diverses raisons. »

Je suis surprise de voir que Florian ne blâme ni n'ostracise personne pour ses opinions politiques, au contraire de ce que j'avais pu constater jusqu'ici

dans chacune de mes investigations militantes où aucun parti de droite, ni même « républicain » n'était toléré.

« Chez les gays, il y a deux clans, les "normalistes" et les "libertaires". Chez ces derniers, la liberté du corps est totale, ce sont eux qu'on peut voir à moitié nus aux manifs par exemple. Du côté des "normalistes", il y a une recherche de l'intégration dans la société. Je ne saurais pas dire qui a raison mais les normalistes sont ceux que l'on retrouve du côté de la droite ou de l'extrême droite, à l'instar de Florian Philippot. »

J'estime de mon côté que les « libertaires » dont il parle ont peut-être un côté très « performatif » et surtout une volonté d'affirmer leur appartenance à une communauté. Je pense à tous mes amis homosexuels, mariés ou non, que je n'ai jamais vus porter un drapeau LGBT ni évoquer leur homosexualité comme une identité, sans pour autant vivre cachés.

« Ce qui les gêne, m'explique Florian, c'est le côté communautaire. Alors qu'il ne s'agit pas de communautarisme mais de militantisme. Un jour, un militant de notre association m'a demandé ce que je ferais si une personne homophobe se présentait à l'association. Je lui ai dit que je l'accueillerais pour lui démontrer pourquoi l'homophobie repose sur de l'ignorance. Et les homosexuels normalistes peuvent ressentir parfois une haine contre les libertaires. Le drapeau LGBT est un engagement pour la tolérance et l'acceptation des autres. »

Fier des valeurs universelles de son association, Florian m'explique que cela fait dix ans qu'il est bénévole pour Homogène et que jamais aucun membre n'a demandé à un autre s'il était ou non homosexuel. Et s'il ne l'était pas, il serait évidemment le bienvenu.

« On est bénévoles pour une multitude de raisons : il y a des gens qui souffrent, qui se sentent seuls, qui compatissent avec leurs proches, des gens qui veulent exister et trouver une place dans la société. Mais aussi des gens qui s'ennuient, ou désirent simplement nouer des relations.

– C'est vrai qu'on se pose souvent la question de la légitimité dans le militantisme, puisque le militantisme est toujours vu par le prisme des privilèges, "blanc" ou "hétérosexuel" par exemple. Et vous, vous dites que tout le monde a sa place. Très sincèrement, je ne m'y attendais pas…

– Oui, tout le monde a sa place. Je n'ai jamais demandé à un autre bénévole s'il était en couple avec un homme ou une femme. Il y a certains bénévoles que je vois depuis des années et je ne sais pas s'ils sont concernés, je n'ai jamais posé la question et personne ne le fait, c'est une règle tellement première chez nous qu'elle est devenue tacite. Par ailleurs,

on reste volontairement à distance de la politique, ce n'est pas notre job. Cependant, si un candidat aux municipales du Mans a un programme homophobe, bien sûr que nous prendrons position quel que soit son parti.

– Vous intervenez également dans des établissements scolaires de la région… ?

– Oui, afin de sensibiliser les élèves aux questions du harcèlement et de l'homophobie. Ce dernier mois, les cent cinquante adhérents et quarante bénévoles actifs sont parvenus à mener une quarantaine d'interventions dans des collèges et lycées. Un gros travail, réalisé sur leur temps de congé !

– L'acronyme LGBTI mentionné en version raccourcie (un fait rarissime aujourd'hui) sur votre site Internet, omet le « Q » de « queer », pourquoi ?

– Nous avons justement eu un débat là-dessus avec le reste des bénévoles. On est arrivés à la conclusion que cela devenait par trop redondant. Il est d'ailleurs important de rappeler que le combat et la lutte contre les discriminations sont essentiels mais qu'il ne faut pas tomber justement dans le communautarisme et l'extrêmisme.

– Et qu'est-ce que ce serait pour vous que ce communautarisme et cet extrêmisme ?

– Le moment où l'on crée des clans, des courants de pensée, des chapelles, de l'exclusion en fait. La haine n'engendre que la haine. Il y a quelques années, notre association est entrée en conflit avec la boîte de nuit LGBT du Mans, Le Babylone. Une histoire partie de rien mais qui s'est envenimée, à tel point que cela allait au-delà de la haine. Une année, deux manifestations "pride" ont même eu lieu. »

Je n'en reviens pas, surtout lorsque l'on sait que les deux camps luttent pour les mêmes convictions.

« Il y a eu des cas similaires à Rennes et les associations se sont désagrégées. Je pense qu'encore une fois il s'agit de conflits qui mêlent intérêts commerciaux et associations. En prenant la présidence, je suis parvenu à apaiser les relations. Nous arrivons maintenant à retravailler tous ensemble, sans que la mairie du Mans ne chapeaute qui que ce soit ni n'intervienne. »

Pour avoir côtoyé beaucoup de militants durant cette immersion, je constate que tous souhaitent sincèrement faire le bien, ce qui les empêche de remarquer certaines dérives. Florian me fait part d'un autre conflit récent qui a justement divisé l'association : un quinquagénaire, bénévole, a eu un rapport sexuel avec un mineur consentant de plus de 16 ans.

« La question de l'emprise s'est posée, nous avons eu un gros débat

interne. Devait-on exclure le bénévole ? Il n'y avait rien d'illégal dans son acte, aucune plainte n'avait été déposée et cela s'était déroulé hors de l'association. Si cela nous a permis de mener une campagne sur les questions de l'emprise et de la prédation, le fait que nous n'ayons pas renvoyé le bénévole a engendré une crise. J'ai dit aux tenants de l'exclusion que cela relevait d'une forme de dérive. Finalement, le bénévole a été gardé. »

Puisqu'on aborde la question de l'exclusion, j'en profite pour évoquer avec Florian le cas très médiatisé de la Marche des fiertés de Tours qui, en 2021, avait souhaité que la manifestation soit conduite par un cortège de tête en non-mixité pour « les personnes LGBT + racisées », pratique qui depuis, j'ai pu le constater, est devenue monnaie courante.

« C'est le paradoxe de notre société d'aujourd'hui. On demande d'accepter nos nouvelles étiquettes tout en refusant les différences. Mais à partir du moment où l'on met une étiquette, où on nomme, on entérine une différence. Dans une manifestation, je suis contre les cortèges distincts. »

L'association Homogène, remarquée également pour son projet Home au Mans qui accueille des jeunes expulsés de leur domicile, collabore notamment avec le Planning familial, l'occasion pour moi d'aborder le sujet avec Florian. Si je soutiens pleinement le Planning, je fais remarquer à Florian que je trouve regrettable – le mot est faible – que cette association efface le mot « femme » au profit de celui de « personnes à utérus » ou « personne menstruée » soi-disant pour ne pas invisibiliser les hommes transgenres qui se rendent quotidiennement dans leurs locaux.

« En tant que féministe, même s'il est évident que toute personne doit être accueillie sans discrimination, ce qui me gêne c'est d'être réduite à mes parties génitales au nom d'une inclusivité qui, comme on dit, "a bon dos".

– Pour les personnes trans, le Planning familial est une porte d'entrée vers le médical. Dans nos associations, on ne peut pas les renseigner, nous ne sommes pas des médecins. Le Planning familial a donc dû adapter son discours à cette communauté. C'est difficile d'être dans le juste milieu. Le Planning familial est une association faite de salariés, qui a besoin de subventions pour vivre… Il lui est impossible de tenir un discours qui ne soit pas en phase avec son public. »

Florian m'apprend qu'une des conditions de recrutement d'un salarié au Planning familial est de trouver des subventions qui garantissent son embauche.

« C'est comme ça dans tout le milieu associatif. Prenons l'exemple de l'association LGBT Le Refuge. Il n'existe aucun partenariat entre Le Refuge et les associations LGBT locales. Ce n'est pas une question de différence de combats, mais le fait est que la DILCRAH[2] a une enveloppe pour tout le département et que c'est à elle de déterminer ce qu'elle donne et à qui. Et cela concerne toutes les associations, même un petit groupe sorti de nulle part qui a un projet de concert et qui décide de le faire "contre les discriminations" dans le but d'obtenir une subvention. »

Je tombe des nues : on peut donc utiliser la carte de la discrimination pour obtenir une subvention ?

« Quand nous étions complètement fermés durant la période Covid et que l'on s'occupait juste des jeunes et de la cellule d'écoute, on m'a conseillé de demander quand même des subventions pour la manif ! J'ai refusé, car je n'allais tout de même pas récupérer des sous pour une pride qui ne pourrait pas se tenir. On m'a également poussé à faire un projet à La Ferté-Bernard, car cela nous aurait permis de récupérer les subventions destinées au milieu rural ! »

Si Florian m'affirme n'avoir jamais constaté de « grosses dérives », lui-même m'avoue avoir beaucoup de mal à communiquer sur les actions militantes menées par l'association afin de ne pas instrumentaliser l'aide mise en place. Même si communiquer peut contribuer en effet à obtenir davantage de subventions.

Je pense à certaines militantes féministes que je côtoie pour mon enquête, lesquelles, entre deux posts Instagram sur les féminicides, placent des codes promos pour des salons de coiffure ou des culottes menstruelles et qui réinventent (sous prétexte de vouloir vivre décemment) le concept d'« influenceuses militantes ».

Très intriguée par cet échange, je parviens à convaincre une des anciennes figures du militantisme de l'Ouest de témoigner, sous couvert d'anonymat. Ce presque quadragénaire que nous appellerons Olivier me retrouve dans un café parisien place de la Nation et me démonte, pièce après pièce, ce « néomilitantisme » qu'il a vu arriver alors qu'il officiait encore en milieu associatif.

Il commence par l'événement qui l'a « le plus choqué » : « Nous avions soutenu une victime qui avait porté plainte pour une agression sexuelle. Toute la communauté LGBT était derrière elle jusqu'au jour de sa prise de parole publique où elle a été huée par l'assemblée. La raison ? Elle avait osé

remercier les policiers qui l'avaient aidée.

Un autre point inquiète Olivier : celui des interventions en milieu scolaire menées par les associations : « C'est souvent la cata. Certaines associations oublient qu'être victime ne veut pas dire être un expert. Quand nous intervenions, il y a quelques années, nous bénificiions d'une formation. Nous devions assister, "en élève", à des interventions effectuées par des gens rodés à l'exercice. C'était tout un protocole. Aujourd'hui, les militants vont parler à des classes, la fleur au fusil, et distillent des infos parfois fausses ou qui effraient les jeunes, majoritairement, il faut le reconnaître, peu réceptifs. »

Olivier estime, par expérience, qu'il est important de connaître ses limites en tant que militant, sinon le risque est bien réel, de mettre en danger des personnes vulnérables ou en recherche d'une aide appropriée : « Les bénévoles, à moins d'être formés, n'ont pas les compétences, par exemple, pour encadrer des personnes rencontrant des problèmes psychiatriques. Ce qu'oublient nombre de militants, c'est qu'il ne faut pas susciter un espoir trop grand chez les victimes et que parfois il ne faut pas hésiter à les encourager à se tourner vers la police. » Tout en l'écoutant parler, je pense aux nombreux ACAB qui peuplent les associations.

Olivier poursuit : selon lui, une intervention en milieu scolaire fait par une association que l'on pourrait qualifier d'universaliste va parler du harcèlement vécu par les personnes LGBT, alors qu'une association « décons-truite » ira chercher des coupables. Ce qui n'est pas la même chose et ne sera pas reçu de la même façon par ceux qui l'écoutent.

Je lui évoque les propos tenus par Florian sur l'importance du militantisme en région. Olivier les approuve, et s'agace qu'aujourd'hui ces valeurs soient oubliées.

« Ce qui préoccupe une asso LGBT en région, c'est d'accueillir le gamin qui s'est fait fracasser la tronche par ses parents. Je suis aussi persuadé que recevoir des parents homophobes peut permettre de les amener progressivement à la tolérance, si tant est qu'ils aiment leur enfant, ce qui est souvent le cas. Ce que les associations ont du mal à entendre aujourd'hui, c'est qu'on peut dire aux jeunes qu'ils ont le droit d'avoir des pensées homophobes, mais que celles-ci, en aucun cas, ne doivent les conduire à entraver la liberté des autres et encore moins à les violenter. »

Ce qui me surprend dans le discours d'Olivier, c'est son inclusivité. Personnes « intersexes », droits des personnes transgenres, non-binarité, il est renseigné, tolérant et surtout très ouvert au débat. Pourtant, en tant

qu'homme homosexuel, cisgenre et blanc, il ne saurait plus compter le nombre de fois où il a été jugé comme « privilégié » et même « problématique » par la sphère militante dont il s'est depuis détaché, écœuré par la manière qu'a celle-ci de ne voir le monde que par le prisme de l'intersectionnalité.

« J'ai vu des personnes trans se faire agresser physiquement et verbalement par d'autres militants car elles n'employaient pas le bon langage. Il y a toute une exigence de "pureté militante" à laquelle personne ne peut correspondre. En tant qu'homosexuel, j'ai souvent observé une haine de l'homme cisgenre », conclut Olivier.

En rentrant de notre rendez-vous, je m'interroge sur une phrase entendue maintes et maintes fois lors de mon immersion : « Laisser parler les concernés. » Je réfléchis à ces fameux « concernés » qui doivent être tantôt « racisés », tantôt LGBT ou même « non valides ». Pour être un « bon allié » – expression basique du wokisme –, il faut donc accepter d'être exclu des réunions en non-mixité, être « éduqué », ce qui implique une déconstruction des privilèges, sans oublier le fait de ne jamais présumer que l'on peut comprendre ce que vivent les oppressés, et que l'on doit s'intéresser à eux sans pour autant les « invisibiliser ». Quant aux fameux « concernés » – je pense à quelqu'un comme Gabrielle Deydier –, je découvrirai très vite que même s'ils cochent toutes les cases, le rejet et la violence ont toujours droit de cité…

Notes

1. Association LGBTI (lesbienne, gay, bi, transgenre, intersexe*) ouverte à tout.te.s, elle a pour objet la prévention des discussions et œuvre pour l'égalité des droits et la valorisation de l'apport des personnes LGBTI dans tous les aspects de la société.

2. Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

17

Cancel culture et validisme

Tout au long de cette immersion, j'ai pris soin de me confier à l'une de mes amies, l'autrice, journaliste et réalisatrice Gabrielle Deydier. Remarquée en 2017 après avoir publié *On ne naît pas grosse*[1] – une enquête d'investigation mêlée à son témoignage personnel de femme obèse en France –, Gabrielle Deydier a écumé tous les médias nationaux et internationaux et coréalisé en 2020 un documentaire primé deux fois au FIGRA 2020 : *On achève bien les gros*. Si Gabrielle s'est toujours défendue de tout militantisme, son travail de spécialiste est difficilement perçu par les personnes grosses et même par les journalistes qui ne voient en elle que la personne « grosse et médiatisée ». On l'invite plus souvent sur les plateaux comme une personne concernée par le sujet qui vient témoigner que comme spécialiste du sujet ayant une expertise légitime.

J'ai à de nombreuses reprises travaillé avec Gabrielle Deydier en l'interviewant pour plusieurs médias. Ses prises de position très universalistes, laïques, républicaines et dénuées d'un quelconque point de vue militant lui vaudront très vite le statut de « facho » lancée par la sphère « engagée ». Pourquoi une telle haine ? Et quel est donc ce forfait suprême, ce si grand péché ? Avoir défendu publiquement Mila, dans une tribune ! Profondément indignée par toutes les figures féministes[2] françaises – telle Lauren Bastide – qui ont revendiqué ne pas soutenir l'adolescente homosexuelle car ses propos seraient « islamophobes ». Gabrielle Deydier l'a publiquement fait, donc, dans une tribune intitulée « La sororité à deux vitesses[3] ».

Après plusieurs mois d'enquête, je parviens à convaincre Gabrielle d'accepter de témoigner dans mon livre et de raconter la « cancel culture », le harcèlement et la haine auxquels elle a dû faire face de la part de la

sphère militante *fat activist*[4] française, belge et québécoise.

« Quand je débarque en 2017, je suis à la fois un objet de curiosité, d'espoir mais aussi de doutes. Je sors de nulle part, je n'ai jamais milité dans une association pour les droits des gros, ni dans aucun parti politique. Lorsque j'apparais dans la sphère médiatique avec mon livre, je suis tout de suite identifiée et soutenue. Les seules personnes qui me critiquent sont soit des gros qui ne se reconnaissent pas dans mon enquête, soit des personnes qui ont fait une chirurgie bariatrique et désapprouvent mon regard critique sur les opérations, sans oublier bien sûr les *haters*[5] qui m'insultent », se souvient Gabrielle Deydier.

Sans aucune ambiguïté, et depuis le début, cette dernière, tout en refusant de s'ériger en porte-parole des gros, souhaite alerter l'opinion sur le traitement des personnes obèses en France : discrimination à l'embauche, difficulté d'accès aux soins, injonction à la chirurgie bariatrique, etc. Elle le fait dans un style « gonzo » propre à une maison d'édition – Goutte d'Or –, connue pour ses enquêtes à la première personne.

« Même si mon livre est journalistique, on l'assimile à du militantisme. Les gros qui me voyaient à la télé m'écrivaient et attendaient de moi que je sois leur étendard. Politiquement, je n'ai pas honte de dire que je me reconnais dans une gauche humaniste, républicaine, laïque, universaliste, certains diraient une sociale-démocrate. Si ce n'est que pour les collectifs anti-grossophobie qui sont très politisés, c'est un affront. Je suis censée tenir un discours anarcho-syndicaliste, anticapitaliste, intersectionnel et surtout d'extrême gauche. Mes positions "*Charlie Hebdo*" ne plaisent pas et les militants commencent à scruter la moindre de mes prises de parole, vérifier qui je "like" ou suis sur les réseaux sociaux. Je devenais problématique par contagion. »

Les « *social justice warriors*[6] » attendent de Gabrielle un langage codifié, marqué et engagé et n'hésitent pas à le lui faire savoir, dans des messages qui, tout en vantant ses interventions médiatiques, lui conseillent malgré tout de surveiller son langage peu inclusif. En cause : sa tendance à employer les termes « obèse » et « surpoids », jugés « stigmatisants » et « pathologisants ».

« On tente de m'éduquer, de me déconstruire. D'un coup, on m'accuse d'avoir intégré la grossophobie de la société. Les techniques vont des messages passifs-agressifs à l'insulte publique. Si tu n'es pas avec nous, tu es contre nous. C'est absolument tout ce que je refuse : que l'on me dicte quoi dire, quand le dire, comment le dire. »

Gabrielle devient « problématique ». Et comme on la voit partout, elle commence à être accusée de faire du business sur les gros. Un vrai satan du capitalisme !

En 2019, la société Barjac Production rachète les droits télévisuels du livre de Gabrielle Deydier afin de l'adapter pour France TV et l'engage comme consultante sur *Moi, grosse*, qui aborde le quotidien des personnes grosses en France. Gabrielle est fière de voir son travail adapté à l'écran, mais surtout que le premier rôle – celui de Raphaëlle, licenciée de son poste d'animatrice des écoles pour obésité – soit tenu par Juliette Katz, mannequin grande taille et youtubeuse (cf. « Coucou les girls »). Pourtant, un appel au boycott est rapidement orchestré par de nombreux militants sur les réseaux sociaux…

« Le film a fait l'objet d'une polémique car l'actrice principale n'a pas été jugée assez grosse ! Bien que considérée comme obèse par le milieu médical et ayant de son côté entamé un parcours de chirurgie bariatrique, on lui avait demandé de porter une prothèse appelée "fat suit". Mais il faut savoir que, dans les séries télévisées, celles-ci sont assimilées à des "blackfaces*" ! En défendant l'actrice, j'étais devenue la prochaine personne à "canceller". »

Le point de bascule définitif arrive un an après, alors que Gabrielle réalise son documentaire pour Arte en 2020, qui mélange témoignages, enquête et microfictions dystopiques, *On achève bien les gros*, écrit en collaboration avec Laurent Follea et Valentine Oberti.

« Dans le docu, on me voit évoluer dans mon quotidien, gravir mes sept étages sans ascenseur, me rendre à la piscine en maillot de bain et déambuler dans les rues. Quant aux scènes de microfiction, elles mettent en scène une dystopie inspirée d'une loi japonaise appelée "Métabo", qui interdit aux employés de grossir. J'ai imaginé une vision futuriste où les gros seraient traqués, renvoyés et emprisonnés en toute légalité. »

Plusieurs points sont reprochés à Gabrielle : s'être mise en avant sans inclure des militants gros ; utiliser des personnes grosses dans ses microfictions pour les « malmener » sous prétexte que ce n'est pas la réalité ; et enfin se montrer comme une personne grosse capable de se mouvoir et de faire une activité sportive – en l'occurrence, la natation. « J'ai été accusée de jouer sur les peurs des gros, les stéréotypes, et de les humilier publiquement. Le discours militant est complètement fou : il faudrait montrer une personne estimée suffisamment grosse à leur goût, dans un rôle jugé positif mais subissant toutes les formes de discrimination

et surtout ne jamais la montrer en train de manger ou de déprimer en raison de son poids. Il faudrait en fait une charte pour représenter un gros. Les militants sont dans un déni de réalité. Si je dis que j'ai du mal à accéder à mes orteils, je fais le jeu des grossophobes. Mais si je me montre en train de me mouvoir, je suis accusée de validisme ! En poussant un peu, je me demande parfois si ces mêmes personnes estiment que les jeux paralympiques sont validistes. »

À l'instar d'Abdoulaye Kanté – noir et policier –, Gabrielle Deydier est accusée d'être une traîtresse à son camp et d'incarner « la grosse qui veut plaire aux minces » ou encore « la grosse de service ». « Suite à ce documentaire, continue-t-elle, c'est mon portrait dans *Libération* qui déclenchera la cabale. Durant les quatre heures que va durer l'interview, je prends plusieurs positions, en dénonçant par exemple les collectifs antiracistes qui déboulonnent les statues, ou encore en disant que je n'aime pas les identitaires. J'ai d'ailleurs le malheur de déplorer que chez les gros, existe un repli identitaire dans lequel je ne me reconnais pas. Moi qui ne suis pas une identitaire du bourrelet, j'explique que je refuse toute forme de sororité adipeuse. »

Pour les *fat activists*, c'est l'hallali. Gabrielle Deydier est accusée de « fascisme » et les militants n'hésitent pas à demander publiquement (sur Twitter) à ce qu'elle ne soit plus invitée par la Mairie de Paris lors des débats que celle-ci organise autour des questions relatives à la grossophobie. À leurs yeux, Gabrielle Deydier n'est rien d'autre qu'une « Blanche de droite problématique » !

« La goutte d'eau qui fait déborder le seau de reproches, c'est mon souhait de vouloir maigrir, que j'assume parfaitement. Quand j'écris mon livre, je pèse près de 160 kilos. Mon quotidien est très compliqué, je peine à marcher et n'ai pas l'intention d'écrire un conte de fées ! Au fil des années, j'ai commencé à perdre du poids, ce qui m'a rendue plus heureuse. Quand j'ai expliqué souhaiter descendre au-dessous de 100 kilos pour des questions de bien-être et de mobilité, j'ai immédiatement été accusée de "grossophobie intériorisée" ! »

Depuis, Gabrielle Deydier, est considérée comme une paria par les militants du *fact-activism*. Son inquiétude rejoint la mienne : comment les adolescents ou les personnes fragiles qui suivent ces militants sur les réseaux sociaux peuvent-ils s'extirper de ces discours nocifs et culpabilisants, où le lexique de l'idéologie woke est si toxique ? Comment se construire face à cette culture de l'annulation ?

Notes

1. Éditions Goutte d'Or.

2. Parmi elles : Caroline De Haas, Rokhaya Diallo, Grace Ly, Victoire Tuaillon, le militant Taha Bouhafs, Habibitch, le militant et réalisateur transgenre Océan, l'autrice Nesrine Slaoui, la chanteuse Julie Zenatti, l'actrice Rachida Brakni, l'essayiste Pauline Harmange…

3. Publiée dans la Newsletter de Cheek, le 23 juillet 2021.

4. Mouvement international, le « Fat Activism » dénonce la grossophobie ambiante et invite à lutter contre elle.

5. Vient de l'anglais *haters* (littéralement : « haineux »). Terme utilisé sur les réseaux sociaux, pour désigner des personnes qui dénigrent systématiquement des célébrités, des émissions de télévision, des films, des vidéastes web, des influenceurs, etc.

6. Qualificatif péjoratif pour désigner les individus qui, au nom d'une prétendue « supériorité morale et manichéenne », défendent des causes telles que la LGBTphobie, le féminisme ou l'antiracisme, en utilisant une rhétorique jugée extrémiste et fallacieuse.

18

Trouver la réponse, mais à quoi ?

Je retrouve Ruben Rabinovitch dans son antre un lundi soir, alors que le froid essaie timidement de s'engouffrer avec moi dans son cabinet obscur.

« Je sens que je ne suis plus dans l'émotionnel ou la crainte, j'ai plutôt l'impression de me préparer pour la guerre, lui dis-je. La Nora d'aujourd'hui n'est plus la même que celle d'hier : je me sens comme une tacticienne.

– J'ai remarqué que le ton de votre voix avait changé. »

Je souris… Plusieurs de mes proches m'ont fait la même remarque. Ruben Rabinovitch me rappelle que je dois omettre le fait que les séances sont enregistrées, afin de ne pas brider mon propos.

Je lui réponds que je me suis obligée à une sorte de pacte. Que ma grande angoisse c'est de mentir à mes lecteurs. J'ai peur qu'ils ne croient pas à ce que raconte le livre.

« Vous avez peur qu'on vous accuse de mensonge ? Également dans votre vie personnelle ?

– Sur tous les pans de ma vie.

– Pourquoi avoir choisi de travailler sur ce sujet ?

– Les questions de souffrance psychique, de déprime, d'angoisse m'ont toujours agacée… J'avais envie de creuser ce que je voyais comme un processus victimaire généralisé. Et puis de l'agacement, je suis passée à la culpabilité. Aujourd'hui, je me sens vide d'émotions et dénuée d'empathie.

– Vous sauriez dire ce qui a engendré un tel glissement ?

– Non. C'est le problème de tout ce livre : l'impression que je ne vais pas parvenir à trouver la réponse.

– La réponse à quoi ?

– Je ne sais pas. Plus la date de remise du manuscrit approche, moins j'arrive à dormir. Sincèrement, j'ai fait tout ce qu'il était possible de faire.

Mais je n'ai toujours pas de réponse à fournir aux lecteurs.

– Votre expérience rappelle celle du roman initiatique. Vous êtes passée vous-même par des temps subjectifs, distincts. Au cours de cette enquête il y a eu un moment où vous avez été la proie de cette culpabilité-là, de ce relativisme. Ce moment était nécessaire, sans doute pour faire pleinement une enquête et se fondre dans ce corps-là. Il était important que vous soyez instable, que la position de ces gens avec lesquels vous étiez en désaccord au démarrage "bave" sur vous. »

Je n'arrive pas à retenir un léger frisson. Ruben Rabinovitch résume assez bien les phases de cette immersion. Plus d'une fois je me suis sentie comme souillée… Quand j'ai pris un plaisir sadique en exécutant des ordres de ségrégation « pour le plus grand bien ». Quand j'ai employé une rhétorique que j'abhorre en sortant, comme seul argument, mon joker « racisée ».

« Comment décririez-vous votre traversée ?

– Je dirais qu'elle a failli me changer. Peut-être qu'elle m'a changée, d'ailleurs. Mais j'ai l'impression de revenir à celle que j'étais avant, comme si j'avais finalement couru en cercle. Je suis partie pétrie de convictions, persuadée d'avoir mis le doigt sur un problème sociétal, avant de passer par des états de colère terribles, de haine de tous. Puis est venu le temps de la culpabilité, je cherchais l'absolution de ces militants. Et aujourd'hui ? Je retrouve mon double initial, avec cette fois-ci des bagages concrets et des exemples qui ont pu confirmer mes intuitions, mes pressentiments.

– Ce n'est donc pas un retour à la case départ finalement.

– Non.

– Vous ressentez toujours de la colère ?

– Non, mais je dirais que je suis emplie d'amertume. Je ne sais pas si c'est la guerre en Ukraine, ou encore les témoignages terribles de victimes d'agressions que je recueille pour mes articles, mais j'ai l'impression que ces questions d'"oppression", de "mégenrage" ou de "privilèges" sont vaines. Comme si le combat générationnel était perdu et que la seule solution que l'on puisse proposer est un extrême radical et anti-progrès que je ne désire absolument pas.

– Ce que je crains le plus, intervient Rabinovitch, c'est que j'ai l'impression que le wokisme, c'est déjà la fin de quelque chose. Comme s'il signait sa propre épitaphe. Au début, ce phénomène m'a beaucoup inquiété, mais j'ai le sentiment que ça ne tiendra pas, qu'il va y avoir un rappel à l'ordre face à l'effacement de toutes les limites, une figure de maître implacable. »

À voir Ruben Rabinovitch si soucieux, je me rends compte que je veux continuer d'espérer. Je pense à cette génération qui arrive, certes engagée et militante, mais de plus en plus lassée par les dérives. Cette manière qu'elle a de parodier les excès, d'utiliser les réseaux sociaux comme une arme de dérision massive, et suis soudain rassurée. Je ne regrette pas le passé. Je parie sur la génération qui arrive. Je vais même lui poser la question.

19

L'éclatement des luttes

L'année dernière, en 2022, nombreuses étaient les femmes abolitionnistes mais aussi considérées comme TERF à s'être fait injurier, menacer et tabasser lors de la journée du 8 mars, alias Journée internationale des femmes. Pour *Marianne*[1], j'avais recueilli la parole de ces victimes, accusées de véhiculer la haine car, que je partage ou non leur point de vue, je ne pouvais qu'être touchée que des femmes soient violentées aux côtés de pancartes de manifestants qui recensent les féminicides.

Je m'étais promis de me rendre à mon tour place de la République en 2023, afin de faire de cette manifestation la dernière de mon livre. En discutant pour ma chronique dans *Le Point*[2] avec des jeunes qui partagent publiquement leur lassitude face à certaines dérives militantes sur leurs réseaux sociaux, je décide de proposer à ma petite sœur de m'accompagner. Âgée de 19 ans, étudiante en histoire, Angélina se sent féministe, comme la plupart de ses amies, et comme ces dernières, elle a remarqué depuis quelques mois des discours associatifs très extrêmes, très radicaux, dans sa fac de région parisienne.

« Je veux que tu me dises ce que tu perçois de cette manif », lui dis-je en la retrouvant, sa silhouette frêle emmaillotée dans son manteau, abritée sous son parapluie.

Tombée en pleine manifestation contre la réforme des retraites, la Journée internationale des femmes ne semblait qu'un bref interlude pour les militants engagés dans ce bras de fer avec le gouvernement.

« Tu as vu les tags à Beaubourg ? » me demande Angélina, estomaquée.

Je fais défiler les photos sur son téléphone :

« Nik l'école bourgeoise »

« À bas les monuments, feu aux prisons »

« Girls juste want tuer Darmanin »

« Trans fol et fière »

« 1 flic une balle »

Je constate même que la devanture d'un magasin Naturalia est couverte de tags tels que « Du tofu pour *toustes* ou pas de tofu du tout ». En fouillant sur les réseaux sociaux, je découvre que ces graffitis qui indignent les habitants du quartier sont le fruit de la manifestation interdite aux « hommes cisgenres » et réservée aux « meufs, trans, pédés, gouines » qui s'était tenue deux jours avant, le 6 mars 2023.

Angélina et moi regardons de nombreux journalistes armés de micros et déterminés à interviewer les manifestants, organisés en petits groupes. Je constate, étonnée, que la majorité des messages tournent pour le moment autour des retraites, jusqu'au patriarcat que les militantes souhaitent « mettre à la retraite ». Une femme prend alors la parole seule, devant la statue de la République, et raconte micro à la main avoir été « la proie d'Éric Coquerel » durant les universités d'été et n'avoir reçu aucun soutien de M. Mélenchon en qui, pourtant, elle avait toute confiance. Je vois que beaucoup de femmes qui écoutaient son discours baissent les yeux lorsqu'elle scande le prénom du candidat à l'élection présidentielle, visiblement mal à l'aise.

Au loin, je crois reconnaître des étudiants de la faculté de Paris-VIII, dont les militants qui avaient communiqué sur les réseaux sociaux pour affirmer souhaiter construire « un féminisme anticapitaliste qui ne tergiverse pas avec l'islamophobie, l'antisémitisme et la transphobie »…

Angélina me tire par la manche : « Regarde les pancartes », me souffle-t-elle, avant que le cortège ne finisse par se mettre en marche.

« On veut pas crever les chattes ouvertes, nous les putes on veut les droits »

« Sortez Vincent Cassel, faites entrer Adèle Haenel[3] »

« Touxtes contre le cis-thème »

« Ni Dieu Ni mec cis »

Nous marchons Angélina et moi en scrutant la foule, à l'affût. Je constate, en comparant avec les autres manifestations qui ont marqué mon année, que ce sentiment d'éclatement qui me taraudait était désormais bien présent. Si tous les militants sont réunis, chacun semble mettre en avant son propre combat. Qu'il soit contre la transphobie (« Des sisters pas des cis-terfs », « Bientôt nous danserons sur les cendres du cis thème », « Terfs hors

de nos luttes). Contre l'islamophobie française (deux femmes arborant leurs hijabs portant des pancartes « En France, en Iran, même combat : avoir le choix »). Voire même, tout simplement, contre les hommes (« *Dead men don't rape*[4] »).

« J'ai l'impression que c'est plutôt une manifestation contre la réforme, avec quelques aspects féministes pour la forme », me confesse Angélina alors que nous cheminons.

Sous couvert d'intersectionnalité, j'ai l'impression que des multi-individualités s'entrechoquent et ont du mal à coexister sur un pied d'égalité.

« Je ne comprends rien à toutes ces questions. Pour moi, mais aussi pour mes amis, nous, ce qu'on veut, c'est ne pas se faire agresser sexuellement, c'est tout. Que ce soit dans la rue, en soirée, avec des mecs. Je pense que ce n'est pas du wokisme que de vouloir la paix, non ? Et sincèrement, rares sont les filles de ma génération qui haïssent les garçons et veulent se venger, au contraire », insiste Angélina.

Nous finissons la manifestation dans le calme et la bonne humeur. J'apprends en rentrant qu'aucune militante accusée de transphobie ou de « putophobie* » ne se serait présentée officiellement à la manifestation, par peur d'être agressée.

Je décide pour mon dernier entretien de rencontrer Arnaud, fondateur de l'association LGBTI Fiertés citoyennes. Ce fonctionnaire travaillant pour les services support du ministère de la Justice et fervent républicain est prêt à me parler de sa vision du militantisme, de ses dégoûts, de ses espoirs et de ses luttes.

« Je n'ai jamais été militant LGBT mais je ne me sentais plus représenté par leur discours qui se tenait en notre nom. Je trouvais que leur propos changeait, ils étaient de plus en plus radicaux sur les réseaux sociaux et j'étais persuadé qu'une association finirait par réagir. Mais un jour, j'ai craqué en prenant connaissance de l'affaire du jeune Yanis, lynché en banlieue[5] car homosexuel et dont la vidéo abominable a tourné sur les réseaux sociaux. Ce qui m'a choqué, c'est que la réaction principale des militants LGBT était de dire…

– Attention à l'islamophobie ?

– Exactement », répond Arnaud, nullement étonné par le fait que j'aie immédiatement deviné.

Je fais le parallèle avec l'affaire Mila, elle aussi homosexuelle.

« Ça m'a agacé car, à un moment donné, il y a une violence pandémique contre les LGBT dans ces quartiers, due à la religion ou peut-être autre chose… J'ai envoyé un petit tweet qui disait : "Bon bah encore une fois on démontre que le militantisme LGBT est à la dérive, toutes celles et tous ceux qui voudront en discuter rejoignez-moi on va créer un groupe, une discussion." J'ai reçu de nombreux messages et Fiertés citoyennes naissait peu après. »

Arnaud m'explique que l'association se différencie de l'intersectionnalité, érigée par les militants en véritable dogme, sur plusieurs points :

« Pour nous c'est un concept sociologique qui a été finalement instrumentalisé, qui n'avait pas à sortir des laboratoires d'étude des universités, auquel on fait dire n'importe quoi, et qu'on utilise pour un combat politique, comme beaucoup de choses finalement. Ce que l'on veut dénoncer, c'est l'instrumentalisation des luttes LGBT et de tout le microcosme qui porte les combats LGBT, au service d'un agenda politique, par des gens qui sont fortement politisés. On se veut apolitiques et avant tout rappeler l'essentiel, les bases, qui nous semblent être mises en péril par tout un discours que vous connaissez par cœur. Mais à partir de là on ne s'interdit rien car ce sont toutes les atteintes à l'universalisme, à la République qu'on a dans le viseur, y compris la laïcité. »

Fier, à raison, Arnaud m'apprend que Fiertés citoyennes est approchée par de nombreuses personnes attachées à l'universalisme et à la laïcité et qui ne se retrouvent pas dans le discours militant ambiant.

« Je pense qu'il existe d'autres associations qui pensent comme nous sans le dire et n'ont pas versé dans ces idéologies victimaires et régressives qu'on dénonce, mais elles le font à bas bruit en essayant de ménager la chèvre et le chou », soupire Arnaud.

Tout comme Florian au Mans, Fiertés citoyennes accepte les personnes cisgenres, blanches et même hétérosexuelles dans ses rangs et s'étonne que ce ne soit pas le cas partout.

« Si on veut fédérer et avancer, c'est une évidence ! Je suis totalement effaré par la promotion de la non-mixité. Alors après, si ça se fait de manière intelligente et non militante, pour des questions intimes en petits comités, pourquoi pas ? Quand on est militants, on est excessifs ! Ça va être un challenge pour notre association que de maintenir une rigueur morale et une certaine rectitude.

– Pourquoi pensez-vous qu'il y a des excès dans le militantisme ?

– Parce qu'on croit tellement à ce que l'on veut défendre que l'on est

prêts à certaines compromissions, certaines hypocrisies et finalement à une certaine malhonnêteté intellectuelle. Et ça, on ne peut plus le tolérer. Il faut vraiment retrouver un discours qui permette de remettre les pendules à l'heure. »

Arnaud insiste aussi sur les nuances entre « progressisme » et « régression » qui se manifestent pour lui dans le fait de mettre par exemple des personnes racisées (mot qu'il déteste) en tête d'un cortège lors d'une manifestation. Au nom du progressisme, de l'égalité, cela sonne plutôt, à ses yeux, comme quelque chose de revanchard.

« Il y a des bonnes et des mauvaises victimes, c'est ça le ressenti victimaire qui est aujourd'hui porté au pinacle. Plus on risque de subir des discriminations, plus on est quelqu'un qui mérite l'attention. Il y a une hiérarchie des victimes, ce n'est pas du racisme, mais ça s'en rapproche ! Cependant, attention, je ne mésestime pas les difficultés que peuvent rencontrer d'autres personnes. Ça ne veut pas dire pour autant que je vais considérer que ces personnes, parce qu'elles sont noires, homosexuelles ou pourvues de je ne sais quel handicap social, soient, par essence, des victimes. En un mot, il ne faut pas transformer les gens en discriminés, mais se battre *contre* la discrimination. »

Je lui demande comment, selon lui, seraient ces personnes sans discrimination, dans la mesure où elles utilisent leurs identités sexuelles, les oppressions subies, comme unique identification. « Quelque part, ils ne vivent qu'à travers cela et en font une part importante de leur identité », me répond-il.

Arnaud souhaite ajouter un point et nuancer les discours qu'il entend dans les médias : « J'observe qu'on fait désormais de la différence la seule balise de l'identité, ce qui arrange bien certaines mouvances extrémistes. Les médias vont ainsi mettre en avant un homme qui aime se déguiser en chien et qui énonce : "C'est ma différence, c'est mon droit, je fais ce que je veux." Alors que ce sont des photos qui datent d'il y a quelques années… Les autres médias digitaux, plutôt de l'autre bord donc, vont dire : "C'est sa différence ; il fait ce qu'il veut." L'éloge de la différence ne doit pas être la remise en question de tout ce que fait la société. On peut être assez critique aussi envers les excès du discours autour du genre. »

Arnaud est lucide : pour lui, le débat sur la question trans est intéressant, mais il regrette qu'il monopolise autant l'attention des questions LGBT, même s'il reste important. Conscient que les personnes transgenres se

différencient des transactivistes, Arnaud conclut : « Les personnes trans existent et ont besoin d'être reconnues et de trouver leur place dans la société. Mais à côté de ça, il y a aussi un militantisme qui avance, fort de son idéologie, qui ne supporte pas la contradiction et qui recourt immédiatement à l'anathème et aux accusations de transphobie dès qu'on le remet en question. Ce militantisme radical est soutenu et mis en avant par les intersectionnels. C'est dommage parce que ceux-ci monopolisent tout le temps la parole, et ne sont pas du tout représentatifs de la majorité des trans qui, pour la plupart, n'aspirent qu'à une vie lambda. »

En l'écoutant, je confirme les propos d'autres membres de son association qui poussent Arnaud à officialiser leurs positions : il y a bel et bien urgence à ce que des associations comme la sienne prennent la parole dans le paysage militant actuel marqué par la radicalité, la fermeture à l'autre et de nouvelles formes d'exclusion.

Une constatation s'impose à moi. Au terme de notre discussion, je remarque qu'à aucun moment Arnaud, malgré son engagement LGBT, ne m'a parlé de ses préférences sexuelles. Comme si l'important était ailleurs. Non dans le repli sur soi, la fermeture aux autres – ainsi que le professe le wokisme –, mais dans l'ouverture, la liberté, la tolérance. Celle qui reconnaît toutes les différences et demande aux hommes de les accepter.

Notes

1. « Les violences lors de la journée du 8 mars, reflets des clivages au sein des courants féministes », *Marianne*, 9 mars 2022.

2. « Quand les jeunes tiktokeurs se moquent du wokisme », *Le Point*, 11 mars 2023.

3. Vincent Cassel avait livré une interview peu avant, dans laquelle il expliquait que « si les hommes deviennent trop féminins il va y avoir un problème » et était depuis conspué par de nombreuses personnalités féministes.

4. Les hommes morts ne violent plus.

5. En 2021, à Montgeron-Crosnes dans l'Essonne.

20

C'était la dernière séance

J'entre avec une certaine émotion dans le cabinet de Ruben Rabinovitch pour notre ultime séance. Afin, sans doute, de marquer cette fin d'immersion, la tempête se déchaîne à l'extérieur. Je repense à cette locution latine, *Ordo ab chao* – « Du chaos vers l'ordre », qu'on retrouve notamment dans la franc-maçonnerie –, et qui m'interpelle, alors que je vois s'entrechoquer le tumulte du dehors et le silence absolu du psychanalyste qui me dissèque du regard depuis son fauteuil.

« Comment avance cette fin de travail ?

– Je rends le manuscrit la semaine prochaine. Je suis dans les derniers chapitres. Je finis par la manifestation du 8 mars, pour la Journée internationale des femmes… Ma toute dernière immersion. Je me sens un peu perdue…

– C'est-à-dire ?

– J'ai hésité à la mettre dans le livre, puis je me suis dit qu'il le fallait, mais je crois que…

– Votre regard n'était plus sensible ?

– Je ne sais pas si c'est parce que j'ai participé à des manifestations plus rudes, mais j'avais l'impression que chacun était là pour revendiquer sa cause. Je ne sentais aucune osmose, aucune revendication commune…

– En quoi cela vous conduit à un sentiment de lassitude ? Vous êtes blasée ?

– Oui… Je m'attendais à des choses tellement plus violentes, plus rudes. Peut-être est-ce ma perception qui a changé… Mais vraiment le terme "blasée" convient. Je suis déçue de ne pas avoir fini en fanfare. J'avais espéré une sorte d'apogée, une symbiose des luttes.

– Qu'attendiez-vous ?

– Je n'ai pas dit que je voulais voir des femmes se faire tabasser sous mes yeux pour avoir un bon chapitre, mais je m'attendais à découvrir de nouvelles choses, plus fortes peut-être… Je me demande ce que les gens qui vont me lire vont se dire ? Au fond, qu'est-ce que j'apporte comme réponses ? C'est pour ça que j'ai souhaité faire des entretiens avec des militants. La parole de ces gens qui militent est importante et souvent juste, précieuse. Par exemple, beaucoup sont LGBT mais ne se reconnaissent pas du tout dans la communauté militante LGBT. Ils sont républicains, laïques et estiment que l'intersectionnalité ne leur convient pas. Ça, c'est très important par rapport au wokisme ambiant. »

Je lui explique pourquoi je tenais tant à faire apparaître cet entretien avec Arnaud. Je ne voulais surtout pas que mon livre soit lu par des gens qui se diraient que le militantisme LGBT n'a aucun sens.

« J'aimerais vous dire plusieurs choses…, déclare-t-il. D'abord, ce que vous dites en substance, c'est que vous vous demandez si votre livre va aider à guérir ce mal, et vous vous dites que non. C'est très précieux que vous mettiez tout cela en lumière… par exemple quand vous mettez en exergue ces gens de Fiertés citoyennes, vous donnez la parole à des individus qui ne l'ont pas eue avant, et ce qu'on peut espérer, c'est que des journalistes qui voudraient donner la parole à des homosexuels qui ont des choses à dire sur ces questions-là puissent aller en voir d'autres, ce qui n'est pas rien. »

Je souris à Ruben et pense aussi à Abdoulaye et à Gabrielle dont les témoignages méritent amplement les pages qui leur sont consacrées.

« Je reviens de manière un peu plus précise sur la question de la guérison, il y a une phrase, qui est vraiment une tarte à la crème des réunions de psychanalystes, mais qui, quand on ne l'a pas entendue dix-huit fois par jour, est très intéressante. Elle est de Jacques Lacan, la voici : "La guérison vient de surcroît." L'idée de Lacan, qui fait là une remarque plutôt juste me semble-t-il, c'est que si vous visez la guérison vous faites du mauvais travail. Parce qu'on ne sait pas ce que guérir veut dire. On ne sait pas parce que si vous avez une guérison en tête pour votre patient, c'est qu'en fait vous décidez à sa place ce que devrait être sa vie.

– Et en l'occurrence, ça serait décider de la vie de millions de gens.

– C'est à ça que je voulais en venir ! La guérison étant en elle-même un

concept qui s'interroge, c'est que c'est aussi revenir à un état de santé antérieur. Je voulais vous dire par là que le militantisme, c'est évidemment plein d'autres choses, mais c'est *aussi* une volonté tyrannique de faire guérir quelque chose. Et l'impact que votre livre aura, ou n'aura pas d'ailleurs, ce sera quelque chose dont vous ne serez pas la dépositaire. Et j'en suis presque à penser que ce ne sera pas votre problème. »

Je suis désarçonnée : à quoi aura-t-il donc servi finalement ?

« La question n'est pas de savoir à quoi il aura servi, vous n'avez aucune prise dessus et vous ne pouvez pas le savoir à l'avance. Et surtout ce n'est pas votre travail. Votre travail, c'est d'avoir été une reporter de qualité, et d'écrire.

– En somme, il faut *finalement* accepter de n'avoir peut-être servi à rien ?

– Je ne le dirais pas comme ça. Je ne vous le dis pas dans une position dépressive. Ce n'est pas dans le fait d'accepter de ne servir à rien, mais plutôt d'accepter que les conséquences ne sont pas de votre ressort ; ce qui ne veut pas dire la même chose. Et puis, par ailleurs, j'ai envie de vous dire que chaque fois qu'on arrive à l'aboutissement d'un travail, il y a un moment dépressif. Un petit moment, entendons-nous bien, où on est toujours traversé par ce "tout ça pour ça", mais qui est toujours à la hauteur de l'investissement libidinal qu'on a mis dedans.

– J'avoue avoir toujours eu un problème à sublimer l'expectative. J'appelle cela "le complexe du paquet-cadeau". À Noël, je suis plus heureuse de déballer le paquet que de posséder ce que je voulais depuis un moment. En vous écoutant, je me suis dit que je ne sais même pas finalement ce que j'aurais espéré pour cette dernière immersion. Car s'il y avait eu les mêmes violences que l'année passée, elles m'auraient paru presque monotones tant j'ai vu, cette année, de colère et d'agressivité.

– Je me rappelle cette phrase de Dewey, le quatrième fils de la famille la plus déjantée d'Amérique après celle des Simpson, dans la série américaine *Malcolm*, qui illustre parfaitement la situation : "Je ne m'attendais à rien mais je suis quand même déçu." J'adore votre complexe du paquet-cadeau, cela conserve le mystère un peu jubilatoire. Mais sachez que ce n'est pas important de pouvoir dissocier le plaisir de l'imaginaire, ce n'est pas nécessairement sur le même registre et ça a l'air d'être pour vous un plaisir de vous représenter ce qu'il va advenir, il ne s'agit pas de se priver du plaisir de votre imagination. »

Je lui montre quelques photos qu'a prises ma petite sœur de moi lors de la manifestation. Sur l'une d'elles, je contemple une vieille église sur notre

parcours, alors que le tumulte de la manifestation retentit derrière moi. À mes yeux, c'est ce qui symbolise la réponse à la question « Qu'est-ce qu'il va nous rester ? ». Au-delà de la question d'un grand architecte de l'univers, j'y vois plutôt une représentation de l'histoire, et de cette microseconde que durera dans le temps ce que je dénonce dans mon livre.

« Je me demande quand même si mon livre comportera une conclusion, car pour moi la conclusion, c'est cette séance-là, avec vous. Je ferme la porte du cabinet et le lecteur referme le livre. Et je ne me vois pas ajouter quelque chose, car je ne sais pas comment conclure. J'ai respecté cet engagement que j'avais, de livrer à tous les lecteurs une caméra, afin qu'ils voient avec mes yeux. C'est vrai qu'au début du livre, je me trouve trop péremptoire, et que ça ne me convient pas parce que, hormis des sentiments concrets qui peuvent être la peur ou de la colère, la frustration, la tristesse, je n'ai pas envie que l'on me voie comme quelqu'un de détaché ou de cynique. Je laisse ça aux essayistes et aux éditorialistes. »

Ruben Rabinovitch garde le silence, sa marque de fabrique jusqu'aux derniers instants. Il ose soudain me demander : « Vous commencez à en avoir votre dose du wokisme ? »

J'opine du chef. Nous nous sourions malicieusement, comme pris en faute.

« Moi aussi. Et je crois que pour vous comme pour moi, il va falloir refaire de la créativité sur autre chose. »

Abécédaire

Établi à partir du vocabulaire entendu durant mon année dans les milieux militants.

A comme

Abolitionnisme. L'abolitionnisme est très répandu dans le féminisme radical, et massivement rejeté dans les milieux militants que j'ai infiltrés. Il consiste à vouloir abolir la prostitution, mais souvent aussi tout travail sexuel rémunéré. Je ne suis personnellement pas abolitionniste mais je peux entendre beaucoup de points de vue de militantes radicales qui estiment que l'on assiste aujourd'hui à une dangereuse banalisation de la pratique de la prostitution reposant sur une vision souvent très éloignée de la réalité.

ACAB. *All cops are bastards*, comprendre « Tous les flics sont des bâtards ». 1312 : signifie ACAB car 1 = A, 3 = C, 1 = A et 2 = B.

Adelphes. Vocabulaire inclusif qui permet de n'employer ni le terme « sororité » ni le terme « fraternité », trop binaires.

Allié. Une personne alliée est une personne qui aurait conscience de ses privilèges mais qui, après les avoir déconstruits, serait prête à les mettre en danger pour soutenir les personnes opprimées dans leurs combats.

Agisme. Discriminations liées à l'âge d'une personne (majoritairement liées au combat féministe et à la discrimination des femmes âgées).

Antiracisme. Pensée politique qui s'engage contre toutes les formes de racisme, présentes, selon les militants, dans toutes les structures sociales.

Aphobie. Discriminations vécues par les personnes asexuelles.

Aromantique. Personne qui ne souhaite pas vivre de relations amoureuses.

Asexuel. Personne qui n'a pas ou plus de désir sexuel et ne souhaite pas avoir de relations sexuelles.

Assigné. « Assigné garçon ou fille. » Pour les personnes transgenres, une manière d'exprimer le fait qu'ils sont nés dans le mauvais sexe et le mauvais corps, avant de transitionner.

B comme

Biphobie. Discriminations vécues par les personnes bisexuelles ou pansexuelles.

Blackface. Littéralement, « grimage en noir ». Pratique jugée raciste car elle vient parodier des personnes noires pour s'en moquer. Des militantes parlent également de « *digital blackface* », soit une utilisation des photos/vidéos/gifs (animations en ligne) de personnes noires dans un cadre humoristique.

Butch. Une lesbienne dite « butch » est une lesbienne qui présente des caractéristiques (habits, etc.) masculines.

Burkini. Maillot de bain pour femmes couvrant les cheveux et le reste du corps, pendant nautique du voile musulman.

C comme

Cancel culture. Littéralement : « culture de l'annulation ». Face à toute personne ou entreprise jugée sexiste, raciste ou homophobe, les tenants du mouvement woke prônent le boycott de l'accusé. Les biens culturels sont évidemment en première ligne : livres réécrits, statues déboulonnées, rues débaptisées, vocabulaire supprimé. Avec la culture woke, l'histoire est réécrite, déformée.

Cisgenre. Une personne est cisgenre quand le genre qui lui a été attribué à la naissance est le même que celui qu'elle ressent.

Collages. Dans les rues de France, messages engagés contre les violences faites aux femmes et collés sur les murs par les militantes. Inventés par Marguerite Stern, militante féministe.

Copaine. Inclusif et neutre de « copain » et « copine ».

D comme

Deadname. Prénom donné à une personne transgenre par ses parents avant sa transition, ne doit plus être employé après la transition car cela peut être discriminant.

Demi-homme/demi-femme. Une personne demi-homme ou demi-femme est une personne qui se considère partiellement comme une femme ou un homme et partiellement comme autre chose. Il serait donc possible d'être partiellement « homme » ou « femme » et partiellement « neutre ». Ainsi, peut-on qualifier de telles personnes de demi-homme et de demi-non-binaire.

Se déconstruire. Se déconstruire pour un homme, mais aussi pour des personnes « privilégiées », serait le fait d'être conscient de ses privilèges, de s'en affranchir et d'être également un bon allié (soutien pour les personnes oppressées).

E comme

Écoféminisme. Courant de pensée qui mêle les problématiques de genre et

d'environnement comme victimes du patriarcat. L'une de ses incarnations assumées est l'élue écologiste Sandrine Rousseau.

Écriture inclusive. De plus en plus présente à l'université, dans les mails administratifs, les tracts syndicaux, etc. Dans leur *Inclure sans exclure* (Éditions de la fédération Wallonie-Bruxelles, 2020), Anne Dister et Marie-Louise Moreau écrivent : « Les innovations de l'écriture inclusive sont inspirées par la préoccupation d'un traitement plus égalitaire, dans la langue, des femmes et des hommes, traitement égalitaire qui serait mal assuré par les noms masculins. » Le débat est ouvert et n'est pas près de se refermer.

F comme

Fachosphère. L'ensemble des individus considérés comme « fachos » et connus comme tels sur les réseaux sociaux.

Femen. Mouvement féministe né en 2008 en Ukraine et connu dans le monde entier pour ses actions chocs où les militantes posent seins nus, des messages ou slogans revendicatifs ornant leur poitrine.

Féminisme intersectionnel. Le féminisme intersectionnel est le féminisme le plus répandu dans la sphère militante, bien plus que le féminisme radical. Il part du principe qu'il est important de prendre en compte toutes les discriminations que peuvent subir les femmes (et les hommes et femmes trans). Ainsi, une femme peut être discriminée parce qu'elle est noire (subir du racisme), homosexuelle (subir de l'homophobie), musulmane (subir de l'islamophobie) ou transgenre (subir de la transphobie). Selon les intersectionnelles, les féministes universalistes – ce que je suis – souhaitent remplacer les discriminations par une égalité générale qui nierait les spécificités.

Féminicide. Tuer une femme car elle est une femme. Ce mot est notamment utilisé par des associations comme NousToutes pour comptabiliser les femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint.

FLIRT. Front de libération transfem, collectif d'aide entre femmes transgenres.

Fragilité blanche. Terme militant qui vient moquer et critiquer les personnes blanches qui oseraient s'offenser lorsqu'on les accuse de racisme.

G comme

Genrer. Attribuer à quelqu'un un genre qui correspond à son identité de genre. *Bien, mal genrer une personne trans. (Le Robert.)*

Graysexuel. Personne qui n'a que peu d'attirance sexuelle pour les autres.

Grossophobie. Discriminations envers les personnes grosses.

H comme

Handiphobie. Oppression vécue par les personnes en situation de handicap.

Hétéronormatif. Selon beaucoup de féministes, l'hétéronormativité repose sur le fait de reproduire une « norme » empruntée à l'hétérosexualité mais aussi à tout ce qui découle des relations hétérosexuelles. Par exemple, si vous dites que vous aspirez à une maison, un chien, des enfants, un poulet rôti et votre époux qui rentre du travail, vous risquez d'être cataloguée comme « coincée dans un schéma hétéronormatif ».

HSBC. Sigle pour homme straight (hétéro) blanc cisgenre, surnom plutôt critique de la part des militants qui estiment qu'il s'agit d'un « ennemi à abattre », voire de l'entité personnifiée du patriarcat par excellence.

I comme

Indigéniste. Référence aux Indigènes de la République, association née en 2005 en France qui se définit comme « antiraciste », « décoloniale » et dénonce les discriminations raciales en France inhérentes à son passé colonial.

Intersectionnalité. Notion sociologique qui aborde les différentes oppressions (sexisme, racisme, transphobie, etc.) par un prisme commun. Elle permet également d'aborder la notion de privilèges (blanc, cisgenre, hétérosexuel, etc.).

Intersexe. Selon la DILCRAH, les personnes intersexes ont des caractéristiques sexuelles (chromosomes, hormones, organes génitaux) qui ne correspondent pas aux définitions types des corps féminins ou masculins. Autrement dit, les personnes intersexes naissent avec des « variations de leurs caractéristiques sexuelles ».

Invisibiliser. Un mot encore une fois galvaudé. Invisibiliser revient à faire disparaître une personne, ou encore ses croyances, ses ressentis, ses choix, etc. Les femmes seraient donc invisibilisées par le discours des hommes.

Islamophobie. L'islamophobie reposerait sur le fait de discriminer les personnes de confession musulmane à cause de leur religion.

L comme

LGBTQIA + . Sigle pour : lesbienne gay bi trans queer intersexe asexuel, etc.

M comme

Mascus. Masculinistes, mouvement qui s'oppose aux féministes par une affirmation jugée outrancière de la virilité.

Microagressions. Agressions non physiques mais relevant de propos ou de remarques perçus et vécus comme offensants.

Mysoginoire. Concept de double discrimination qui mêle les oppressions racistes et sexistes subies par les femmes noires.

N comme

Non-binaire. Une personne non binaire est une personne qui ne se reconnaît dans aucun des genres féminin et masculin. « Iel » est différent d'un genderfluid qui peut se sentir à certains moments femme et d'autres fois homme. Je pense que les personnes qui sont non binaires ne font reposer leur ressenti que sur des « stéréotypes de genre ». En discutant avec de nombreux non-binaires pour mon enquête, le postulat qui ressortait était souvent trivial : « Je me considère comme non binaire parce que je n'aime ni porter des robes ni me maquiller, mais que j'aime mes cheveux courts. »

O comme

Outing. Outer quelqu'un revient à faire son coming out à sa place ou le contraindre à le faire.

P comme

Pansexuel. Personne qui ne tient pas compte du genre d'une autre personne pour l'aimer, confusion avec la bisexualité, sujet à débat (avec les personnes omnisexuelles aussi, dont la définition est similaire).

Passing. Dans le contexte transgenre, cela signifie pour une personne le moment où elle est perçue comme « cis » par ceux qui ne le sont pas de par ses attributs physiques.

Patriarcat. Présent dans la langue française depuis 1488, il désigne une « forme d'organisation sociale dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme » (*Larousse*). Une définition entièrement revue et corrigée par le féminisme radical.

Privilège blanc. « *White privilege* », concept selon lequel les personnes blanches bénéficieraient d'avantages que les personnes non blanches n'auraient pas. Dans la culture woke, le premier privilège des personnes blanches est de ne pas avoir conscience du privilège blanc. Le dictionnaire américain *Merriam-Webster* donne la définition suivante du « *white privilege* » : « Ensemble des avantages économiques et sociaux que les personnes blanches ont en vertu de leur race dans une culture caractérisée par les inégalités raciales. »

Pronoms. Demander ses pronoms est un usage de plus en plus courant et qui se veut inclusif. Il s'agit, pour éviter de « mégenrer », de demander aux personnes que l'on rencontre si elles s'identifient comme « il », « elle » « iel » ou autre afin de ne pas les offenser.

Psychophobie. Discriminations vécues par les personnes ayant des pathologies psychiatriques.

Putophobie. Discrimination envers les personnes qui se prostituent.

Q comme

Queer. Personne dont l'identité sexuelle ne correspond pas au schéma traditionnel et « hétéronormé » de la société.

R comme

Racisé. Jargon militant pour qualifier les personnes touchées par le racisme.

Racisme anti-Blancs. Pour beaucoup de militants, le racisme anti-Blancs n'existe pas car il ne serait pas systémique mais individuel. Par exemple, pour eux, un individu blanc peut être traité de « sale Blanc » mais ne risque pas d'être discriminé à l'embauche ou pour l'obtention d'un logement. Pour ces militants, cela ne relève donc pas du racisme mais, au mieux (et tous ne sont pas d'accord sur cette définition), d'une « insulte discriminante ».

Relationner. Avoir une relation, sans employer le terme « couple ».

S comme

Safe place. Jargon militant qui désigne un lieu dépourvu de violences, avec des gens conscients et inclusifs.

Sororité. Solidarité féminine.

SWERF. Sex worker - exclusionary radical feminists : féministes radicales qui excluent le travail du sexe des luttes féministes.

T comme

TERF. Trans-exclusionary radical feminists, désignant des féministes radicales accusées d'exclure les personnes trans des luttes féministes.

Touxtes. Ici le mot tous et toutes n'est plus écrit « toustes » mais « touxtes » pour être encore plus inclusif et plus seulement la contraction « binaire » du masculin et du féminin.

Homme/femme transgenre. Un homme transgenre est une personne née femme mais qui a transitionné afin de devenir un homme trans. Idem pour une femme transgenre.

Transphobie. Une attitude, des propos ou même des agressions qui discriminent des personnes transgenres. S'il est indéniable que beaucoup de personnes trans se font agresser, violenter, insulter, certains transactivistes en viennent à galvauder ce terme et accuser de transphobie un simple questionnement sur le genre. Ce que ne manqueront pas d'être à leurs yeux certains passages de ce livre.

Travailleureuse du sexe ou TDS. Les personnes travailleurs (ou travailleureuses en version inclusive) du sexe sont des personnes qui exercent un emploi ayant trait à la sexualité. Hormis le travail prostitutionnel physique, il y a de nombreuses autres spécificités comme les tournages de films pornographiques, les ventes de photos en ligne, les vidéos en direct, les messages et appels, etc.

U comme

Universalisme. Vision universelle, une volonté de s'adresser et de penser pour tous les hommes sans distinctions ni privilèges.

V comme

Validisme. Discriminations et oppressions faites par des personnes valides à l'encontre de personnes porteuses de handicap.

Vegan. Personne qui ne consomme aucun produit issu des animaux (nourriture, vêtements, etc.).

Viol (culture du). Concept particulièrement fréquent dans la bouche des féministes militantes. Certaines affirmant que la société irait jusqu'à « faire la promotion du viol ». Sans aller jusqu'à ces extrémités, une récente étude de l'ONU Femmes donne des chiffres glaçants : « Dans le monde, on estime que 736 millions de femmes – soit près d'une sur trois – ont subi au moins une fois des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime, et/ou des violences sexuelles de la part d'une autre personne (30 % des femmes de plus de 15 ans). Ce chiffre ne tient pas compte du harcèlement sexuel. Les taux de dépression, d'avortement et de contamination par le VIH sont plus élevés chez les femmes ayant subi ce type de violence, par rapport aux femmes qui ne l'ont pas subi, ainsi que d'autres problèmes de santé qui peuvent durer encore longtemps après que les violences ont cessé. »

W comme

White savior. Terme utilisé pour qualifier les militants blancs qui utiliseraient les

luttes antiracistes et leur engagement afin d'en tirer des bénéfices de popularité.

Wokisme. Terme aujourd'hui assez galvaudé, mais qui tire son origine de l'américain *be woke*, « être éveillé », c'est-à-dire conscient des inégalités et injustices de tous ordres.

X comme

Xénogenre. Les personnes xénogenres sont des personnes qui ne se reconnaissent pas dans le genre humain, elles peuvent s'identifier à des elfes, des renards ou même à des flaques de couleur selon leurs témoignages (tapez « xénogenre » sur Internet si vous doutez de la véracité de mes propos).

Remerciements

S'il est difficile d'énumérer l'ensemble des personnes que je souhaiterais remercier nominativement, et que rares sont les lecteurs à vraiment consulter cette partie purement égoïste, je tiens malgré tout à citer celles et ceux qui ont rythmé cette année en immersion.

Merci à mon merveilleux éditeur, pour son humour, son écoute, son soutien et sa présence discrète mais efficace.

Merci à mon compagnon Dylan qui a dû supporter patiemment mes nombreux atermoiements, ma culpabilité, mes doutes et mes craintes avec le calme olympien dont il ne se départ jamais.

Merci à mes chefs du *Point* et de *Marianne* qui m'ont mis le pied à l'étrier et m'ont donné le goût de l'investigation, des sujets sociétaux et des enquêtes au long cours.

Et enfin, merci aux proches qui rythment ma vie, entre rires, pleurs, joies, fierté et amours : Papa, Gwen, Gabrielle, Célia, Nine, Léa, Maud, Marine, Frank, Fred, Nicolas, Alma, Clara, Carl et tellement d'autres…

Table

Couverture

Copyright

Dédicace

Prologue

PREMIÈRE PARTIE

1. Mutation
2. Apprendre
3. *Safe place*
4. Formée ou formatée ?
5. Formation et désinformation
6. Pride radicale
7. Réseaux sociaux et burkini party
8. Culpabilité, manichéisme et Rabinovitch

DEUXIÈME PARTIE

9. Blocages et collages
10. La crainte de l'impalpable
11. Journées à Paris-VIII, le retour sur les bancs de la fac
12. Journées à la fac
13. Manifs en région : rendez-vous à Rennes et à Dijon
14. Semaine décoloniale à Ivry, au contact des anti-flics
15. La journaliste, l'undercover, la femme, l'auteure et moi et moi et moi

TROISIÈME PARTIE

16. Le militantisme en région
17. Cancel culture et validisme
18. Trouver la réponse, mais à quoi ?
19. L'éclatement des luttes
20. C'était la dernière séance

Abécédaire

Remerciements

De la même autrice

DE LA MÊME AUTRICE

Survaillante, Éditions Favre, 2018.

Mille yeux, Éditions de la Rémanence, 2021.

Retrouvez toute l'actualité des éditions Albin Michel sur notre site albin-michel.fr
et suivez-nous sur les réseaux sociaux !
Instagram : editionsalbinmichel
Facebook : Éditions Albin Michel
Twitter : AlbinMichel